

REPUBLIQUE RWANDAISE



Ministère du Plan et des Ressources Naturelles

DIRECTION GÉNÉRALE DU PLAN

Esquisse du Troisième Plan de Développement Economique, Social et Culturel 1976 - 1981

E- DEC. 1974

REPUBLIQUE RWANDAISE

Ministère du Plan et des
Ressources Naturelles

DIRECTION GENERALE DU PLAN

ESQUISSE DU TROISIEME PLAN DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL 1976 - 1981

TABLE DES MATIERES

Pages

ESQUISSE DU TROISIEME PLAN DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL 1976 - 1981

Chapitre I. LES CONDITIONS DE LA CROISSANCE	1
I. LA STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT	2
a. Le développement rural.	2
b. Le développement industriel et artisanal.	2
c. Le développement minier.	2
d. La politique démographique.	3
e. Le développement culturel, social et sanitaire.	3
A. LE DEVELOPPEMENT RURAL	4
1) Les oléagineux.	5
2) Le café.	5
3) Le pyrèthre.	6
4) Le thé.	6
5) Les fruits et légumes.	6
6) Autres productions destinées à l'industrie ou à l'exportation.	7
7) L'élevage.	8
B. LE DEVELOPPEMENT MINIER	9
C. LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET ARTISANAL	10
a. une cinenterie.	11
b. une raffinerie de sucre.	11
c. une huilerie.	11
d. une filature-tissage.	11
e. une fabrique de cigarettes.	12
f. une fabrique d'allumettes.	12
g. une fabrique d'articles en plastique.	12
h. la valorisation industrielle du gaz du lac Kivu.	12
D. LES DONNEES D'UNE POLITIQUE DE POPULATION	15
a. Perspective de "décollage".	16
b. Perspective de "survie".	17
E. LE DEVELOPPEMENT CULTUREL, SOCIAL ET SANITAIRE	18
II. LES INCIDENCES DES HAUSSES DE PRIX SUR L'ECONOMIE DU RWANDA	21
1) Les prix à l'importation.	23
2) Les prix à la production locale.	25
3) Les prix à la consommation des ménages.	26
4) Les prix à l'exportation.	26
5) Les prix des investissements.	27
6) Les incidences des hausses de prix sur les revenus des ménages.	20
7) Les incidences des hausses de prix sur les investissements et la production locale.	30
8) L'évolution de la balance commerciale.	30
9) L'évolution des recettes et des dépenses publiques.	30
III. LA COHERENCE DES OBJECTIFS RETENUS	37
A. L'équilibre des flux de biens et de services.	37
B. L'équilibre des flux de revenus.	43

	<u>Pages</u>
Chapitre II. LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET SES INCIDENCES SOCIO-ECONOMIQUES DE 1976 A 1981	45
Section I. <u>Les perspectives de croissance par grand secteur d'activités.</u>	45
Section II. <u>L'évolution de la production agricole, de l'élevage, des pêches et des forêts.</u>	51
1) Les oléagineux.	51
a. Les arachides.	51
b. Le soja.	52
c. Le tournesol, le colza et les autres oléagineux.	52
2) Le café.	52
3) Le pyrèthre.	53
4) Le thé.	54
5) Les fruits et légumes.	54
a. Les légumes frais.	55
b. Le pilipili.	55
c. Les avocats.	55
d. Les noix d'Australie (macadamia).	56
e. Les fraises.	56
6) Les autres productions destinées à l'industrie ou à l'exportation.	56
a. La canne à sucre.	56
b. Le tabac.	57
c. Le riz.	57
d. Le coton-graine.	58
e. Le quinquina.	58
7) L'élevage.	58
a. La production de viande bovine.	59
b. La production laitière.	59
Section III. <u>L'évolution de la production des mines, de l'industrie et de l'artisanat.</u>	66
Section IV. <u>L'évolution des activités tertiaires: transports et communications, services, commerces, santé publique et enseignement.</u>	72
Section V. <u>Les investissements.</u>	73
Section VI. <u>L'évolution du commerce extérieur.</u>	80
1) Les exportations.	80
2) Les importations.	81
Section VII. <u>L'évolution démographique et la situation de l'emploi.</u>	85
Section VIII. <u>L'évolution de la production et des revenus par tête.</u>	93
Section IX. <u>Les revenus et la consommation des Ménages.</u>	99
a. Les revenus des Ménages	99
b. La consommation des Ménages.	100
c. Le bilan alimentaire en 1976 et 1981.	100
CONCLUSION	111

	<u>Pages</u>
Chapitre III. LE FINANCEMENT DE LA CROISSANCE	115
Section I. <u>Le compte des Entreprises.</u>	115
a. Le compte d'exploitation.	115
b. Le compte d'affectation.	116
c. Le compte de capital.	118
Section II. <u>Le compte des Administrations.</u>	124
1) Le compte d'affectation.	124
A) Les ressources des Administrations.	124
a. Les ressources fiscales.	124
b. L'aide extérieure publique et privée.	124
c. Les autres ressources.	125
B) Les dépenses des Administrations.	127
a. Le budget de l'Etat.	127
b. Le budget des autres administrations.	129
c. Les dépenses du compte des Administrations.	129
2) Le compte de capital.	131
Section III. <u>Le compte des Ménages.</u>	139
a. Le compte d'affectation.	139
b. Le compte de capital.	140
Section IV. <u>Le compte de l'Extérieur.</u>	142
Section V. <u>Le financement des investissements.</u>	145
CONCLUSION	148

LISTE DES TABLEAUX

	<u>Pages</u>
Tableau 1 : Hausses de prix à l'importation.	32
Tableau 2 : Hausses de prix sur production locale.	34
Tableau 3 : Hausses de prix à la consommation des ménages en 1976.	35
Tableau 4 : Hausses de prix des exportations en 1976.	36
Tableau 5 : Hausses de prix des investissements en 1976.	36
Tableau 6 : La croissance de 1976 à 1981.	49
Tableau 7 : Structure de la valeur ajoutée.	50
Tableau 8 : La production rurale de 1976 à 1981 (en prix 1976).	64
Tableau 9 : Structure de la production rurale.	65
Tableau 10 : La production du secteur secondaire.	69
Tableau 10 bis: La production du secteur secondaire (fin) -La production du secteur tertiaire.	70
Tableau 11 : Structure de la production industrielle et artisanale.	71
Tableau 12 : Ventilation fonctionnelle des investissements bruts et des autres financements.	77
Tableau 13 : Nature des investissements bruts effectués par les agents économiques.	78
Tableau 14 : Cheminement des financements publics et privés.	79
Tableau 15 : Exportations FOB.	83
Tableau 16 : Importations CAF.	84
Tableau 17 : Salaires et emplois par grand secteur d'activités et par année.	90
Tableau 18 : Création d'emplois - période 1976 - 1981.	91
Tableau 19 : Population au 30 juin de chaque année.	92
Tableau 20 : Production intérieure rurale et non-rurale.	97
Tableau 21 : Revenus des ruraux et des non-ruraux.	98
Tableau 22 : Les revenus des ménages.	103
Tableau 23 : Consommation des ménages.	104
Tableau 24 : Bilan alimentaire 1976.	105
Tableau 25 : Bilan alimentaire 1981.	108
Tableau Général des Ressources et Emplois 1976.	113
Tableau Général des Ressources et Emplois 1981.	114
Tableau 26 : Intérêts et Dividendes.	121
Tableau 27 : Les revenus des entreprises.	122
Tableau 28 : Financement des investissements des entreprises.	123
Tableau 29 : Recettes et dépenses privées extérieures.	133
Tableau 30 : Recettes et dépenses publiques extérieures.	134
Tableau 31 : Traitements et salaires - Subventions et Transferts.	135
Tableau 32 : Budget ordinaire.	136
Tableau 33 : Administrations compte d'affectation - 1976.	137
Tableau 34 : Administrations compte d'affectation -1981.	138
Tableau 35 : Ventilation fonctionnelle des investissements et des autres financements suivant l'origine du financement - 1976 et 1981.	150
Tableau 36 : Ventilation fonctionnelle des investissements et des autres financements suivant l'origine du financement - période 1976-1981.	151
Tableau 37 : Tableau économique d'ensemble - 1976.	152
Tableau 38 : Tableau économique d'ensemble - 1981.	153

ESQUISSE DU TROISIEME PLAN DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL
1976 - 1981

Chapitre I. LES CONDITIONS DE LA CROISSANCE

L'analyse des résultats obtenus ou recherchés, au cours des années passées, en matière de développement économique, social et culturel, met en évidence un certain nombre de problèmes majeurs dont la solution conditionne l'essor du Pays.

Le rythme de croissance de la population reste élevé, les terres cultivables se font rares et, faute de jachères et d'amendements, les sols tendent à s'appauvrir.

Aussi, malgré des efforts importants faits pour développer les productions agricoles destinées à l'industrie ou à l'exportation : thé, pyrèthre, canne à sucre, le rythme moyen de croissance de la production agricole reste peu élevé. Le pouvoir d'achat des ruraux se maintient, par suite, à un niveau très bas. Leurs revenus monétaires, par personne et par an, n'étaient en moyenne que de 1.500 F RW en 1970 et en 1972.

Comme la population vivant d'activités rurales représente plus de 90% de la population totale, le marché intérieur reste très étroit et les possibilités de développer la production industrielle sont des plus limitées.

Quant aux activités tertiaires, le faible volume des produits primaires et secondaires à commercialiser restreint leur essor; et leurs marges grevées de lourds frais de transport pèsent également sur le pouvoir d'achat de la population.

Enfin, les efforts faits tant en matière d'éducation et de formation que d'action sociale et sanitaire semblent mal adaptés aux exigences du développement. L'enseignement primaire, tel qu'il est actuellement dispensé, encourage plutôt l'exode rural et prive l'agriculture des éléments dynamiques nécessaires à sa modernisation. Les enseignements secondaire et supérieur préparent un trop grand nombre de littéraires, alors que le Pays manque de scientifiques, d'ingénieurs et de techniciens moyens et supérieurs. De même, en matière sanitaire, la médecine curative absorbe le plus clair des moyens disponibles, par ailleurs fort insuffisants, alors qu'une action plus importante en matière de médecine préventive auraient des effets économiques et sociaux largement bénéfiques.

Aussi bien est-il impératif que des mesures énergiques soient prises, au cours des prochaines années, pour modifier profondément les conditions actuelles de fonctionnement de l'économie rwandaise. Autrement, sous l'effet conjugué

de la pression démographique, de l'appauvrissement des sols et du manque de terres cultivables, la situation économique et sociale du Pays irait en se dégradant. C'est dire qu'il est nécessaire de concevoir et de mettre en oeuvre, dans les meilleurs délais, une nouvelle stratégie du développement économique, social et culturel.

Celle-ci, toutefois, devra tenir compte du contexte actuel de hausse de prix et de ses incidences probables sur l'économie rwandaise.

Il faudra ensuite s'assurer que l'ensemble des objectifs et des mesures retenus par le Plan forme un tout cohérent qui satisfait de façon concrète aux conditions de la croissance.

I. LA STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT

En fonction des directives données par le Chef de l'Etat, la stratégie du développement au Rwanda doit comporter essentiellement cinq thèmes d'action:

- 1) la modernisation et la diversification de l'agriculture et de l'élevage,
- 2) le développement de l'industrie et de l'artisanat,
- 3) l'exploitation rationnelle des ressources minières,
- 4) la politique démographique,
- 5) l'orientation des actions culturelles, sociales et sanitaires en fonction des impératifs du développement.

a. Le développement rural.

En matière de développement rural, tout d'abord, l'action doit porter en priorité sur la modernisation des exploitations rurales avec le double objectif: d'assurer la subsistance de la population, dont le rythme de croissance atteint 2,6% par an, mais aussi d'augmenter les revenus monétaires et le pouvoir d'achat des ruraux, afin d'élargir les débouchés offerts aux produits manufacturés.

b. Le développement industriel et artisanal.

Parallèlement, une politique dynamique de développement de l'industrie et de l'artisanat doit être mise en oeuvre pour assurer, d'une part, la valorisation des produits du sol et du sous-sol, destinés au marché local ou à l'exportation et, par ailleurs, développer les productions d'articles manufacturés, au fur et à mesure que le marché en expansion le permettra.

c. Le développement minier.

En outre, un programme de développement des activités minières, au cours des dix ou quinze prochaines années, doit être établi et mis en oeuvre pour assurer une exploitation rationnelle des ressources du Pays. Les gisements primaires dont provient la production minière actuelle sont en voie d'épuisement rapide, il convient par suite de prévoir et d'organiser la mise en exploitation des gisements en profondeur.

d. La politique démographique.

Par ailleurs, comme condition sine qua non de modernisation des exploitations rurales, il est indispensable de pouvoir en maintenir et progressivement d'en étendre la superficie moyenne. Or si la population rurale continue d'augmenter au rythme actuel, les terres encore disponibles pour la culture auront disparu d'ici une quinzaine d'années. Il est donc indispensable de prendre des mesures efficaces pour arrêter la croissance de la population vivant d'activités rurales.

Il appartient au Gouvernement de définir et d'appliquer, dans les meilleurs délais, une politique de population adaptée aux exigences du développement économique et social du Pays.

e. Le développement culturel, social et sanitaire.

Enfin, les impératifs du développement national requièrent une réforme en profondeur des programmes et des méthodes d'enseignement et de formation, à tous les niveaux et une réorientation des actions sociales et sanitaires en fonction des besoins économiques et sociaux prioritaires.

Tels sont les cinq éléments fondamentaux qui doivent sous-tendre la stratégie du développement économique et social au Rwanda.

La réalisation de ces cinq catégories d'objectifs exigera qu'on poursuive et accélère l'exécution des programmes d'investissements entrepris, au cours des années antérieures, pour doter le Pays des infrastructures économiques et sociales indispensables à sa modernisation.

Financés à près de 90% par l'aide extérieure, ces investissements entraîneront un accroissement rapide de l'activité des entreprises de bâtiment et de travaux publics, qui joueront ainsi un rôle important dans la croissance de la production intérieure et l'augmentation du nombre des emplois salariés.

C'est aussi en tenant compte des composantes essentielles de la stratégie du développement qu'on a cherché à déterminer les objectifs que doit poursuivre le Troisième Plan de développement économique, social et culturel (1976-1981).

Cette première esquisse doit servir de cadre de référence et d'instrument de travail pour les Commissions de planification nationales et régionales qui doivent se réunir dans le courant de l'année 1975.

En fonction des directives du chef de l'Etat, l'accent en matière de planification est mis sur l'élaboration de programmes d'action communaux et régionaux. C'est pourquoi on s'est efforcé de régionaliser, dans toute la mesure du possible, les objectifs retenus au plan national et les moyens prévus pour leur réalisation, en particulier lorsqu'il s'agit d'opérations de développement rural qui concernent directement les populations des différentes régions.

Ce travail de régionalisation sera d'ailleurs approfondi lors de l'élaboration définitive du Troisième Plan. Il s'agit en effet non seulement de régionaliser les objectifs du Plan national et les moyens nécessaires pour atteindre ceux-ci, mais encore de préciser les structures d'intervention à mettre en place dans les différentes régions pour favoriser les initiatives locales en matière de développement et permettre leur réalisation. Il conviendra en particulier de créer un fonds régional de développement pour participer au financement des projets d'initiative locale et de mettre en place des sociétés régionales de développement dotées du personnel qualifié et des moyens matériels indispensables à leur bon fonctionnement.

En faisant la synthèse par région des objectifs nationaux régionalisés et des projets d'initiative locale, on établira des programmes de développement régional qui permettront de mesurer l'impact, pour chacune des régions, de l'ensemble des opérations et projets de développement retenus. On cherchera en particulier à mesurer leurs incidences en termes d'augmentation de la production et des revenus régionaux.

En outre, l'élaboration définitive du Troisième Plan amènera à traiter les problèmes de fonds que posent les aspects sociaux et culturels du développement dont seulement les aspects économiques et financiers seront pris en considération dans cette esquisse.

Compte tenu, enfin, des contraintes rigoureuses qui limitent les possibilités de développement du Pays, il a paru peu réaliste, d'un point de vue méthodologique, de construire pour la période 1976-1981 un modèle de croissance sur la base de taux choisis a priori.

On a jugé préférable de partir de l'analyse directe des possibilités de croissance qui existent dans les différents secteurs d'activité productive et de leurs chances de mise en oeuvre, en fonction des programmes de développement retenus, pour déterminer les perspectives de croissance du Pays à l'horizon 1981.

Le réalisme de ces perspectives est par suite directement lié aux possibilités concrètes de réalisation des différents programmes, opérations et objectifs retenus en matière de développement rural, industriel et minier, mais aussi en fait de politique de population et d'action sociale et culturelle.

A. LE DEVELOPPEMENT RURAL

Aussi bien, en matière de développement rural, a-t-on mis l'accent sur un certain nombre d'opérations sectorielles ou intégrées de grande envergure, qui doivent en même temps contribuer à la modernisation et à l'intensification de la production sur de vastes zones, et apporter un appui majeur aux efforts entrepris en ce domaine au niveau des préfectures et des communes.

En tenant compte de leur importance respective pour le développement du Pays, ces opérations ont été classées sous sept rubriques: oléagineux, café, thé, pyrèthre, fruits et légumes, autres produits destinés à l'industrie ou à l'exportation, élevage.

1) Les oléagineux.

Pour la culture des oléagineux, tout d'abord, une série d'opérations a été mise au point pour différentes régions: arachides pour la zone de savanes, Kibungo et Mutara, soja pour les paysannats et les petits marais, mais aussi pour les zones d'altitude, où le tournesol et le colza seront éventuellement cultivés.

La production globale devrait atteindre 57.000 tonnes de graines en 1981 dont 35.000 iront à l'huilerie, contre 8.650 tonnes en 1976 pour une production de graines de 24.200 tonnes.

L'introduction ou le développement de ces cultures de rapport exigeront la mise en place d'un encadrement intensif. La vulgarisation de meilleures façons culturales et en particulier de l'utilisation du fumier permettra d'augmenter les rendements non seulement des oléagineux mais également des cultures vivrières qui entreront dans leur assolement.

Les encadreurs seront, par suite, amenés à s'intéresser à l'ensemble des cultures pratiquées par les différentes exploitations, en vue d'en intensifier la production tant pour la consommation familiale que pour la commercialisation.

Il s'agit donc bien d'opérations intégrées visant la modernisation des exploitations concernées et l'augmentation sensible des revenus monétaires des paysans. D'abord centrée sur la ou les cultures de rapport à vulgariser, la formation des encadreurs sera progressivement étendue aux autres activités de l'exploitation et tout particulièrement aux cultures vivrières et à l'élevage.

La société d'intervention qui sera chargée de réaliser ces opérations sera donc responsable de la formation d'encadreurs polyvalents, du recrutement et du recyclage de cadres moyens et supérieurs en nombre suffisant pour assurer l'encadrement efficace des vulgarisateurs et des animateurs de base.

2) Le café.

Pour le café, l'ampleur des efforts à faire pour atteindre les objectifs retenus, 41.500 tonnes de café vert en 1981, contre 25.800 tonnes en 1976 et 14.140 tonnes en 1972, exige que l'OCIR, en faisant appel à l'aide extérieure, se dote des moyens de conception et d'action indispensables pour mener à bien un vaste programme de modernisation des caféières dans les diverses zones du Pays.

Il faut souligner qu'actuellement l'OCIR ne dispose pas en personnel d'étude, d'encadrement et d'exécution des moyens nécessaires à l'élaboration

et à la mise en oeuvre d'un pareil programme. Les objectifs retenus pour 1976 apparaissent d'ores et déjà difficiles à atteindre; il est d'autant plus impératifs que des mesures soient prises rapidement pour remédier à cette situation, si l'on veut que le retard constaté soit rattrapé d'ici 1981.

Mais là encore, l'organisme chargé de cette opération ne devra pas limiter son intervention au seul café. Au fur et à mesure que les techniques culturales du café (taille, paillis, recépage, renouvellement, séchage) seront maîtrisées par les planteurs, le personnel d'encadrement devra s'intéresser aux autres activités des exploitations (cultures vivrières, élevage etc..) et recevoir en conséquence une formation appropriée.

L'intensification des cultures vivrières aura d'ailleurs pour effet de réduire les superficies nécessaires pour assurer la subsistance de la famille et de permettre ainsi d'accroître la place réservée au café dans l'exploitation.

3) Le pyrèthre.

Il en ira de même dans le cas des plantations de pyrèthre qui seront développées avant tout hors paysannats et devraient permettre de généraliser la pratique de l'assolement pyrèthre-cultures vivrières. Le nombre des planteurs concernés passera de 9.000 en 1972 à près de 16.000 en 1981. Et la production de fleurs fraîches atteindra à cette date 22.400 tonnes contre 14.400 en 1976 et 5.635 tonnes en 1972.

La pyrèthriculture intéresse au premier chef la région des volcans.

4) Le thé.

Quant aux plantations de thé dont les superficies passeront de 3.597 ha. en 1972 à plus de 15.000 ha en 1981, elles seront en grande partie le fait de villageois. Comme dans le cas du café, le personnel d'encadrement d'abord spécialisé devra progressivement être en mesure de s'occuper de l'ensemble des cultures des exploitations villageoises. La seule production de thé vert passera de 10.780 tonnes en 1972 à 25.260 tonnes en 1976 et à plus de 56.000 tonnes en 1981.

La théiculture devra surtout être développée dans la région de la crête zaire-Nil.

5) Les fruits et légumes.

Un programme important est actuellement en cours de réalisation pour le développement des productions de fruits et légumes, pour le marché intérieur et surtout pour l'exportation. Il concerne directement des exploitations familiales, auxquelles il offre des possibilités de gains monétaires non négligeables.

L'introduction de cultures de rapport rémunératrices dans ces exploitations devrait faciliter la vulgarisation de façons culturales modernes et en particulier l'utilisation de la fumure organique.

La production globale de fruits et légumes devrait ainsi atteindre 70.000 tonnes en 1981 contre 54.500 tonnes en 1976 et 46.000 tonnes en 1972 et les exportations passeront de 57 tonnes en 1972 à 1.028 tonnes en 1976 et à 4.130 tonnes en 1981. Ce programme est à mettre en place en particulier dans les régions du plateau central et du lac Kivu.

6) Autres productions destinées à l'industrie ou à l'exportation.

Enfin d'autres interventions d'envergure plus modeste sont prévues pour développer la culture de la canne à sucre (125.000 tonnes en 1981 contre 25.000 en 1976 et 7.000 en 1972), celle du tabac destiné à la fabrication des cigarettes (250 tonnes en 1981), celle du paddy irrigué (6.000 tonnes en 1981 contre 3.000 tonnes en 1976 et 1.685 tonnes en 1972), celle du coton-graine (800 tonnes en 1981 contre 600 tonnes en 1976 et 241 en 1972) et les plantations de quinquina dont la production dépassera 1.600 tonnes d'écorces sèches en 1981 contre 400 tonnes en 1976 et 246 tonnes en 1972.

La majeure partie des accroissements de production prévus d'ici 1981 est directement liée à la réalisation d'opérations de production sectorielles dont la plupart sont toutefois susceptibles de jouer un rôle déterminant dans la vulgarisation de façons culturales modernes pour les productions vivrières traditionnelles.

Le problème de l'intensification des productions vivrières n'est pas d'abord au Rwanda un problème technique: les méthodes de défense et restauration des sols sont au point, il en va de même des façons culturales à vulgariser et des types d'assolement qui conviennent aux différentes régions.

Ce sont en fait les structures d'intervention indispensables à leur mise en oeuvre qui font surtout défaut. Le personnel mis en place par l'Administration est trop dispersé, sa qualification aux différents niveaux insuffisante et les moyens d'action mis à sa disposition beaucoup trop faibles, pour lui permettre de prendre en charge des opérations de vulgarisation et d'animation d'envergure.

Or la réalisation des vastes programmes retenus pour les différentes cultures destinées à l'industrie ou à l'exportation exigera la mise en oeuvre de moyens financiers et humains très importants que justifie d'ailleurs la rentabilité économique de ces différentes spéculations. Il devrait être par suite assez facile d'obtenir des concours extérieurs tant pour le financement de ces projets que pour la formation du personnel local d'encadrement et la fourniture d'une assistance technique complémentaire.

Il importe, par contre, de créer rapidement des organismes d'intervention à même de mener à bien les opérations projetées. Pour assurer l'efficacité de leur action, ceux-ci seront dotés d'un statut d'organisme para-public, avec une large autonomie financière et la responsabilité de leur gestion. Ils seront chargés à la fois de la mise au point des opérations de développement, du recrutement et de la formation du personnel et de l'exécution proprement dite des opérations, en fonction des cahiers des charges qui leur seront remis.

En plus des organismes existants, dont les statuts seront modifiés, une société de développement sera créée, à l'initiative de l'OCIR, pour la modernisation des caféières et une autre pour le développement de la culture des oléagineux.

Comme les différentes opérations projetées doivent toucher, au cours des dix prochaines années, à peu près toutes les régions du pays, il convient donc de profiter des moyens dont elles disposeront en personnel d'encadrement, en outillage et en matériel de transport, pour appuyer les efforts qui sont à faire pour intensifier la production des cultures vivrières.

Certaines de ces opérations, oléagineux, coton, tabac, pyrèthre, impliquent, on l'a vu, l'association des cultures de rapport aux cultures vivrières qui entrent dans l'assolement. Elles doivent donc être menées comme des opérations intégrées qui toucheront en fait l'ensemble des activités des exploitations concernées.

Mais même lorsqu'il s'agit d'opérations proprement sectorielles, café, thé villageois, canne à sucre, fruits et légumes, il est possible, tout en respectant leurs objectifs propres, d'étendre peu à peu leur champ d'intervention aux autres cultures des exploitations concernées.

Le personnel d'encadrement, d'abord spécialisé dans la ou les cultures de rapport visées, peut être progressivement formé à d'autres techniques culturales et l'opération sectorielle se transformer peu à peu en opération intégrée.

De toute façon, la présence dans différentes régions d'organismes d'intervention dotés de moyens d'action importants doit constituer un atout précieux pour les communes et les préfectures qui pourront s'appuyer sur ceux-ci pour la réalisation de mini-projets ou de travaux d'intérêt local.

7) L'élevage.

Quant à l'élevage, en plus des actions prévues pour celui du porc et des volailles, les efforts principaux tendront à accroître la production de la viande de boeuf et celle de lait.

Compte tenu des disponibilités limitées en terres à pâturage, il n'est pas possible d'accroître de plus de 3% par an le troupeau bovin. L'augmentation de la production laitière qui devrait passer de 31 à 49,5 millions de litres entre 1976 et 1981 résultera d'une action d'intensification portant sur 100.000 vaches.

Pour la production de viande, le problème est d'accroître le poids moyen des bêtes abattues. Les carcasses actuellement vendues pèsent en moyenne 100 kg, il s'agirait de doubler ce poids en faisant séjourner les jeunes boeufs dans des ranches d'embouche. Le bétail y recevra un complément d'alimentation sous forme de tourteaux d'oléagineux, drèches de brasserie, mélasse et bagasse, paille et son de riz, fourrages etc. Cette embouche sera également effectuée, en tout petits lots, par des paysans.

Pour couvrir les frais de production, sans augmenter le prix de la viande vendue localement, on exportera les quartiers arrière des bêtes d'embouche. La valeur des exportations de viande devrait ainsi représenter 105 millions de FRW en 1981.

Un premier ranch d'embouche sera créé dans le Mutara et un autre devrait l'être d'ici 1981, dans le cadre de la mise en valeur de la vallée de la Nyabarongo.

B. LE DEVELOPPEMENT MINIER

Les produits miniers ont représenté en 1972 près de 33% du total des exportations du Rwanda. Ils constituent après les exportations de café, la principale source de devises du pays.

Jusqu'à présent l'exploitation a porté sur des gisements détritiques (alluvionnaires ou éluvionnaires) et sur des gisements primaires superficiels. Malheureusement les uns et les autres sont en voie d'épuisement rapide. Pour maintenir puis développer le potentiel de production du pays, il est indispensable par suite qu'on entreprenne, au cours des prochaines années, la mise en valeur des gisements primaires et alluvionnaires en profondeur.

Ce type d'exploitations exigera des investissements importants, en matériel et en frais de forage et des dépenses courantes considérables: courant électrique, explosifs etc. On estime que le prix de revient du minerai extrait d'exploitations primaires en profondeur est de 6 à 10 fois supérieur à celui du minerai des gisements alluvionnaires en surface.

Les droits de sortie appliqués aux exportations de minerais quelle que soit la nature du gisement et le fait que le code des investissements ne s'applique pas aux entreprises minières déjà installées constituent des handicaps sérieux à la mise en oeuvre d'une politique dynamique de développement de la production minière.

Par contre, la création en 1973 d'une société mixte entre l'Etat rwandais, d'une part, et les principales sociétés minières de l'autre, doit servir de support à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'une telle politique.

A partir des recherches effectuées par le Projet du Fonds Spécial des Nations Unies et par les différentes sociétés minières, la SOMIRWA doit élaborer, au cours des prochaines années, un programme de mise en exploitation des différents gisements primaires et alluvionnaires en profondeur. Ce programme portera sur une période de dix à quinze années et en contrepartie de l'engagement formel que prendra le Conseil d'administration de la SOMIRWA de le réaliser, le Gouvernement rwandais arrêtera les avantages fiscaux qui seront jugés nécessaires pour assurer une rentabilité acceptable aux investissements prévus.

D'après ce qu'on sait actuellement des réserves exploitables que renferment les différents gisements en profondeur, il devrait être possible, d'ici 1981, de faire passer la production de cassitérite de 2.322 tonnes en 1972 à 5.000 tonnes en 1981, celle de Wolfram de 639 à 2.000 tonnes, celle de Beryl de 100 à 480 tonnes et celle de Columbo-tantalite de 39 à 60 tonnes. En outre, la mise en exploitation industrielle des gisements d'or primaires et alluvionnaires en profondeur devrait aboutir en 1981 à une production mensuelle d'environ 300 kg d'or, soit 3,6 tonnes par an.

C. LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET ARTISANAL

En matière de développement industriel et artisanal, deux sortes d'intervention sont prévues: une action d'aide au développement ou à la création de petites entreprises industrielles et artisanales et une opération de promotion d'entreprises de taille moyenne.

Un organisme d'aide aux petites entreprises industrielles et artisanales sera créé (Bureau de promotion industrielle). Son premier rôle sera de faciliter la création d'entreprises nationales en aidant les candidats entrepreneurs à la mise au point technique, économique et financière de leurs projets et à l'élaboration des dossiers qu'ils doivent présenter pour l'agrément.

Les conseillers techniques de cet organisme serviront ensuite d'intermédiaires entre les entrepreneurs, d'une part, l'Administration et les Banques d'autre part.

La création de domaines industriels, à Kigali d'abord, puis à Butare et Gisenyi, offrira aux entrepreneurs la possibilité de s'installer directement dans des bâtiments de type standard, équipés d'eau, d'électricité, de téléphone et d'égout.

Le Bureau de promotion industrielle fournira ensuite une aide aux entrepreneurs pour la gestion de leurs entreprises: comptabilité, commercialisation. Il organisera à leur intention des séminaires de formation et de recyclage. Eventuellement il pourra soumissionner au nom de plusieurs entrepreneurs ou artisans pour des appels d'offres trop importants pour chacun d'entre eux en particulier.

Ce Bureau aura un statut d'organisme public à caractère industriel et commercial, il sera placé sous la tutelle du Ministère des Finances et de l'Economie.

Par ailleurs, en tenant compte de l'évolution du marché au cours des prochaines années, il est prévu de créer un certain nombre d'entreprises industrielles de taille moyenne. Leur implantation exigera toutefois des efforts considérables de promotion.

A cet effet, le Bureau de promotion industrielle sera doté d'une section spécialement chargée de ce travail. Il lui faudra tout d'abord effectuer l'étude technique, économique et financière des différents projets retenus pour en établir la rentabilité et les conditions pratiques de réalisation.

Il devra ensuite entreprendre un travail de promotion directe pour rechercher des entrepreneurs susceptibles de s'intéresser aux projets retenus, et négocier avec eux les conditions de leur implantation. Il leur facilitera alors les contacts avec les différents services administratifs.

Parmi les entreprises dont il devra promouvoir la réalisation on compte:

a) une cimenterie: en fonction des besoins locaux et des débouchés offerts par les pays voisins, il est possible de construire une cimenterie d'une capacité de 50.000 tonnes par an. Il conviendrait par contre de chercher à associer au projet le groupe cimentier Kényan pour s'assurer des ventes sur les pays voisins; il serait sans doute possible de porter alors la capacité de la cimenterie à 100.000 tonnes par an, ce qui lui assurerait des conditions de fonctionnement et de rentabilité bien meilleures.

b) une raffinerie de sucre: en liaison avec le programme de développement de la canne à sucre, dont la production doit atteindre 125.000 tonnes en 1981, il sera nécessaire de construire une raffinerie de sucre capable de traiter 100.000 tonnes de canne par an, pour produire 10.000 tonnes de sucre. La réalisation de ce projet exige qu'on y intéresse un groupe sucrier qui pourrait d'ailleurs être chargé de la réalisation des aménagements hydro-agricoles indispensables et de l'encadrement des planteurs de canne.

c) une huilerie: pour remédier à l'important déficit en corps gras de la ration alimentaire, on a prévu de développer largement les cultures d'oléagineux. Il est par suite nécessaire de créer une huilerie moderne capable de couvrir les besoins du pays en huile alimentaire à la fin du Troisième Plan. Celle-ci devra avoir une capacité de traitement de 35.000 tonnes de graines en coque par an, pour produire quelque 7.000 tonnes d'huile.

d) une filature-tissage: d'ici la fin du Troisième Plan, le marché local devrait être en mesure d'absorber environ 3.000 tonnes de produits textiles, sous la forme de drills, d'imprimés et de couvertures. Il convient donc, d'ici là, d'implanter une entreprise susceptible de répondre aux besoins locaux. Une capacité annuelle de 3.000 tonnes de tissus lui assurerait de bonnes conditions de

fonctionnement et des prix de revient compétitifs.

Il appartiendra au Bureau de promotion industrielle de négocier avec des groupes industriels présentant des garanties suffisantes pour mener à bonne fin la réalisation de ces trois importants projets.

e) une fabrique de cigarettes: en liaison avec le projet de culture de tabac de variétés telles que Burley, **Virginie** et Kentucky, une fabrique de cigarettes sera intégrée à la plantation; elle produira en 1981 200 millions de cigarettes par an avec 250 tonnes de tabac.

f) une fabrique d'allumettes: les besoins du marché intérieur seront de quelque 50 millions de boîtes en 1981; cette demande sera couverte par l'usine qui doit être installée au cours des prochaines années.

g) une fabrique d'articles en plastique: la production de tuyaux en P.V.C., d'emballages et d'articles ménagers en matière plastique est prévue, elle devrait représenter 1.000 tonnes en 1976 et 1.500 tonnes en 1981.

Le Bureau de promotion industrielle devra poursuivre et mener à bonne fin les négociations entreprises avec des firmes étrangères pour l'implantation des fabriques de cigarettes et d'allumettes. Il pourrait s'efforcer, par contre, de trouver un entrepreneur local pour l'usine d'articles en plastique. Ces trois types d'entreprises, malgré leur taille modeste, présentent l'intérêt de substituer des productions locales aux importations, de créer des emplois et, pour les deux premières, d'utiliser des matières premières locales.

h) la valorisation industrielle du gaz du lac Kivu: le Bureau de promotion industrielle devra enfin s'intéresser aux recherches entreprises pour trouver des utilisations industrielles au gaz naturel du lac Kivu. En attendant d'en connaître les résultats, il devrait être possible, d'ici la fin du Troisième Plan, d'utiliser ce gaz pour faire marcher une centrale électrique. La production de 30 millions de Kwh consommerait quelque 21,5 millions de m³ de gaz et permettrait l'installation d'une unité de captage de taille satisfaisante.

Par ailleurs, en plus des résultats à attendre d'une politique dynamique de promotion industrielle et artisanale, un certain nombre d'activités secondaires se développeront en fonction de la croissance des produits agricoles ou animaux à transformer, ou pour répondre à la demande du marché intérieur.

Il s'agit tout d'abord des industries alimentaires travaillant pour l'exportation: usinage du café et du thé ou pour le marché intérieur: rizerie, meunerie, laiterie-fromagerie, confiserie, brasserie-limonaderie, fabrique de vin de bananes, conserverie de viande et boucherie.

De même, en fonction des objectifs retenus pour la culture du pyrèthre, l'usine de Ruhengeri devra pouvoir traiter en 1981 4.670 tonnes de fleurs sèches

contre 3.000 en 1976 et 1.174 tonnes en 1972. Et au lieu de produire un extrait partiellement déciré, elle fournira alors un extrait "pâle" dont le prix de vente est supérieur d'environ 25% à celui du produit partiellement déciré.

Le démarrage d'une tannerie en 1974 permettra de produire du cuir fini destiné avant tout à l'exportation. Elle traitera en 1981 50.000 peaux, soit seulement 8% du nombre des peaux exportées. On pourrait concevoir d'étendre l'activité de cette entreprise ou d'en créer une autre pour qu'on puisse faire subir un semi-tannage à l'ensemble des peaux exportées.

Pour les entreprises travaillant directement pour le marché local, leurs objectifs de production pour 1976 et 1981 ont été arrêtés en fonction de l'évolution de leurs marchés respectifs: production de savon et de peinture, rechapage de pneumatiques, confection, fabrication d'articles chaussants, montage de véhicules à deux roues, et montage de radios, réparation de véhicules.

La croissance de la consommation d'eau et d'électricité dépendra à la fois de l'évolution de la demande des ménages et des administrations, d'une part, et de celle des entreprises, d'autre part.

Pour le Troisième Plan, on a extrapolé aux années 1976 et 1981 la demande des principaux utilisateurs: mines, Deutsche Welle, autres entreprises (y compris celles qui seront créées au cours du Troisième plan), ménages et administrations. La construction du Tableau de ressources-emplois a ensuite permis de vérifier que les capacités de production dont l'installation est prévue d'ici 1976 et 1981 permettront effectivement de satisfaire les besoins.

Quant aux entreprises de bâtiment et de travaux publics et aux activités qui en dépendent: matériaux de construction, menuiserie, constructions métalliques, leur expansion est avant tout fonction des investissements publics et privés qui seront réalisés au cours du Troisième plan. On a par suite déterminé pour celles-ci des objectifs de production 1976 et 1981, à partir des programmes d'investissement qui devront être réalisés entre ces deux dates, pour répondre aux exigences du développement rural, de l'industrialisation, des activités tertiaires, mais aussi pour doter le pays des infrastructures économiques et sociales indispensables à sa modernisation. Pour déterminer le volume des investissements publics qu'il sera possible de réaliser, au cours de la période, on a tenu compte à la fois des ressources propres que l'Etat et les collectivités publiques seront en mesure de leur affecter, mais aussi de l'évolution prévisible des aides extérieures.

On a en même temps analysé la composition des diverses catégories d'investissements en outillages, véhicules, bâtiments et travaux de génie civil, pour en déduire la partie qui concerne directement les entreprises de bâtiment et de travaux publics.

C'est donc par une analyse aussi détaillée que possible des perspectives d'expansion de chacune des activités primaires et secondaires et des moyens nécessaires pour les réaliser qu'on a arrêté, de façon provisoire, des objectifs

de production, d'investissement et d'emploi pour chacune d'entre elles.

Les services techniques et les Commissions de planification seront amenés, au cours des prochains mois, à revoir les objectifs du Troisième Plan pour en préciser le contenu, les moyens nécessaires et en particulier les structures à mettre en place pour assurer leur réalisation. Le réalisme du Plan est en effet directement fonction de celui des objectifs retenus pour les différents secteurs productifs dont dépend la croissance de la production intérieure, celle des revenus des particuliers et celle des ressources dont pourra disposer l'Etat.

L'expansion des activités tertiaires: transports, télécommunications, banques, assurances, services rendus aux entreprises et commerce, est en effet directement liée à l'accroissement d'activité des branches productives. Et la demande finale de services par les particuliers et les administrations est elle-même largement dépendante des activités productives par le biais des revenus qu'ils en reçoivent.

C'est aussi en fonction des rythmes de croissance des activités primaires et secondaires commercialisées qu'on a déterminé, de façon provisoire, ceux des différentes activités tertiaires au cours des deux périodes. On a dû tenir compte, toutefois, des incidences sur les transports et le commerce des accroissements d'importations qu'entraînera la réalisation des programmes d'investissements retenus.

L'élaboration du Tableau de Ressources-Emplois pour les années 1976 et 1981 a permis ensuite d'établir par itération l'équilibre comptable entre la production des diverses activités tertiaires et les demandes qu'elles devront satisfaire.

Une place à part a été faite aux activités tertiaires qui dépendent directement du tourisme: hôtels, restaurants, artisanat d'art etc. Leur rythme de croissance a été estimé en fonction des programmes d'investissement retenus pour le développement du tourisme.

Enfin, on a classé parmi les activités tertiaires l'enseignement et la santé, dont le service fourni concerne directement les ménages. Une subvention fictive de l'Etat aux ménages permet à ces derniers de payer la valeur du service rendu qui est effectivement prise en charge par l'Etat.

On considère alors comme production intérieure brute la somme des valeurs ajoutées par les entreprises, y compris par l'enseignement et la santé.

Pour déterminer des objectifs de production 1976 à ces deux activités, on est parti des programmes des administrations publiques et privées pour les différents ordres d'enseignement et les diverses formes d'interventions sanitaires. On a tenu compte en particulier des investissements prévus, sur financement extérieur et local, et des charges récurrentes qu'ils entraîneront pour les budgets de l'enseignement et de la santé.

Les chiffres de production retenus pour ces deux activités représentent toutefois seulement la somme de leurs dépenses de fonctionnement, en matériel et en personnel, mais non les charges d'investissement.

Pour arrêter le montant des budget de l'enseignement, pendant le Troisième plan, les commissions de planification auront à examiner le projet de réforme de l'enseignement, actuellement en cours d'élaboration, et ses incidences sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'éducation nationale.

En attendant de plus amples informations, on a extrapolé provisoirement les dépenses nécessaires pour l'éducation et la santé de telle sorte que leur total représente en 1981 un pourcentage acceptable des dépenses totales du Budget ordinaire. Elles devraient ainsi atteindre à cette date 36,4% des dépenses budgétaires contre 34,7% en 1976 et 34,9% en 1972.

D. LES DONNEES D'UNE POLITIQUE DE POPULATION

L'un des obstacles majeurs à la modernisation des exploitations rurales et à l'élévation du niveau de vie des paysans est indiscutablement la superficie trop réduite de ces exploitations, qui interdit la pratique normale de la jachère et limite étroitement la place réservée aux cultures de rapport.

En 1970, en effet, la superficie moyenne des 712.000 exploitations traditionnelles était de 103,5 ares, sur lesquels devaient vivre en moyenne 4,46 personnes. Compte tenu des jachères nécessaires pour maintenir la fertilité du sol et de la parcelle résidentielle, la superficie disponible pour les cultures vivrières n'atteint pas 70 ares. Et seulement 47,4% de ces exploitations sont en mesure de cultiver du café, à raison de 117 arbres en moyenne par exploitation, soit 7,2 ares. Ceci explique que le revenu monétaire des personnes vivant d'activités rurales ne dépassait pas 1.500 FRW en 1970 et 1972, par tête et par an.

Par contraste, la situation des 31.000 familles installées dans les paysannats apparaît nettement privilégiée, puisqu'elles disposent d'exploitations de 2 hectares et que leurs plantations de café représentent en moyenne 252 arbres par exploitation. D'ici 1976, il est prévu d'installer 29.000 nouvelles familles dans les paysannats, mais il ne restera plus ensuite de terres disponibles pour en créer de nouveaux.

Aussi bien, la majeure partie des efforts qui seront entrepris d'ici 1981, en matière de développement agricole, porteront, on l'a vu, sur l'intensification des cultures vivrières, la modernisation et l'extension des cultures de rapport. Des résultats notables devraient être obtenus par les paysans, dont les revenus monétaires augmenteront de 4,5% par tête et par an, au cours du Troisième plan. Toutefois, en valeur absolue ce revenu monétaire, par tête et par an, ne représentera que 2.838 FRW en 1981, ce qui est encore très faible.

En outre, une fois réalisées les différentes opérations d'intensification et d'extension des cultures, le revenu monétaire des exploitations ne pourra

plus croître à ce rythme, s'il n'est pas possible d'agrandir la superficie moyenne des exploitations.

Si l'on veut, par ailleurs, retenir à la terre des jeunes scolarisés et formés aux techniques modernes de culture, il est indispensable de pouvoir leur offrir des exploitations qui leur permettent de gagner leur vie à peu près aussi bien qu'en ville.

Bref, le "décollage" de l'agriculture rwandaise suppose qu'on porte progressivement la taille moyenne des exploitations au niveau de celle des paysannats, soit de 1,8 à 2 hectares.

Or une étude récente, effectuée par le Ministère du Plan et l'ISAR, ne laisse pas entrevoir la possibilité, d'ici la fin du siècle, d'accroître la taille moyenne des exploitations ni même de la maintenir en l'état actuel, si rien n'est fait pour arrêter la croissance de la population rurale.

D'après l'enquête démographique effectuée en 1970, la population du Rwanda était de 3.655.000 personnes au 30 juin 1970. Avec un taux d'accroissement moyen de 2,6% par an (moyenne entre un taux naturel de 2,9% et un taux net de reproduction de 2,3%), elle devrait atteindre 4.263.000 en 1976, 4.847.000 en 1981 et 8.100.000 en 2001. La population du Rwanda doit ainsi doubler entre 1973 et 2001.

A partir des objectifs du Troisième plan, on a estimé que la population vivant d'activités non rurales (emplois salariés, commerce traditionnel, personnel domestique) qui représentait 344.000 personnes en 1970 et 360.000 en 1972, atteindrait 507.500 personnes en 1976 et 701.000 en 1981, soit une augmentation annuelle de 6,7% de 1976 à 1981.

a) Perspective de "décollage"

On a supposé alors que si d'ici 1981 on réussissait à porter la taille moyenne des exploitations agricoles à 1,8 ha, la croissance des revenus ruraux entraînerait celle des activités secondaires et tertiaires et que, par suite, la population vivant d'activités non rurales continuerait d'augmenter à 7,5% par an, et atteindrait 2.744.000 personnes en 2001.

Par différence, on obtient la population qui devra vivre d'activités rurales. Dans l'hypothèse du "décollage" rural, celle-ci passera de 3.311.000 personnes en 1970 à 3.755.500 en 1976, 4.146.000 en 1981 et 5.356.000 en 2001.

En admettant qu'une exploitation de 1,8 ha puisse faire vivre 5 personnes, le nombre des exploitations agricoles familiales (EAF) qui était de 743.000 en 1970 devrait être de 751.100 en 1976, de 829.200 en 1981 et de 1.071.200 en 2001.

Or, d'après l'étude citée sur les disponibilités et l'utilisation des terres au Rwanda, en tenant compte des besoins de pâturages d'un troupeau de 700.000 têtes, le nombre des exploitations agricoles de 1,8 ha ne saurait dépasser 750.000. Dès 1976, le nombre des EAF nécessaires sera supérieur à ce

chiffre, et en l'an 2001 il manquera 321.200 exploitations, ce qui représente une population en excédent de 1,6 million de personnes.

Pour permettre une modernisation réelle de l'agriculture rwandaise, il faudrait donc qu'en 25 années, la population du pays soit réduite de 1,6 million de personnes; ce qui représente, en annuités constantes, une diminution de 46.500 personnes chaque année à partir de 1976.

La situation, dans cette hypothèse de "décollage", peut se résumer de la façon suivante:

	<u>1970</u>	<u>1976</u>	<u>1981</u>	<u>2001</u>
Population totale (au 30/6)	3.655.000	4.263.000	4.847.000	8.100.000
Pop.vivant d'acti. <u>non-rurales</u>	344.000	504.500	701.000	2.744.000
Pop.vivant d'acti. <u>rurales</u>	3.311.000	3.755.500	4.146.000	5.356.000
Nb EAF existantes	743.000			
Nb EAF nécessaires	-	751.100	829.200	1.071.200
Nb EAF en excédent		1.100	79.200	321.200
Population en excédent		15.500	396.000	1.606.000
Diminution nécessaire annuelle		46.500	46.500	46.500

b) Perspective de "survie".

Si l'arrêt de la croissance de la population rurale apparaît indispensable pour permettre un décollage de l'agriculture rwandaise, à l'examen un brutal ralentissement de la croissance se révèle encore nécessaire pour permettre la simple survie de l'agriculture rwandaise.

A supposer, en effet, qu'on cherche simplement à maintenir les exploitations agricoles en leur état actuel: 110 ares en moyenne, compte tenu des paysannats, faisant vivre 4,46 personnes, la croissance des revenus ruraux, plus faible à partir de 1981, aura nécessairement des répercussions sur celle des activités secondaires et tertiaires. On a, par suite, supposé que le rythme de croissance de la population vivant d'activités non-rurales se maintiendrait à 7% par an de 1981 à 1986, mais reviendrait ensuite à 4% de 1986 à 2.001. A cette date, celle-ci représenterait seulement 1.783.000 personnes contre 2.744.000 dans l'hypothèse de "décollage". Et la population devant vivre d'activités rurales attendrait 6.317.000 personnes.

A raison de 4,46 personnes par exploitation, le nombre des EAF nécessaires passerait de 842.000 en 1976 à 929.600 en 1981 et 1.416.400 en 2001.

Or, compte tenu, comme précédemment, des besoins de pâturages du troupeau, le nombre maximum des exploitations agricoles de 1,1 ha ne saurait dépasser 1.139.000.

Le nombre des EAF susceptibles d'être créées, qui était de 396.000 en 1970, ne sera plus que de 297.000 en 1976 et 209.400 en 1981; en 1991 il ne restera plus de terres disponibles pour installer de nouvelles exploitations agricoles et en 2001 il manquera 277.400 EAF, ce qui représente une population excédentaire de 1.237.000 personnes.

Autrement dit, même pour maintenir les exploitations agricoles rwandaises à leur dimension actuelle, sans possibilité de modernisation en profondeur, il est indispensable que la population diminue de 1.237.000 personnes d'ici 25 ans; ce qui représente, en annuités constantes, une diminution de 35.800 personnes chaque année à partir de 1976. On constatera que ce chiffre n'est pas très différent de celui de l'hypothèse de "décollage" (46.500 personnes par an). Sans doute, dans cette hypothèse de simple "survie", pourrait-on attendre 1991, date à laquelle il n'y aura plus de terres disponibles, pour mettre en oeuvre une politique de réduction de la population rurale, mais dans ce cas celle-ci devrait diminuer de 110.000 personnes par an entre 1991 et 2001, ce qui risquerait de poser des problèmes sociaux et politiques difficiles à résoudre.

De façon synthétique, on peut présenter la situation dans cette hypothèse de "survie" comme suit:

	1970	1976	1981	2001
Population totale (au 30/6)	3.655.000	4.263.000	4.847.000	8.100.000
Pop. vivant d'acti. non-rurales	344.000	507.500	701.000	1.783.000
Pop. vivant d'acti. rurales	3.311.000	3.755.500	4.146.000	6.317.000
Nb EAF existantes	743.000			
Nb EAF nécessaires	-	842.000	929.600	1.416.400
EAF supplémentaires possibles	396.000	297.000	209.400	-
EAF en excédent				277.400
Population en excédent				1.237.000
Diminution annuelle nécessaire		35.800	35.800	35.800

Ainsi donc, qu'on vise simplement la survie de l'agriculture rwandaise ou qu'on recherche sa modernisation, condition sine qua non de l'expansion industrielle et du développement global du pays, dans les deux cas l'arrêt ou le ralentissement brutal de la croissance de la population rurale apparaît indispensable.

Il s'agit là d'un objectif majeur dont devra tenir compte le Gouvernement pour arrêter sa politique de population.

De l'efficacité de cette politique dépend, par suite, avec l'essor du monde rural, les possibilités de développement global du pays.

La politique de population doit, en conséquence, faire partie des objectifs prioritaires du Troisième plan, au même titre que le développement rural, l'expansion industrielle et artisanale, le développement minier et la politique culturelle, sociale et sanitaire.

E. LE DEVELOPPEMENT CULTUREL, SOCIAL ET SANITAIRE

Si l'essor du monde rural requiert une modernisation des méthodes de production et une extension de la taille moyenne des exploitations, il exige également que la formation scolaire donnée aux futurs exploitants ruraux facilite leur insertion dans ce milieu. Il faut constater qu'actuellement l'enseignement primaire loin de répondre à cette exigence encourage en fait l'exode rural.

Les connaissances apprises à l'école sont en effet de peu d'utilité dans une agriculture dont les méthodes de travail sont restées traditionnelles. Et la perspective même très aléatoire d'un emploi en ville, que semble ouvrir une formation scolaire, exerce souvent un attrait irrésistible sur les jeunes.

La modernisation du monde rural qui conditionne indubitablement le maintien de jeunes scolarisés à la terre, en leur offrant la perspective de conditions de vie équivalentes à celles qu'ils pourraient trouver en ville, dépend elle-même pour partie de l'adaptation de la formation scolaire aux tâches et aux conditions de vie que trouveront les jeunes en milieu rural.

Une réforme de l'enseignement primaire est à l'étude depuis plusieurs années, il est urgent qu'elle aboutisse et puisse être mise en application au cours du Troisième Plan.

Il est également indispensable que les formations dispensées par les enseignements secondaire et supérieur soient mieux adaptées aux besoins concrets du Pays. Le développement est gravement freiné par le nombre insuffisant des cadres moyens et supérieurs dont la formation reste souvent trop générale pour leur permettre de maîtriser rapidement les tâches dont ils sont chargés. Il convient par suite d'orienter davantage les étudiants vers des formations plus spécialisées qui leur procurent les instruments de travail dont ils ont besoin: école des douanes, école des impôts, institut de statistique, école des ponts et chaussées, école pratique de gestion des entreprises, école d'expert comptable, école nationale d'administration.etc.

Rien n'empêche d'ailleurs qu'après plusieurs années d'activité professionnelle, les jeunes puissent compléter et élargir leur formation par des stages de recyclage ou par de nouvelles études universitaires moins spécialisées.

Il importe enfin qu'on tienne le plus grand compte des formations reçues dans l'affectation des jeunes et qu'on laisse ceux-ci suffisamment longtemps dans un même poste pour qu'ils aient la possibilité d'acquérir une véritable compétence professionnelle.

D'un autre côté, le développement du Pays est largement tributaire de la situation sanitaire générale. La malnutrition, les épidémies et les maladies endémiques réduisent la capacité de travail de la population.

Compte tenu du coût élevé de la médecine curative et des moyens limités, en personnel et en matériel, dont dispose le Pays en ce domaine, il convient de mettre l'accent sur la médecine préventive qui a l'avantage de s'attaquer aux causes plutôt qu'aux effets du mal et dont par suite le coût est bien moins élevé.

Il s'agit en particulier d'intensifier l'action des services de la protection maternelle et infantile, de généraliser les campagnes de vaccination contre les maladies transmissibles et de s'attaquer en outre aux vecteurs de transmission: moustiques, mouche tsé-tsé etc.

Mais il faut également développer l'éducation sanitaire et nutritionnelle de la population, spécialement celle des mères et des jeunes scolarisés. Les centres nutritionnels, les foyers sociaux et les centres médico-sociaux doivent jouer un rôle important en ce domaine.

En définitive, l'essentiel de la stratégie du développement au Rwanda doit consister en une attaque simultanée sur cinq fronts: le développement rural, l'expansion industrielle et artisanale, le développement minier, la politique de population et la politique culturelle, sociale et sanitaire.

Sans doute, le problème du développement de la production minière se pose dans un contexte particulier. Et la mise en exploitation des gisements en profondeur doit résulter d'une action conjointe des actionnaires de la nouvelle société mixte, associant l'Etat aux anciennes sociétés privées.

Par contre, le développement rural, l'expansion de l'industrie et de l'artisanat, la politique de population et les actions culturelles, sanitaires et sociales, sont étroitement solidaires.

La modernisation des techniques de production rurale et l'augmentation de la superficie moyenne des exploitations agricoles, mais aussi l'amélioration de l'état sanitaire de la population, doivent, en effet, permettre d'accroître les productions destinées à la transformation industrielle et à l'exportation et du même coup d'augmenter le pouvoir d'achat des ruraux dont dépend pour les entreprises industrielles et artisanales la possibilité d'écouler leurs produits.

Mais en même temps, la création d'emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire, et plus encore la politique de population conditionnent directement la possibilité de moderniser la production rurale. La stabilisation du nombre des ruraux est, en effet, nécessaire pour qu'augmente la taille moyenne des exploitations agricoles et que s'accroissent les productions destinées à l'industrie et les revenus des paysans.

Il est donc particulièrement important de mener de front développement rural, industrialisation, politique de population et action sanitaire et sociale.

Or, qu'il s'agisse de développement rural, d'industrialisation, de politique culturelle ou d'action sanitaire, la lenteur et l'insuffisance des progrès accomplis, au cours des dix dernières années, résultent pour une large part de la dispersion des efforts publics et privés, entrepris avec des moyens matériels et humains trop faibles.

Quant à la politique de population, aucun effort n'a encore été fait pour lui donner un contenu et arrêter les moyens de sa mise en oeuvre.

Il importe, par suite, qu'on crée au Rwanda des structures d'intervention efficaces et qu'on concentre leur activité sur les différentes opérations énumérées plus haut, dont la réalisation devrait amorcer le développement global du Pays.

Les obstacles qu'il faudra surmonter pour mener à bonne fin ces différentes opérations sont sans doute d'ordre financier et technique, mais plus encore d'ordre humain.

La réussite de la politique de population est indiscutablement liée aux choix et aux décisions des responsables gouvernementaux qui doivent, pour être efficaces, tenir compte des mentalités et des valeurs morales des Rwandais.

Quant aux organismes de développement rural ou de promotion industrielle et artisanale, la qualité des cadres supérieurs et moyens dont ils seront dotés est un élément déterminant du succès de leurs interventions.

Etant donné le petit nombre des cadres expérimentés dont dispose le Pays, il est indispensable que l'aide extérieure sollicitée pour le financement des opérations projetées se double d'une assistance en personnel. Cette dernière devra, avant même de contribuer à leur réalisation, participer à l'élaboration des projets soumis au financement extérieur et se charger de parfaire la formation des cadres locaux disponibles.

Il reste que la mise en oeuvre de politiques dynamiques de développement rural, d'expansion industrielle, de contrôle de la population et d'actions culturelles et sanitaires, suppose que s'affirme à tous les échelons une volonté nationale de progrès et que soient acceptés par tous les efforts et les sacrifices indispensables.

II. LES INCIDENCES DES HAUSSES DE PRIX SUR L'ECONOMIE DU RWANDA

Les hausses de prix intervenues au Rwanda depuis la fin 1973 ont été particulièrement importantes: augmentation de prix des importations FOB et de leurs coûts de transport, hausse des salaires. Elles auront des incidences inégales sur les prix de revient des différentes productions locales et sur les revenus des diverses catégories socio-professionnelles.

Les augmentations de prix des produits locaux et importés pèseront sur le coût des achats effectués par les ménages et par les administrations, mais aussi sur le coût des investissements. A l'inverse, la valeur des exportations devrait augmenter, ainsi que les ressources fiscales prélevées par l'Etat, sur des revenus et des productions dont la valeur nominale croît rapidement.

Les objectifs et les équilibres calculés en prix 1972 pour l'année 1976, qui servira de base au Troisième Plan, doivent donc être revus pour tenir compte des fluctuations importantes qui sont intervenues au cours des mois passés et doivent se poursuivre en 1974 et 1975.

En mai 1974, une enquête rapide a été effectuée, par deux experts de la Coopération française, auprès des importateurs pour connaître l'évolution des prix des principaux produits d'importation.

A partir de cette enquête et des travaux de la Banque Mondiale, sur l'évolution des cours sur le marché international, on a cherché à déterminer l'évolution probable des prix à l'importation, par produit et par branche, d'ici 1976.

On a ensuite répercuté ces différentes hausses sur les achats de produits importés en 1976 par les entreprises, les administrations et les ménages. Pour les entreprises, l'augmentation du coût des importations s'ajoutait à la hausse des salaires consentie en 1974 tant aux nationaux qu'aux expatriés; ces deux facteurs combinés ont pesé et pèseront directement sur les prix de revient des productions locales. Par itération, on a donc répercuté les augmentations de coûts des productions locales sur la demande intermédiaire des entreprises, les achats des administrations et des ménages, les investissements et les exportations.

On a pu, de la sorte, reconstruire le tableau de Ressources-Emplois et le Tableau économique d'ensemble pour l'année 1976 en prix 1976. On a ensuite étudié les incidences des hausses de prix constatées sur les revenus et les consommations des ménages ruraux et des ménages non-ruraux, les équilibres économiques et financiers et les possibilités de financement des investissements.

Les comptes économiques de l'année 1976 ainsi établis, en prix courants, peuvent à présent servir de base pour l'élaboration du Plan 1976-1981.

Les hypothèses de base

Pour estimer quel sera le niveau des prix au Rwanda en 1976, en plus de l'évolution constatée en 1974, on a dû faire un certain nombre d'hypothèses sur les mouvements prévisibles en 1975 et 1976 au Rwanda et dans le monde. .

a) On a supposé, tout d'abord, que le rythme de l'inflation dans les pays industrialisés se ralentirait dès la fin de l'année 1974 et que la progression des prix ne serait plus que de 10% en 1975 contre 13% en 1974.

De même, les cours des matières premières devraient se stabiliser et pour certaines diminuer dans le courant de 1974.

b) Les augmentations de salaires consenties en 1974 représentent en moyenne 41,4% pour le secteur public et 30% environ pour le secteur privé. Elles ne devraient pas dépasser 3% par an d'ici 1976 dans le secteur public et 5% par an dans le secteur privé. Les niveaux atteints en 1976 représenteraient ainsi, par rapport à 1972, une hausse de 50% pour le secteur public et de 43% pour le secteur privé. De leur côté, les expatriés verront leurs salaires et traitements croître de 50% par rapport à ceux de 1972.

c) Un relèvement important des prix des produits agricoles sera effectué pour compenser en partie la diminution du pouvoir d'achat des ruraux. Nous verrons en effet que les relèvements de salaires augmenteront d'environ 5% le pouvoir d'achat des non-ruraux en 1976. Par contre, si rien n'était fait pour hausser les prix des produits agricoles destinés à l'exportation ou à l'industrie, le pouvoir d'achat des ruraux serait diminué d'environ 18% en 1976, ce qui serait

socialement et économiquement difficilement supportable.

Aussi, en tenant compte de façon prudente des perspectives d'évolution des cours établies par la Banque Mondiale, on a retenu que, d'ici 1976, les prix à payer au producteur pour les produits destinés à l'industrie ou à l'exportation devraient être les suivants:

Produits	FRW par kilogramme		
	prix 1972	Prix 1975	1972 = 100
Café	35,0	52,0	148,6
Thé	7,44	11,0	147,8
Pyrèthre	9,0	11,0	122,2
Quinquina	42,0	50,0	119,0
Coton-graine	10,7	30,0	280,4
Tabac	65,0	80,0	123,1
Arachides coque	13,0	15,0	115,4
Soja	8,0	10,0	125,0
Paddy	13,0	21,0	161,5

En dépit de ces hausses, nous verrons que les paysans resteront les principales victimes de la hausse des prix, puisqu'en définitive leur pouvoir d'achat monétaire se trouvera diminué de près de 12% en 1976.

1) Les prix à l'importation.

La hausse des prix à l'importation résulte à la fois de l'augmentation des prix FOB et de celle des frêts, qui pèsent plus lourdement sur les produits pondéreux.

C'est ainsi que le prix CAF des fers à béton a été multiplié par 2,2 en 1974, celui des profilés par 1,8, celui des tôles par 1,7 et celui du ciment par 1,5 (cf. le Tableau I).

Par ailleurs, la crise pétrolière a eu des répercussions importantes non seulement sur le prix des produits pétroliers (en hausse de 84% en 1974), mais sur celui des produits qui en dérivent: matières plastiques, engrais, détergents, tissus synthétiques etc.

La hausse des matières premières a été également très sensible, il s'agit non seulement des produits métalliques et des matériaux de construction, mais du bois, du papier, du coton, de la laine et des produits qui en dérivent.

Enfin, la flambée des prix sur le marché international a touché les grands produits alimentaires: sucre, corps gras, sel, riz...

S'ajoute aux facteurs extérieurs de hausse des prix, la révision du code des douanes qui a augmenté les droits et taxes perçus sur une gamme étendue d'articles: beurre et fromage, chocolats, cigarettes, boissons alcoolisées, peintures, articles de voyage, friperie, couvertures, réfrigérateurs, articles en bois etc.

L'examen du Tableau 1 souligne ainsi que le coût des importations CAF sera en 1976 de 56,2% plus élevé que celui de 1972 et de 60,5% celui des importations rendues entrepôt (droits et taxes sur importations incluses).

La hausse de prix des produits alimentaires atteindra en moyenne près de 67% en 1976; le prix du riz sera multiplié par deux ainsi que celui des huiles et corps gras; celui du sucre augmentera de 65% et celui du sel sera multiplié par 2,5 .

Les articles d'habillement augmenteront en moyenne de plus de 40%; 88% pour les chaussures, 78% pour les fils et tissus synthétiques et 77% pour les fils et tissus de coton et de laine, 65% pour la bonneterie et 54% pour les articles de confection, mais 21% pour la friperie.

Les importations de produits bruts et de demi-produits connaîtront des hausses de prix également très élevées: 72% pour le bois et les ouvrages en bois, 90% pour le papier, 56% pour les matériaux de construction, 95% pour les produits pétroliers, 90% pour les tôles ondulées, 102% pour les profilés, 147% pour les fers à béton.

De leur côté, les produits chimiques entraînés par la hausse des produits pétroliers connaîtront en moyenne une hausse de 79%: 96% pour les produits pharmaceutiques, 65% pour les peintures, 82% pour les désinfectants et les matières plastiques, 57% pour les engrais.

Quant aux articles de consommation courante ou semi-durable, ils subiront des hausses variées: 80% pour les livres et les imprimés, 57% pour les meubles, 96% pour les outillages à main, 114% pour les articles de ménages, mais seulement 41% pour les véhicules, 25% pour les pneumatiques, 35% pour les articles en caoutchouc...

Enfin, le coût des importations de transport augmentera de 55%, de 85% celui des importations d'électricité et de 50% celui des importations de services.

Les hausses de prix des produits importés pèseront de façon inégale sur les achats des différents agents économiques.

Les importations effectuées, pour leur production courante, par les entreprises augmenteront ainsi de près de 70% d'ici 1976. Et cette augmentation représentera près de 32% de la hausse de prix de l'ensemble des achats des entreprises.

De même, le coût des importations pour les administrations croîtra de 83% d'ici 1976 et constituera 38,5% de l'augmentation de prix des achats administratifs.

Par contre, les importations de biens d'équipement verront leur coût s'élever de 55,3%, mais elles ne seront responsables que de 18,5% de l'augmentation du coût des investissements globaux. Le coût des équipements croîtra en effet moins vite que celui des constructions et des travaux publics.

Quant aux achats de biens d'importation par les ménages, leur coût augmentera de 46,4% d'ici 1976, mais cette hausse ne représentera que 10,6% de la hausse des prix des biens et services consommés par les ménages.

Les entreprises et les administrations se trouveront ainsi plus lourdement atteintes par les hausses de prix des produits importés que les ménages dont les importations ne représentent que 8% environ de leur consommation commercialisée. Toutefois, ceux-ci subiront en définitive le contrecoup des hausses supportées par les entreprises, puisque celles-ci contribueront à augmenter les prix de revient des productions locales qui fournissent environ 95% de la consommation des ménages.

2) Les prix à la production locale.

Deux facteurs joueront un rôle déterminant dans l'augmentation des prix de revient des entreprises locales: les hausses de prix des produits importés, d'une part, et d'autre part les hausses de salaires. Ensemble elles représenteront directement 27% de l'augmentation globale de prix de la production locale. Elles seront indirectement responsables en outre de la quasi totalité de cette augmentation, en raison des effets multiplicateurs de ces hausses initiales à travers le jeu des échanges interentreprises. Finalement, le coût des importations effectuées par les entreprises augmentera de près de 70%, celui des salaires de 45,5%, suscitant une hausse de près de 34% de la valeur de la production locale aux prix à la production.

Le rythme des hausses de prix sera toutefois très différent suivant les secteurs et même les branches d'activités (cf. le Tableau 2).

Tandis qu'au niveau des activités primaires la hausse moyenne des prix à la production locale n'atteindra pas 15% en 1976, elle sera de plus de 41% pour les activités secondaires et de près de 54% pour les activités tertiaires. Toutefois, parmi les activités primaires, les prix de la production vivrière n'augmenteront en moyenne que de 7,3% d'ici 1976, tandis que ceux des productions agricoles destinées à l'industrie ou à l'exportation croîtront de près de 67%.

De même, parmi les activités secondaires, les productions artisanales, sauf l'artisanat minier et les constructions traditionnelles, verront leurs prix augmenter seulement de 10 à 20%, tandis que ceux de l'industrie minière croîtront de près de 67%, ceux des industries textiles de 73,5%, ceux de la chimie de près de 64%, ceux des entreprises de bâtiment et de travaux publics de 67% et de 87% ceux de la production d'eau et d'électricité.

Quant aux activités tertiaires, leurs rythmes de hausses de prix seront plus homogènes. Toutefois celui des transports sera de 59%, celui des communications de 61% et de 63% celui de la santé publique, tandis que le coût des services ménagers n'augmentera que de 43% et celui des loyers de 24%. Signalons enfin que les droits et taxes sur importations, qui font partie de la production intérieure, augmenteront en valeur de 91,5% d'ici 1976, en raison à la fois des

changements du tarif douanier et de l'augmentation de la valeur nominale des importations CAF.

A l'inverse des importations, les augmentations de prix de la production locale porteront plus lourdement sur les achats des ménages et sur les investissements que sur les dépenses de fonctionnement des entreprises et les achats des administrations. Elles seront en effet responsables à concurrence de 87,5% de la hausse du coût de la consommation des ménages et de 81,5% de l'augmentation du prix des investissements, mais seulement de 68,2% de la croissance du coût des achats par les entreprises et de 61,5% du surprix des achats effectués par les administrations.

3) Les prix à la consommation des ménages.

Une partie non-négligeable de la consommation des ménages est constituée par l'auto-consommation familiale dont la valeur en prix courants croîtra moins vite que celle des achats effectués par les ménages. La hausse du coût de l'auto-consommation ne sera en effet que de 8% en 1976 par rapport au niveau des prix de 1972 (cf. le Tableau 3). En prix 1972, elle devrait représenter 40,9% de la consommation des ménages, mais en prix 1976 elle n'en constituera plus que 34,5% de celle-ci.

Quant à la consommation commercialisée, l'augmentation de son coût atteindra en 1976 36,9%, dont 24,7% pour les dépenses d'alimentation, 54,5% pour les achats de biens de consommation et près de 55% pour les services.

Parmi les produits alimentaires, seuls ceux en provenance des industries connaîtront une hausse de prix supérieure à 40% (42,1%). Comme les dépenses pour l'alimentation représentent en prix 1972 75,4% de la consommation des ménages et 69,3% en prix 1976, l'augmentation globale du coût de celle-ci atteindra 25,1% en 1976, dont 8% pour l'auto-consommation et 36,9% pour la consommation commercialisée.

Parmi les biens de consommation, il faut signaler les taux très élevés d'augmentation des prix atteints par certains produits: 95,8% pour les meubles et les articles en bois, 80,5% pour les livres et les journaux, 91,6% pour les produits chimiques et les produits pétroliers et près de 90% pour l'eau et l'électricité.

Et c'est donc en définitive la croissance plus modérée des prix des produits alimentaires qui compense celle très rapide des biens de consommation et des services et doit limiter à 25% en 1976 l'augmentation du coût de la consommation des ménages.

4) Les prix à l'exportation.

L'estimation de l'évolution des prix à l'exportation des produits agricoles a été faite à partir des travaux de la Banque Mondiale qui donnent des prévisions jusqu'en 1981.

Entre autres, pour le café arabica celles-ci permettent de retenir avec prudence un prix CAF de 75 cents par livre, soit 152,3 FRW par kilogramme. Ce prix devrait permettre à l'Etat de continuer à prélever 49.551 FRW par tonne de café marchand et de verser au planteur 52 FRW par kilogramme de café parche.

De même, pour le thé en prévoyant pour 1976 un prix CAF de 64,5 nouveaux pence par kilogramme ou 70 cents par livre, soit 142.055 FRW par tonne, cela doit permettre de payer au producteur 11 FRW par kilogramme de feuilles vertes.

Toujours d'après la Banque Mondiale, les perspectives d'évolution des cours du coton fibre restent bonnes, puisque son prix devrait être de 69 cents par livre en 1976. Ce prix doit largement permettre de payer le kilogramme de coton-graine 30 FRW au producteur.

Les prévisions sur l'évolution des cours de la pyrèthrine (extrait brut et extrait pâle) sont plus incertaines, faute d'étude sur ce sujet. Les cours sont en hausse et l'augmentation du prix de revient des produits de synthèse concurrents devrait maintenir la tendance actuelle pour la pyrèthrine. Les coûts de production de cette dernière devant augmenter de 39% d'ici 1976, nous avons supposé que son prix FOB s'accroîtrait d'environ 30%; ce qui doit permettre de payer au producteur 11 FRW le kilogramme de fleurs sèches. Ce prix pourrait d'ailleurs être maintenu même si le prix de la pyrèthrine n'augmentait que de 20% d'ici 1976, surtout si l'on entreprend le raffinage du produit brut.

Les prévisions de la Banque Mondiale pour l'étain et les cuirs et peaux permettent enfin d'escompter une hausse de prix de 65,7% pour les produits miniers d'ici 1976 et de 62 et 70% pour les peaux brutes et travaillées.

Le Tableau 4 permet de constater que la valeur FOB des exportations globales sera en 1976 de 56,5% supérieure à ce qu'elle aurait été en prix 1972. Les facteurs de hausses les plus importants seront constitués essentiellement par le café (64,3% de hausse de prix), les produits miniers (65,7%) et, à un moindre degré, le coton, les peaux et le courant électrique.

5) Les prix des investissements.

L'évolution du coût des investissements bruts dépend à la fois de celle du prix des équipements importés et des prix de revient des constructions métalliques locales et des entreprises de bâtiment et de travaux publics.

En fonction des comptes de production des entreprises de bâtiment et de travaux publics exprimés en prix 1975, le coût des investissements correspondants devrait augmenter de 67% d'ici 1976. De même, le coût des constructions traditionnelles devrait croître de 53,1% d'ici cette date et augmenter d'autant la valeur nominale des logements traditionnels construits par les ménages.

Quant aux biens d'équipement, ceux d'importation augmenteront en prix 1976 de 55,3% et ceux produits sur place de 86,1%.

Au total, (cf. le Tableau 5) le coût des investissements s'accroîtra de 60,1% d'ici 1976. L'importance de cette hausse obligera nous le verrons à réduire le volume des investissements antérieurement prévus pour 1976 et la valeur des investissements réalisés en prix 1976 dépassera seulement de 49% le montant qu'on avait auparavant retenu.

6) Les incidences des hausses de prix sur les revenus des ménages.

Les rythmes différents d'augmentation des prix des productions locales: primaires, secondaires et tertiaires auront des incidences sur les revenus des différentes catégories-socio-professionnelles et leur pouvoir d'achat. On a distingué en fait deux grandes catégories: les ruraux qui tirent le plus clair de leurs ressources d'activités rurales: agriculture, pêche, élevage, artisanat rural (vannerie, menuiserie, poterie, constructions traditionnelles, artisanat alimentaire) et les non-ruraux qui comprennent tous ceux qui ne tirent pas la majeure partie de leurs revenus de ces activités rurales, qu'ils habitent en milieu rural ou en milieu urbain.

En fonction des hausses de prix prévues pour 1976, au niveau des différentes branches d'activités, et de leurs incidences sur les revenus des ménages ruraux et non-ruraux, on constate que leurs revenus par tête, monétarisés et non monétarisés, subiront les hausses suivantes:

Augmentation des revenus par tête résultant des hausses de prix

Augmentation revenus par tête en 1976, année 1972 = 100	monétarisés	non monétarisés	Total
Ruraux	121,0	106,5	112,4
Non-ruraux			
nationaux	144,0	-	144,0
expatriés	148,8		148,8
Total non-ruraux	145,3		145,3
Total population	134,1	106,5	123,1
Augmentation des prix à la consommation des ménages, 1972=100	136,9	108,0	125,1

Si l'on compare ces augmentations de revenus par tête, dues à l'élévation des prix, à l'augmentation moyenne des prix à la consommation des ménages, on constate, tout d'abord, que globalement la diminution du pouvoir d'achat des ménages ne sera pas considérable, puisque les prix à la consommation augmenteront de 25,1% d'ici 1976, alors que les revenus des ménages croîtront de 23,1%. L'auto-consommation familiale augmentera de 8% en valeur, tandis que les revenus non-monétarisés croîtront de 6,5%. Et les achats effectués par les ménages pour leur consommation verront leurs prix augmenter de 36,9%, quand les revenus monétarisés de ceux-ci s'accroîtront de 34,1%.

Par contre, on s'aperçoit que cette légère diminution du pouvoir d'achat des ménages se répartit très inégalement entre ruraux et non-ruraux. Les revenus des non-ruraux nationaux augmenteront de 44% en raison des hausses de prix, tandis que les prix à la consommation commercialisée croîtront de 36,9%, ce qui représentera une augmentation de 5,2% de leur pouvoir d'achat.

Au contraire, le pouvoir d'achat des ruraux diminuera globalement de 10,2% (12,4% d'augmentation de leurs revenus pour une augmentation de 25,1% des prix à la consommation), dont 1,4% pour leur auto-consommation et 11,6% pour leurs achats commercialisés (21% de revenus supplémentaires pour 36,9% d'augmentation des prix à la consommation commercialisée).

Or, il faut souligner que cette baisse de 11,6% du pouvoir d'achat monétaire des ruraux tient compte des hausses de prix au producteur retenues pour les produits destinés à l'exportation ou à l'industrie.

Si ces augmentations n'étaient pas effectivement accordées, la réduction du pouvoir d'achat monétaire des ruraux atteindrait alors 18,2% en 1976, ce qui risquerait d'avoir des incidences économiques et sociales fâcheuses.

Il serait en fait souhaitable de répartir le plus équitablement possible les effets de l'inflation des prix entre ruraux et non-ruraux. Les hausses de salaires qui ont été et seront consenties à ces derniers amélioreront légèrement leur pouvoir d'achat au cours des prochaines années. Par contre, l'augmentation des revenus des ruraux est étroitement dépendante des prix de vente de leurs produits aux industries locales ou à l'exportation.

Les prix qui sont proposés pour les produits d'exportation: café, thé, pyrèthre, quinquina, coton-graine tiennent compte en fait des perspectives d'évolution de leurs cours sur le marché international. Ils ont été arrêtés de façon prudente, mais il semble difficile de les relever davantage, sans diminution dangereuse des recettes de l'Etat et menace pour les exportations.

Pour les produits destinés à l'industrie locale: tabac, arachides, soja, on a dû tenir compte des coûts de production en prix 1976 de la manufacture de cigarettes et de l'huilerie dont la création est prévue, et des prix de vente de leurs produits, pour déterminer les prix d'achats du tabac et des oléagineux aux producteurs. Les prix proposés là encore sont réalistes et ne sauraient être largement dépassés. Pour le prix d'achat du paddy on s'est réglé sur les prévisions de la Banque Mondiale.

Bref, il ne semble pas qu'il serait réaliste et prudent d'augmenter le prix d'achat des produits agricoles aux producteurs, beaucoup plus qu'il n'est actuellement proposé. Il serait évidemment souhaitable de réduire davantage la baisse de pouvoir d'achat de 11,6% qu'ils devront supporter d'ici 1976, mais cela risquerait de compromettre les possibilités d'exportation du pays et la rentabilité de la manufacture de cigarettes et de l'huilerie.

Par contre, il est d'autant plus impératif, socialement et économiquement, d'accorder aux producteurs les augmentations du prix de leurs produits qui apparaissent possibles. Celles qui ont été proposées plus haut semblent réalistes et prudentes et gagneraient à être appliquées le plus rapidement possible et, en tout cas, avant 1976.

7) Les incidences des hausses de prix sur les investissements et la production locale.

L'augmentation de 60,1% du prix des investissements d'ici 1976 fait que les 4.026 millions d'investissements prévus antérieurement, en prix 1972, coûteraient, en prix 1976, quelque 6.445 millions. Or, en tenant compte des prévisions actuelles de réalisation des investissements au cours des deux prochaines années, le montant de ceux qui seront effectués en 1976 (en prix courants) ne devrait pas dépasser 6 milliards de FRW, ce qui représente une diminution de près de 7% de leur volume.

Cette dernière aura pour effet de réduire de 4,5% en volume l'activité des entreprises de bâtiment et de travaux publics et de 4,8% celui des importations.

8) L'évolution de la balance commerciale.

Les hausses de coût des importations CAF devraient atteindre, on l'a vu, 56,2% en 1976, mais les prix FOB des exportations devraient également augmenter de 56,5% d'ici cette date. Le déficit de la balance commerciale devrait donc s'accroître de 55,6%. Il faut toutefois souligner que ces résultats ne seront obtenus que si les objectifs retenus pour les produits d'exportations, en particulier: minerais, café, thé et pyrèthre, sont effectivement atteints. Ce qui suppose que les efforts de modernisation et d'encadrement entrepris pour les produits agricoles, spécialement le café, soient très fortement renforcés. Un relèvement du prix d'achat de ces produits au producteur constituerait, en outre, une incitation efficace aux efforts de production que découragent actuellement des prix trop bas par rapport à ceux d'autres produits: pommes de terre et bière de banane.

Par ailleurs, l'accroissement du déficit de la balance commerciale devrait être largement compensé par celui de la valeur de l'aide extérieure qui devrait atteindre 67,3% en 1976.

9) L'évolution des recettes et des dépenses publiques.

En raison de l'augmentation des prix à la production locale et à l'importation, les recettes de l'Etat croîtront de 69,2% d'ici 1976, si les objectifs de production retenus sont effectivement atteints, en particulier ceux pour le café.

Du côté des dépenses, les salaires et traitements versés par l'Etat augmenteront de 50% et de 64% les achats de biens et services par celui-ci. Au total, le montant des dépenses du budget ordinaire devrait représenter, en prix 1976, 4.052 millions de FRW, ce qui est compatible avec le total des recettes de l'Etat qui devraient atteindre cette année-là 4.249 millions.

En dépit de la hausse des prix, si la production augmente en volume comme prévu, l'équilibre des recettes et des dépenses publiques devrait pouvoir être assuré en 1976. Et, grâce à l'aide extérieure, le financement des investissements ne devrait pas présenter de difficultés particulières. Le besoin de financement des administrations devrait s'élever à 264 millions de FRW, ce qui est inférieur aux montants de 1972 et 1973.

Finalement, les hausses très importantes de prix des produits importés pèseront lourdement sur le coût des investissements et celui des productions locales, qui supporteront, en outre, de considérables augmentations de salaires.

Par contre, la stagnation ou la faible hausse des prix des productions vivrières atténuera sensiblement, pour les ménages, les incidences des hausses de prix des produits manufacturés et des services, sur le taux moyen d'augmentation des prix à la consommation.

Il reste que le pouvoir d'achat des non-ruraux augmentera légèrement d'ici 1976, tandis que celui des ruraux baissera de façon importante. Il est d'autant plus nécessaire en conséquence de relever, dans toute la mesure du possible, le prix des produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation qui constituent la principale source d'augmentation des revenus monétaires des ruraux.

TABLEAU 1. Hausses de prix à l'importation 1972 = 100

	Importations CAF		Rendues entrepôts
	1974	1976	1976
<u>Alimentation</u>			
Céréales	132	139	
<u>Légumes - fruits</u>	140	150	
Total 1111T		139	143,6
<u>Produits animaux 1112T</u>	123	142	145,2
<u>Poissons 13T</u>	120	120	123,0
<u>Ind. alimentaire 31M</u>			
Lait	133	148	
Café, thé, épices	114	122	
Beurre	118	131	
Fromage, oeufs	134	149	
Riz	215,5	203	
Farine	132	139	
Malt	139	146	
Sel	253	250	
Huile - graisses	213	203	
Conserves	130	150	
Sucre	213,6	165	
Sucrierie-chocolat	165	177	
Confiture - divers	143	165	
Bière - limonade	115	133	
Vin - liqueurs	120	139	
Cigares - cigarettes	114	122	
Total 31M		169,2	171,0
<u>Alimentation</u>		166,7	168,8
<u>Habillement 32M</u>			
Peaux et cuirs	135	162	
Chaussures	160	188	
Fils, tissus synthétiques	180	178	
Fils, tissus, coton, laine	164	177	
Bonneterie	150	165	
Confection	140	154	
Couvertures, draps	130	140	
Friperie	110	121	
Sacs, emballages	100	120	
Total 32M		140,4	149,3
<u>Bois 12T</u>	150	172	168,2
Ouvrages bois 33M	150	172	
Meubles	140	157	
Total 33M		166,5	181,4
<u>Papier 34M</u>	169	190	
Livres - imprimés	160	180	
Total 34M		186,6	191,6
<u>Produits carrière 29T</u>	125	140	146,4
<u>Mat. construction 36M</u>			
Ciment	152	174	
Ouvrages ciment	125	142	
Céramique	150	170	
Verre	160	180	
Total 36M		156,1	164,8

Hausse de prix à l'importation 1972=100 (suite)

	Inportations CAF		Rendues entrepôts
	1974	1976	1976
<u>Produits chimiques 35M</u>			
Produits pétroliers	184	195	
Produits pharmaceutiques	170	196	
Engrais	157	157	
Peintures	140	165	
Savons - parfums	130	127	
Désinfectants	184	182	
Allumettes	112	125	
Photographie	115	132	
Autres produits chimiques	179	207	
Matières plastiques	184	182	
Pneumatiques	125	125	
Articles en caoutchouc	135	135	
<u>Total 35M</u>		178,9	180,2
<u>Produits métallurgiques 37</u>			
Fer à béton	220	247	
Profilés fer - acier	180	202	
<u>Total 37</u>		231,7	242,9
<u>Instruments médicaux -optiques- musique 39</u>	120	141,0	
<u>Total 37 - 39</u>		215,1	222,8
<u>Prod.mécaniques-électriques 38</u>			
Tôles ondulées	169	190	
Articles métal.ferreux et non- ferreux	178	200	
Poêles-art.ménage	180	214	
Outils main -couverts	165	196	
Lanternes -appar.éclair. serrures	167	198	
Engins - véhicules - mécan.électriques	120	141	
<u>Total 38</u>		144,0	148,5
Electricité 41		185	
Transports 71		155	
Services entreprises 832		150	
Assurance 82		150	
<u>Total Inportations</u>		156,2	160,5

TABEAU 2. Hausse de prix sur production locale 1972=100

	N° Branches	1976
Agriculture vivrière	1111T	107,3
Agriculture ind.export.	1111M	166,6
Elevage	1112T	114,4
Forêt	12	134,4
Pêche	13T	128,8
Total Primaire		114,8
Gaz naturel	22M	162,0
Artisanat minier	23T	166,8
Industrie minière	23M	166,7
Carrières	29T	120,0
Artisanat alimentaire	31T	118,8
Industrie alimentaire	31M	151,0
dont café		170,1
thé		150,6
café torréfié		170,0
sucre		147,2
riz		162,0
tabac		140,0
Brasserie		130,7
Laiterie		128,0
Huilerie		117,9
Confiture - sirop		142,0
Boulangerie - meunerie		142,0
Vannerie	32T	110,0
Textile chaussures	32M	173,5
Menuiserie artisanat	33T	152,0
Menuiserie moderne	33M	157,0
Inprimeries	34	177,0
Chimie	35	163,6
dont pyrèthre		130,0
reste branche		191,0
Poterie artisanale	36T	110,0
Matér.constr. -verre-céramique	36M	150,0
Ind.mécanique - garage	38	165,8
Eau - électricité	41 - 42	187,0
Construction traditionnelle	50T	153,1
Bâtiment - T.P.	50M	157,0
Total secondaire		141,2
Restaurants - hôtels	63	145,0
Transports	71	159,0
Communications	72-941	161,0
Banques	81	154,0
Assurances	82	149,0
Locations	831	123,8
Services entreprises	832	145,0
Services ménages	95	143,0
Santé	914	163,0
Enseignement	931	154,2
Commerce	61	145,5
Droits et taxes sur import.		191,5
Total tertiaire		153,5
Total produc. prix à la production.		133,9

TABLEAU 3. Hausses de prix à la consommation des ménages en 1976
1972 = 100

Produits	N° branche	Non- commercialisés	Commer- cialisés	Total
Produits vivriers	1111T	101,9	110,0	103,6
Produits animaux	1112T	115,3	117,3	115,4
Poissons	13T	128,8	128,3	128,7
Artisanat alimentaire	31T	118,8	118,9	118,8
Industries alimentaires	31M		142,1	142,1
Total alimentation		107,8	124,7	115,7
Bois de chauffage	12T	120,0	-	120,0
Vannerie	32T		110,0	110,0
Articles en bois	33M		195,8	195,8
Habillement	32M		151,1	151,1
Livres - journaux	34		180,5	180,5
Produits chimiques -pétrole	35		191,6	191,6
Poterie	36T		110,0	110,0
Articles mécan.et électriques	38		157,2	157,2
Eau et électricité	41-42		189,8	189,8
Total Biens consommation			154,5	153,2
Restaurants - hôtels	63		145,0	145,0
Transports	71		159,0	159,0
Communications	72-914		161,1	161,1
Banques	81		154,0	154,0
Assurances	82		149,0	149,0
Loyers	831		120,0	120,0
Services ménages	95		143,0	143,0
Santé	914		163,0	163,0
Enseignement	931		154,2	154,2
Total Services			154,8	154,8
Total consommation		108,0	136,9	125,1

TABLEAU 4. Hausses de prix des Exportations en 1976.

<u>Produits bruts</u>	<u>N° branches</u>	<u>Export.FOB 1972 = 100</u>
Fruits, légumes, fleurs, P. de T.	1111T	100
Agriculture exportation	1111M	143,2
dont quinquina		120,0
coton		269,2
divers		100,0
Produits élevage	1112T	130,8
dont produits animaux		118,2
peaux brutes		162,0
Produits miniers	23	165,7
<u>Total produits bruts</u>		<u>157,8</u>
<u>Produits transformés</u>		
Produits alimentaires	31M	160,4
dont café		164,3
thé noir		145,7
peaux travaillées	32	170,0
pyréthrine	35	130,0
ciment	36M	146,1
électricité	41	181,0
<u>Produits transformés</u>		<u>155,8</u>
<u>Total Exportations</u>		<u>156,5</u>

TABLEAU 5. Hausses de prix des Investissements en 1976

1972 = 100

Augmentation cheptel	1112T	107,4
Outillages	38	157,3
Bâtiments - T.P.	50M	167,0
Logement traditionnel	50T	153,1
<u>Total investissements</u>		<u>160,1</u>

III. LA COHERENCE DES OBJECTIFS RETENUS

Une fois définie la stratégie du développement la mieux adaptée aux possibilités et aux besoins du Pays et mesurées les incidences des hausses de prix en cours sur l'économie nationale, il fallait encore s'assurer que les objectifs de production, d'investissements et d'emplois auxquels on aboutissait pour chacune des activités primaires, secondaires et tertiaires étaient non seulement réalistes mais encore globalement cohérents.

On devait tout d'abord vérifier que l'équilibre des ressources et des emplois par branche pourrait être établi.

Ensuite, il était nécessaire de contrôler qu'à l'équilibre des flux de biens et de services correspondrait celui des flux de revenus distribués aux différents agents économiques. C'est-à-dire que les entreprises, les administrations, les ménages et l'extérieur seraient effectivement en mesure d'acheter les biens et services qui leur sont destinés dans le Tableau de Ressources-Emplois, qu'il s'agisse de biens de production ou de consommation, d'exportation ou d'investissement.

A. L'équilibre des flux de biens et de services.

L'année de base choisie pour l'élaboration du Troisième Plan 1976-1981 est l'année 1976. L'importance des hausses de prix intervenues depuis 1973 et leurs incidences sur les différents secteurs de l'économie rwandaise ont interdit d'entreprendre une projection 1976-1981 sur la base des prix de 1972.

Comme on l'a vu plus haut, on a dû recalculer en prix 1976 les comptes économiques de cette année-là pour obtenir une base de projection utilisable pour le Troisième plan.

On a donc exprimé en prix 1976 les objectifs retenus pour les différentes productions primaires, secondaires et tertiaires, pour les importations et les exportations, la consommation des administrations et des ménages, les salaires et les investissements.

On a dû alors reconstruire en prix courants le Tableau général des Ressources-Emplois pour l'année 1976, en rétablissant l'équilibre au niveau de chacune des branches du Tableau.

On a ensuite établi en prix 1976 les comptes des différents agents économiques: Entreprises, Administrations, Ménages et Extérieur pour dresser finalement le Tableau Economique d'ensemble de l'année 1976.

C'est sur la base de ces documents qu'on a effectué une projection 1976-1981 en prix constants 1976. On n'a pas cherché en effet à la réaliser en prix courants, les incertitudes sur l'évolution respective des prix intérieurs et extérieurs au-delà de 1976 devant trop considérables. On peut d'ailleurs

supposer qu'à partir de cette date les différents prix retrouveront un rythme normal de croissance qui ne risquera pas de modifier profondément les équilibres établis en prix constants.

A partir des objectifs de production, d'investissement et d'emplois retenus pour l'année 1981, en prix 1976, on a commencé par dresser le Tableau général des Ressources-Emplois pour cette dernière année du Troisième plan.

On a d'abord entrepris de mettre en place la partie centrale du Tableau, constituée par les comptes de production des différentes branches d'activités.

Chacune d'elles agrège en fait les comptes de production d'un certain nombre d'activités élémentaires (sous-branches). Comme les objectifs de production pour 1976 et 1981 étaient arrêtés à ce niveau, on a établi des comptes de production pour chacune de ces sous-branches, qui parfois ne comprennent qu'une seule entreprise.

On a procédé de la sorte pour chacune des branches du secteur secondaire. Par contre, pour les activités primaires et tertiaires, on a dû se contenter d'extrapolations au niveau des branches, à partir des comptes de l'année 1976, eux-mêmes obtenus à partir de ceux de l'année 1972 réévalués en prix 1976. Des travaux ultérieurs seront nécessaires pour obtenir des comptes de production des différentes sous-branches des activités primaires et surtout tertiaires.

Pour les activités agricoles, toutefois, on a calculé directement les quantités d'engrais et d'insecticides qui seront utilisées en 1976 et 1981 pour les cultures maraîchères, celles du café, du thé et du pyrèthre. On a modifié en conséquence les comptes de production des branches I et 2 (agriculture vivrière et agriculture dont les produits sont destinés à l'industrie ou à l'exportation).

Pour les activités industrielles et artisanales qui existaient déjà en 1972 et dont la production doit se développer normalement au cours des prochaines années, sans modification majeure des coefficients de production, on a utilisé directement les comptes de production de l'année 1976 pour extrapoler ceux de 1981.

Lorsqu'il s'agissait par contre de nouvelles fabrications qui doivent être lancées de 1976 à 1981, on s'est servi, chaque fois qu'ils étaient disponibles, des comptes prévisionnels de production contenus dans les dossiers de présentation des projets. Dans plusieurs cas, toutefois, cimenterie, filature-tissage, huilerie, raffinerie de sucre etc., il n'existait pas encore de projets suffisamment élaborés, et on a dû recourir à des projets analogues réalisés dans d'autres pays.

On a ensuite agrégé, par branche, les comptes de production établis pour les différentes activités élémentaires.

On disposait alors de la partie centrale du Tableau de Ressources-Emplois pour l'année 1981, donnant par branche les productions, les demandes intermédiaires des entreprises et leur valeur ajoutée.

Pour pouvoir établir par branche l'équilibre entre les Ressources sur production locale et sur importation, d'une part, et les Emplois en demande intermédiaire et en demande finale, d'autre part, il fallait déterminer par branche les différents postes de la demande finale: achats de biens et services par les administrations et par les ménages, exportations, pertes et investissements.

Pour les exportations, tout d'abord, leur montant a été déterminé par produit, au fur et à mesure qu'on arrêtait des objectifs de production pour chacun d'entre eux. Certains sont d'ailleurs exportés en quasi totalité: café, thé, pyrèthrine, produits miniers, peaux brutes ou travaillées, coton-graine, quinquina. Et les programmes retenus pour développer ces différentes productions commandent l'évolution des exportations d'ici 1981.

Par contre, les débouchés extérieurs et les conditions d'exportation par voie aérienne conditionnent les programmes d'exportation de fruits et légumes et de fleurs. Les exportations de viande, par avion, sont elles liées à la réalisation des programmes d'embouche; elles s'ajouteront aux exportations traditionnelles de bétail sur pied vers les pays voisins.

Pour la production de ciment, les besoins locaux seront en 1981 de quelque 32.000 tonnes, laissant 20.000 tonnes à exporter si la capacité de l'usine est de 52.000 tonnes. Les exportations par contre atteindraient 68.000 tonnes si la production est portée à 100.000 tonnes.

D'un autre côté, la croissance des achats de biens et services par les administrations est directement fonction de l'augmentation de leurs ressources. Or la partie centrale du Tableau donne la valeur ajoutée par les entreprises, c'est-à-dire les revenus distribués par elles aux différents agents économiques: salaires, impôts indirects, amortissements, soldes bruts des entreprises. De la croissance des revenus, on est en mesure de déduire celle des ressources fiscales directes et indirectes prélevées par les administrations en 1981. A ce stade, on ne connaît pas encore certes le montant exact des importations cette année-là ni par suite celui des droits et taxes sur importations. Mais il est possible d'en faire une estimation provisoire, en fonction de la croissance des exportations, d'une part, et de celle de la production intérieure d'autre part. Ainsi, à partir de l'augmentation globale des ressources des administrations, on est en mesure de déterminer le rythme de croissance moyen de leurs achats de biens et services au cours de la période 1976-1981 et le montant qu'ils atteindront cette année-là.

Faute de données plus précises sur l'évolution probable de la structure de ces achats, au cours des prochaines années, on a simplement appliqué à leur montant global la structure des achats de biens et services par branche en 1976, elle-même extrapolée à partir de celle de l'année 1972 réévaluée en prix 1976.

Il convient toutefois de souligner que les deux secteurs dont les achats de biens et services doivent connaître des augmentations importantes: l'éducation nationale et la santé publique, sont comptabilisés avec les

entreprises productives. La structure des achats des autres administrations ne devrait pas, par suite, connaître de modifications profondes.

Quant aux ménages, la croissance de leur consommation est directement liée à celle de leurs revenus. La partie centrale du Tableau permet de saisir les salaires distribués par les entreprises (y compris la santé et l'éducation), mais aussi les revenus des entrepreneurs individuels, du personnel domestique et des commerçants traditionnels. D'après l'augmentation des ressources fiscales, il est ensuite possible de déduire le rythme de croissance des traitements et salaires distribués par les administrations. On peut donc estimer pour l'année 1981 le montant des revenus que percevront les ménages (y compris les subventions fictives qu'ils recevront de l'Etat pour payer les dépenses de santé et d'éducation) et en déduire leur consommation de biens et de services pour cette année-là.

A partir des données de 1970, 1972 et 1976, on a alors extrapolé séparément l'auto-consommation familiale. Celle-ci croîtra à peu près au même rythme que la population, soit 2,8% par an de 1976 à 1981, dont 2,7% pour les produits vivriers et 3,8% pour les produits animaux.

La consommation commercialisée est ensuite obtenue par différence entre le montant global de la consommation des ménages et celui de l'auto-consommation familiale en 1981.

Etant donné le faible taux d'augmentation de la consommation par tête des non-ruraux et le peu d'importance en valeur absolue de la croissance de la consommation commercialisée des ruraux, par tête, la structure de la consommation commercialisée et de l'auto-consommation par branche ne devrait pas subir de profondes modifications d'ici 1981. En conséquence, on a appliqué à l'auto-consommation et à la consommation commercialisée de 1981, les structures de la consommation par branche de 1976, elles-mêmes extrapolées en prix courants à partir de la consommation des ménages en 1970 qui semblait plus significative que celle de 1972. Les résultats de l'année 1972 en matière de production agricole ont été en effet nettement inférieurs aux résultats moyens des dernières années et particulièrement à ceux de l'année 1970.

Par ailleurs, les produits vivriers subissent des pertes à la récolte et au stockage. Celles-ci ont été estimées pour les différents produits, en appliquant à la production de chacun d'eux un pourcentage de pertes qui semble normal pour le Pays. Ces pertes font partie des utilisations de la production locale, puisque tout effort fait pour les diminuer (traitement des grains, amélioration des conditions de stockage) augmenterait les disponibilités pour la consommation intérieure.

Enfin, on a calculé le montant des investissements qui seront nécessaires, au cours de la période 1976-1981, pour la réalisation de chacun des programmes de développement rural et pour les créations ou extensions d'entreprises dans les secteurs secondaire et tertiaire.

On a estimé, de même, en tenant compte de l'aide extérieure attendue, des ressources propres du budget de développement, et de celles des autres administrations, le volume des investissements d'infrastructure économique et sociale et des constructions administratives qui seront effectués de 1976 à 1981.

A partir des programmes à long terme établis par les ministères techniques et du degré de priorité des investissements retenus par eux, on a alors réparti le volume probable des investissements réalisables entre les différents types d'infrastructures économiques et sociales et d'équipements administratifs. On aboutit ainsi à fixer des enveloppes à chacune des catégories d'investissements publics. Ces enveloppes ont le mérite d'indiquer aux services techniques et aux Commissions de planification l'importance que ^{devraient} atteindre les investissements publics dans les différents secteurs, en fonction des ressources disponibles. Les travaux de planification amèneront sans doute à réviser certaines de ces enveloppes, pour tenir compte des priorités, économiques, sociales ou politiques, qui apparaîtront s'imposer. Mais l'augmentation de certaines devra s'accompagner de la réduction d'autres enveloppes pour maintenir le volume global des investissements à l'intérieur des ressources financières disponibles.

Sauf pour les secteurs où il était possible d'établir un calendrier de réalisation des investissements, tels les routes et ponts, on a dû déterminer le cheminement des investissements par poste, de 1976 à 1981, de façon linéaire, en tenant compte des rythmes de croissance des années antérieures.

A partir des cheminements établis, on connaissait alors le montant des investissements bruts qui devront être réalisés en 1981. Et l'on était en mesure de décomposer ces investissements en matériels et véhicules, bâtiments et travaux publics, augmentation du cheptel. Cette dernière, qui dépend du rythme de croissance du troupeau, a en effet été assimilée à un investissement.

A ce stade des travaux de planification, les différents postes de la demande intermédiaire et de la demande finale se trouvaient déterminés par branche. Restait alors à établir l'équilibre des ressources et des emplois pour chacune des branches du Tableau 1981.

Du côté des ressources, au terme des travaux de projection, on connaît pour l'année 1981 la valeur de la production locale, par branche, aux prix à la production. Dans de nombreux cas d'ailleurs les objectifs de production retenus correspondent aux résultats maximums qu'il sera possible d'atteindre au cours de la période.

Dès lors, pour toutes les branches où des importations sont possibles, la différence entre la production locale et les besoins totaux devra être couverte par celles-ci.

Par contre, pour les branches où les importations sont impossibles ou très faibles : bâtiment et travaux publics, eau - électricité, banques etc., il faudra ajuster, par itération, les productions locales aux besoins ou, s'il n'est pas possible d'augmenter les productions, réduire en conséquence la demande finale.

Mais pour être en mesure de comparer la production locale exprimée aux prix à la production, aux demandes intermédiaires et finales, aux **prix** du marché, il faut décommercialiser ces dernières.

A cette fin, on a utilisé les taux de marges commerciales appliqués en 1976 par branche à chacun des postes de la demande intermédiaire et de la demande finale. En fait pour cette année-là, en partant des travaux de comptabilité nationale effectués pour l'année 1970, on a décomposé par branche chacun des postes de la demande intermédiaire et de la demande finale en ses composants: achats sur production locale (aux prix à la production), importations C.A.F., droits et taxes sur ces importations, et marges commerciales sur les achats locaux et sur les importations. Le Tableau des Ressources-Emplois pour l'année 1976 se trouvait donc décomposé en un tableau des achats sur production locale, un autre des importations C.A.F., un troisième des droits et taxes et un dernier des marges commerciales appliquées aux productions locales et aux importations.

Pour l'année 1981, on a d'abord utilisé le tableau 1976 des marges commerciales. Ensuite, pour les différents postes de la demande intermédiaire des entreprises et pour les dépenses d'investissements, on a estimé que sauf exceptions (production de ciment locale, substitution de gaz naturel au fuel pour la production d'électricité etc.) les coefficients d'importation resteraient les mêmes de 1976 à 1981. On a donc appliqué aux demandes intermédiaires et aux investissements les coefficients d'importation jugés inchangés.

Ces importations C.A.F. techniquement nécessaires, plus les droits et taxes qu'elles supportent, s'ajoutent aux disponibilités sur production locale; on compare alors leur total au montant de la demande globale par branche, estimée hors marges commerciales. La différence correspond aux importations supplémentaires (y compris les droits et taxes sur importations) indispensables pour couvrir les besoins de la consommation des ménages et **ceux** des administrations.

Pour connaître ensuite la valeur C.A.F. de ces dernières importations, on applique à leur montant les taux de droits et taxes perçus en 1976.

Pour les branches où des importations sont possibles, on obtient de la sorte l'équilibre entre ressources sur production et sur importation, hors marges, et besoins des demandes intermédiaires et finales, décommercialisées.

Par contre, pour les **branches** où il n'est pas possible d'assurer l'équilibre ressources-emplois par des importations, il faut, si c'est faisable, ajuster la production aux besoins, ou, si c'est impossible, diminuer la demande finale en fonction des disponibilités.

Dans le premier cas, l'augmentation ou la diminution de la production d'une branche modifiera ses besoins d'importation et ses achats aux autres entreprises dont les propres achats et importations seront également modifiés. L'équilibre ressources-emplois devra donc être rétabli, par itération, au niveau de chacune des branches du Tableau.

Dans le second cas, la diminution ou l'augmentation des achats des ménages ou des administrations introduit une modification dans la structure de leur consommation. Celle-ci doit être compensée par des modifications de sens inverse des achats effectués dans d'autres branches, puisque le montant global de la consommation des ménages et des administrations est calculé en fonction de la croissance de leurs revenus. Il faut alors rétablir l'équilibre ressources-emplois des branches concernées par ces modifications.

L'élaboration du Tableau de Ressources-Emplois pour l'année 1981 a permis ainsi de vérifier que les objectifs retenus pour le Troisième Plan, en matière de production, d'investissements et d'emplois, aboutiraient à un équilibre vraisemblable des flux de biens et de services entre les différents agents économiques.

B. L'équilibre des flux de revenus .

Il fallait encore s'assurer que les revenus distribués aux différents agents économiques: Entreprises, Ménages, Administrations, Extérieur, leur permettraient de régler les opérations sur biens et services qui les concernent: consommation intermédiaire des entreprises, consommation des ménages et des administrations, investissements et exportations.

On a par suite dressé, pour chacun de ces agents économiques, le compte de ses revenus et de ses dépenses pour l'année 1981. Celui-ci permet de suivre ses opérations sur biens et services, d'une part, et les opérations de répartition qui en découlent, d'autre part. Suivant que le solde de chaque compte est positif ou négatif, on peut estimer si l'agent concerné disposera d'une capacité de financement ou si, au contraire, il devra faire appel aux concours financiers d'autres agents pour couvrir ses dépenses d'investissement.

Dans ces comptes, toute dépense d'un agent correspond à une recette d'un autre agent, par suite leur présentation synthétique constitue le Tableau économique de l'ensemble des échanges de biens et services et des flux de revenus entre les agents économiques.

L'établissement du Tableau économique d'ensemble pour l'année 1981 a, de la sorte, permis de vérifier l'équilibre global des échanges, en nature et en monnaie, entre les différents agents économiques.

Les Tableaux de Ressources-Emplois et les Tableaux économiques d'ensemble pour les années 1976 et 1981 fournissent ainsi un modèle de croissance dont aucun des taux n'a été choisi a priori, mais qui résulte en fait directement ou indirectement des objectifs qui ont été retenus pour les différentes activités primaires et secondaires. La possibilité concrète d'atteindre ces différents objectifs conditionne en conséquence le réalisme du Troisième plan.

Aussi bien ce sera l'une des tâches principales des Commissions de planification de s'assurer du réalisme des objectifs et des programmes de production, d'investissement et d'emplois actuellement avancés pour le Troisième plan et d'en préciser au besoin les conditions de réalisation.

Lors de la rédaction définitive du Plan, on s'appliquera par suite à justifier dans le détail chacun des objectifs retenus, qu'il s'agisse d'objectifs sectoriels ou d'opérations intégrées. Dans les deux cas on aura à préciser les conditions et les moyens pratiques de leur réalisation. On s'efforcera en particulier de déterminer le rôle qu'auront à jouer les objectifs et les opérations conçus au plan national dans la mise en oeuvre des programmes régionaux de développement. On se préoccupera également d'assurer leur coordination avec les initiatives qui seront prises à l'échelon local en matière de développement.

On cherchera enfin à approfondir les justifications et le degré de priorité des différents investissements d'infrastructure économique et sociale projetés, compte tenu des ressources propres et des aides extérieures dont pourra disposer l'Etat au cours du Troisième plan.

Dans cette esquisse, on se contentera d'analyser les perspectives de croissance qu'ouvrent au Rwanda les différents programmes de production et d'investissements projetés et leurs incidences sur l'équilibre des échanges extérieurs, la croissance des revenus, la consommation des ménages et la création d'emplois salariés.

L'établissement de comptes d'agents pour l'année 1981 permettra enfin de s'assurer que le financement de la croissance devrait pouvoir s'effectuer sans graves difficultés, aussi bien en ce qui concerne les entreprises que les ménages et les administrations.

On devrait mieux saisir, de la sorte, les possibilités concrètes de progrès qui existent au Rwanda, mais aussi les contraintes d'ordre économique et social dont il faut tenir compte, les mesures à prendre et les réformes de structure à opérer pour que soient mises en oeuvre les politiques dynamiques de développement qu'exige le Pays.

Chapitre II. LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET SES INCIDENCES
SOCIO-ECONOMIQUES DE 1976 A 1981

Section I. Les perspectives de croissance par grand secteur d'activités.

Regroupés par grand secteur d'activités, les divers objectifs de production retenus pour les années 1976 et 1981 susciteront au niveau de ces derniers des rythmes de croissance très inégaux.

De 1976 à 1981, le taux moyen d'augmentation de la production intérieure brute sera de 7,2% par an, mais celui de la production commercialisée atteindra 9% par an, contre 2,7% pour la production non commercialisée. Quant à la production rurale, son rythme de croissance sera de 5,1% par an, contre 10,3% pour les activités secondaires et 7,8% pour les activités tertiaires (cf. le Tableau 6).

Parmi les productions rurales, on constate également que celles destinées à l'industrie ou à l'exportation connaîtront une croissance annuelle moyenne de 10,7%, tandis que celle de l'élevage sera seulement de 5,6%, de 4,8% celle de produits forestiers et de moins de 4% celle des produits vivriers et de la pêche.

De même, les mines et l'industrie croîtront à des rythmes très élevés (respectivement 19,2 et 15,2% par an), la construction et les travaux publics verront leur activité augmenter de 8,2% annuellement, tandis que l'artisanat et les constructions traditionnelles n'augmenteront respectivement que de 2,8 et de 4,6% par an.

On observe ainsi qu'un petit nombre de secteurs joueront un rôle moteur dans la croissance de l'économie: la production agricole destinée à l'industrie ou à l'exportation, d'une part, les mines, l'industrie, le bâtiment et les travaux publics modernes, d'autre part.

Les rythmes de croissance élevés des activités tertiaires proprement dites : transports et communications, services et commerce sont en fait directement liés à ceux des activités primaires et secondaires. Le taux de croissance indiqué pour le commerce dans le Tableau 6 (7,4% par an) est influencé par le faible rythme d'augmentation des droits et taxes à l'importation (3,9% par an). Ce dernier résulte de la diminution relative des importations de produits textiles qui reflète elle-même le développement au cours de la période **sexennale** des productions locales correspondantes. Le rythme de croissance du commerce proprement dit (sans les droits et taxes sur importations) sera en fait de 8,4% par an (cf. le Tableau 10 bis).

Le rôle moteur joué par l'activité des entreprises de bâtiment et de travaux publics n'est, par contre, que pour partie dépendant de la croissance des activités productives, puisque ces entreprises sont largement employées à des

travaux d'infrastructure économique et sociale et d'équipement administratif, dont le financement est à près de 90% assuré par l'aide extérieure.

La diversité des taux de croissance par grand secteur d'activités entraînera de sensibles modifications dans la structure de la production intérieure brute (cf. le Tableau 7).

De 1976 à 1981, en effet, toutes les activités primaires, sauf la production agricole destinée à l'industrie ou à l'exportation, verront diminuer leur importance relative par rapport à la production intérieure brute. Les productions vivrières, en particulier, représenteront en 1976 35,6% de la production intérieure, elles n'en fourniront plus que 30,4% en 1981. Au contraire, le pourcentage représenté par les cultures destinées à l'industrie ou à l'exportation passera de 6,9% en 1976 à 8,1% en 1981.

Au total, les activités primaires ne représenteront plus en 1981 que 42,6% de la production intérieure, contre 47,1% en 1976. En outre, si l'on ajoute à ces activités l'artisanat alimentaire (production de bière de banane et de sorgho et boucherie traditionnelle) qui reste une activité rurale, bien qu'il soit classé par la comptabilité nationale dans le secteur secondaire, leur pourcentage global passera de 54,6% de la production intérieure en 1976 à 48,6% en 1981. En six années, leur diminution d'importance relative atteindra 6%.

Par contre, la production secondaire, sans l'artisanat et les constructions traditionnelles n'assurera en 1976 que 14,8% de la production intérieure, elle en représentera 20,2% en 1981. Les progrès seront particulièrement spectaculaires pour les mines et l'industrie dont l'importance relative passera de 10,3% en 1976 à 15,5% en 1981.

Quant aux activités tertiaires (santé et enseignement exclus), elles se développeront avec les échanges commercialisés; de plus l'essor du tourisme jouera un rôle non négligeable dans la croissance d'activités des services. Les activités tertiaires amélioreront légèrement leur position au cours de la période: elles représenteront ainsi 23,5% de la production intérieure en 1981 contre 22,7% en 1976. De leur côté, l'enseignement et la santé maintiendront leur importance relative de 1976 à 1981 à 5,8% de la production intérieure.

Par ailleurs, la production non commercialisée n'augmentera que de 2,7% par an, de 1976 à 1981, tandis que le rythme de croissance de la production commercialisée atteindra 9% au cours de la période. Celle-ci représentera ainsi 75,4% de la production intérieure en 1981 contre 69,5% en 1976 (cf. le Tableau 7).

Les progrès seront particulièrement sensibles pour les activités primaires dont 48,1% de la production seront commercialisés en 1981 contre 41,9% en 1976.

Il reste que 65,3% de la production vivrière, 77,2% les produits de la pêche et 59,6% de ceux de l'élevage seront encore auto-consommés en 1981, contre respectivement 69,2, 80,6 et 64,9% en 1976 (cf. le Tableau 7).

L'intégration de la production rurale traditionnelle dans le circuit économique ne se fera que très lentement, ce qui constitue l'un des obstacles principaux au développement des activités secondaires et tertiaires orientées vers le marché local.

Aux ressources sur production locale, qui augmenteront de 7,2% par an, s'ajouteront par ailleurs les importations C.A.F., dont le rythme de croissance est à la fois fonction de celui des exportations, de l'augmentation des revenus intérieurs et de l'importance de l'aide extérieure. Elles devraient croître au rythme de 9,2% par an de 1976 à 1981, ce qui portera à 7,6% par an le taux de croissance des ressources du Pays.

Du côté des emplois, les progrès les plus spectaculaires proviendront des exportations dont la valeur passera de 5,7 milliards de FRW en 1976 à 11,1 milliards en 1981, soit un taux moyen de croissance de 14,2% par an au cours de la période. Cette progression très rapide aura pour effet de réduire l'importance relative du déficit de la balance commerciale. Celui-ci représentait en 1976 11,5% de la production intérieure commercialisée, ce pourcentage ne sera plus que de 5,7% en 1981 (cf. le Tableau 7). Il devrait être d'ailleurs largement couvert par l'aide extérieure, qui représentera cette année-là 22,4% de la production intérieure commercialisée contre 26,8% en 1976.

De même, les investissements bruts passeront de 6 milliards de FRW en 1976 à 9 milliards en 1981, soit un taux moyen de croissance de 8,5% par an au cours de la période. Les investissements bruts ne représentaient que 10,6% de la production intérieure en 1972, ce pourcentage passera à 16,7 et 17,7% en 1976 et 1981.

De façon plus modeste, les achats de biens et services par les administrations et les ménages croîtront avec leurs revenus: de 7,1% par an pour les premières et de 6,2% par an pour les seconds. Mais tandis que l'auto-consommation des ménages n'augmentera que de 2,8% par an de 1976 à 1981, leur consommation commercialisée croîtra au rythme de 7,8% par an au cours de cette période.

De son côté, entre ces deux dates, la population globale passera de 4.263.000 personnes en 1976 à 4.847.000 en 1981, soit 2,6% d'augmentation annuelle.

La croissance de la consommation des ménages par tête sera donc de 5,6% par an et de 5,2% leur consommation commercialisée.

Ces résultats globaux semblent à première vue assez satisfaisants, qu'il s'agisse de l'augmentation de la production intérieure, des investissements, de l'équilibre des échanges extérieurs, de la consommation des ménages et de celle des administrations.

Ils résultent essentiellement, nous l'avons vu, des efforts qui seront entrepris pour moderniser et intensifier tant les cultures vivrières que les cultures de rapport. Il restera à examiner, si des progrès du même ordre seront encore possibles au-delà de la période 1976-1981, compte tenu des disponibilités en terres et de la pression démographique.

Pour la période du Troisième plan, en tout cas, il semble bien que les objectifs retenus et les résultats escomptés correspondent aux efforts maximums susceptibles d'être fournis par le Pays; ils supposent en outre que ce dernier adopte les politiques rurale, industrielle et minière qui s'imposent.

En analysant à présent, de façon plus détaillée, le rôle que joueront, dans la croissance économique du Pays, les différentes activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaire, on pourra se faire une idée plus exacte de l'enjeu que représentent les différentes opérations prévues pour la période du Troisième plan.

On appréciera mieux, enfin, les effets de la croissance économique, en termes d'emplois, d'augmentation des revenus et de la consommation, pour les populations rurale et non-rurale, compte tenu de la croissance respective de leurs effectifs.

Tableau 6.

LA CROISSANCE DE 1976 A 1981

RESSOURCES	VALEUR en milliards de FRW (prix 1976)				Taux annuels de croissance				
	1976		1981		Période 1976-81				
	commercia.	non-comm.	Total	commercia.	non-comm.	Total	commercia.	non-comm.	TOTAL
Agriculture vivrière	3.931.045	8.832.773	12.763.818	5.363.159	10.077.686	15.440.845	6,4	2,7	3,9
Agriculture pour ind. et export	2.486.535		2.486.535	4.125.099		4.125.099	10,7		10,7
Elevage	414.452	766.960	1.181.412	624.986	923.174	1.548.160	8,6	3,8	5,6
Produits forestiers	215.763	147.052	362.815	291.200	167.160	458.360	6,2	2,6	4,8
Pêche	16.485	68.515	85.000	23.025	77.925	100.950	6,9	2,6	3,5
Total production rurale	7.064.280	9.815.300	16.879.580	10.427.469	11.245.945	21.673.414	8,1	2,7	5,1
Mines	1.135.506		1.135.506	2.728.093		2.728.093	19,2		19,2
Industrie	2.564.380		2.564.380	5.204.925		5.204.925	15,2		15,2
Artisanat	2.061.915	1.124.837	3.186.752	2.385.716	1.277.981	3.663.697	3,0	2,6	2,8
Constructions traditionnelles	268.832		268.832	336.917		336.917	4,6		4,6
Bâtiment - T.P.	1.604.397		1.604.397	2.381.154		2.381.154	8,2		8,2
Total secondaire	7.635.030	1.124.837	8.759.867	13.036.805	1.277.981	14.314.786	11,3	2,6	10,3
Transports - communications	661.751		661.751	1.099.587		1.099.587	10,7		10,7
Services	869.982		869.982	1.364.835		1.364.835	9,4		9,4
Santé - enseignement	2.085.874		2.085.874	2.962.035		2.962.035	7,3		7,3
Commerce	6.613.459		6.613.459	9.471.872		9.471.872	7,4		7,4
Total tertiaire	10.231.066	.	10.231.066	14.898.329		14.898.329	7,8		7,8
Total produc. intérieure	24.930.376	10.940.137	35.870.513	38.362.603	12.523.926	50.886.529	9,0	2,7	7,2
IMPORTATIONS	8.557.679		8.557.679	13.265.438		13.265.438	9,2		9,2
Total RESSOURCES	33.488.055	10.940.137	44.428.192	51.628.041	12.523.926	64.151.967	9,1	2,7	7,6
EMPLOIS									
Exportations	5.718.532		5.718.532	11.097.226		11.097.226	14,2		14,2
Consommation administrations	1.089.715		1.089.715	1.532.155		1.532.155	7,1		7,1
Consommation ménages	20.323.278	10.714.962	31.038.240	29.586.356	12.285.239	41.871.595	7,8	2,8	6,2
Pertes		581.705	581.705		650.991	650.991		2,3	2,3
Investissements	6.000.000		6.000.000	9.000.000		9.000.000	8,5		8,5
TOTAL EMPLOIS	33.131.525	11.296.667	44.428.192	51.215.737	12.936.230	64.151.967	9,1	2,7	7,6

Tableau 7.

STRUCTURE DE LA VALEUR AJOUTEE

En pourcentages Produits	1976			1981		
	commercia.	non-comm.	Total	commercia.	non-comm.	Total
Agriculture vivrière	15,8	80,7	35,6	14,0	80,5	30,4
Agri.pour ind.et export.	10,0		6,9	10,7	-	8,1
Elevage	1,6	7,0	3,3	1,6	7,4	3,0
Produits forestiers	0,8	1,4	1,0	0,8	1,3	0,9
Pêche	0,1	0,6	0,3	0,1	0,6	0,2
Total Primaire	28,3	89,7	47,1	27,2	89,8	42,6
Mines	4,5		3,2	7,1		5,3
Industrie	10,3		7,1	13,6		10,2
Artisanat	8,3	10,3	8,9	6,2	10,2	7,2
Constructions tradit.	1,1		0,7	0,9		0,7
Bâtiment - T.P.	6,4		4,5	6,2		4,7
Total secondaire	30,6	10,3	24,4	34,0	10,2	28,1
Transports -communications	2,7		1,9	2,9		2,2
Services	3,5		2,4	3,5		2,7
Santé - Enseignement	8,4		5,8	7,7		5,8
Commerce	26,5		18,4	24,7		18,6
Total tertiaire	41,1		28,5	38,8		29,3
Total product.intérieure	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<u>STRUCTURE des utilisations de la production intér.</u>						
Déficit balance commerc.	-11,5		-7,9	-5,7		-4,3
consommation administr.	4,4		3,1	4,0		3,0
consommation ménages	82,7	94,9	86,5	78,0	95,0	82,3
Pertes	-	5,1	1,6		5,0	1,3
Investissements	24,4		16,7	23,7		17,7
Total production intér.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<u>STRUCTURE Commerc. et non commercialisation.</u>						
Agriculture vivrière	30,8	69,2	100,0	34,7	65,3	100,0
Agri.pour ind.et export.	100,0		100,0	100,0		100,0
Elevage	35,1	64,9	100,0	40,4	59,6	100,0
Produits forestiers	59,5	40,5	100,0	63,5	36,5	100,0
Pêche	19,4	80,6	100,0	22,8	77,2	100,0
Total primaire	41,9	58,1	100,0	48,1	51,9	100,0
Total secondaire	87,2	12,8	100,0	91,1	8,9	100,0
Total tertiaire	100,0		100,0	100,0		100,0
Total Production intér.	69,5	30,5	100,0	75,4	24,6	100,0

Section II. L'évolution de la production agricole, de l'élevage, des pêches et des forêts.

Le développement des productions rurales occupe, avec la production minière, une place centrale dans le Troisième plan, puisqu'il conditionne directement ou indirectement celui de la plupart des activités secondaires et tertiaires.

Le Tableau 8 donne en quantités et en valeurs les objectifs de production retenus pour chacun des produits de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de la pêche en 1976 et 1981.

On a vu que, pour atteindre ces résultats, un certain nombre d'opérations sectorielles ou intégrées devront être effectuées pour développer les cultures destinées à l'industrie ou à l'exportation. Mais ces interventions^{devront} en même temps viser la modernisation de l'ensemble des activités des exploitations rurales et en particulier l'intensification des cultures vivrières.

Ces dernières devront augmenter au minimum au même rythme que la population, soit 2,6 à 3% par an. Et chaque fois que des débouchés plus importants existeront pour certains produits vivriers, sur les marchés urbains ou à l'exportation, on s'efforcera d'en pousser la production; c'est le cas de la culture du paddy, des pommes de terre, des fruits et des légumes.

Pour les cultures destinées à l'industrie ou à l'exportation, les programmes retenus tiennent compte à la fois des délais de réalisation indispensables pour les différentes opérations: café, thé, pyrèthre, quinquina, ranches d'embouche, mais aussi des débouchés à l'exportation: fruits et légumes, et finalement des besoins du marché intérieur: oléagineux, canne à sucre, tabac, paddy.

1) Les oléagineux.

Les objectifs retenus en matière de production d'oléagineux cherchent à remédier au déficit grave en lipides de la ration alimentaire au Rwanda. Alors que la quantité normale de graisse consommée par jour et par personne devrait être au Rwanda, en fonction de la température moyenne et du poids corporel des adultes, de 42 grammes, elle n'était en 1972 que de 15 grammes. L'objectif serait de porter la ration de lipides à 17 grammes par personne et par jour en 1976 et à 20 grammes en 1981, grâce avant tout au développement de la culture des oléagineux: arachides, soja, tournesol, colza etc.

a) Les arachides.

Pour porter la production d'arachides en coque de 12.060 tonnes en 1972 à 18.700 tonnes en 1976 et à 28.000 tonnes en 1981, il faudra que les superficies cultivées passent de 10.050 hectares en 1972 à 15.000 puis à 20.000 hectares en 1976 et 1981. Le rendement à l'hectare qui était de 1.200 kg en 1972 devrait atteindre 1.400 kg en 1981.

L'action entreprise portera avant tout sur la région de Kibungo qui se prête le mieux à cette culture, mais elle s'étendra également aux paysannats de l'Icyanya et du Mutara.

b) Le soja.

La production de soja qui n'était que de 1.120 tonnes en 1972 devrait atteindre 5.500 tonnes en 1976 et 25.000 tonnes en 1981. A cette fin, les superficies cultivées devraient passer de 1.120 hectares en 1972 à 5.000 hectares en 1976 et à 20.000 hectares en 1981. Les rendements étaient en moyenne de 1.000 kg/ha en 1972 et devraient s'élever à 1.100 kg/ha en 1976 et à 1.250 kg/ha en 1981. Cet accroissement considérable des superficies à consacrer au soja pourrait être obtenu de la façon suivante: 10.000 hectares dans les paysannats, soit 50.000 familles cultivant chacune 20 ares par an; 5.000 hectares en marais et enfin 5.000 hectares en milieu rural non intégré, soit 50.000 exploitations cultivant chacune 10 ares par an. La création d'une huilerie capable de traiter en 1981 20.000 tonnes de graines de soja devrait faciliter la vulgarisation de cette culture déjà connue des paysans.

c) Le tournesol, le colza et les autres oléagineux.

Les régions d'altitude sont actuellement particulièrement dépourvues de cultures de rapport; la culture du tournesol, du colza ou de la navette, encore peu connue en milieu rural conviendrait bien à ces régions. On a prévu d'en produire 4.000 tonnes en 1981 sur 4.000 hectares, dont 2.000 ha en marais: Kamiranzovu, Rugezi, Isuno, Mwogo etc. et 2.000 ha dans la préfecture de Gikongoro, à raison de 10 ares par planteur, soit 40.000 exploitations.

2) Le café.

La progression assez lente de la production de café de 1970 à 1976, 4,4% par an, ne correspond pas à la capacité de production potentielle de la caféière rwandaise. Compte tenu du rôle que joue le café dans les exportations du pays et dans les revenus des paysans, il est important d'entreprendre une vaste opération de régénération et de modernisation des plantations de café existantes et d'en accroître la superficie.

En 1970, sur 743.000 exploitations agricoles que comptait le Rwanda, 357.840 cultivaient le café (48,2%) sur près de 28.000 ha. En moyenne chaque plantation comportait 125 arbres (252 dans les paysannats et seulement 117 pour les autres exploitations).

L'objectif est de faire passer la production de 14.140 tonnes de café par an en 1972 à 25.800 tonnes en 1976 et 41.500 tonnes en 1981.

Il s'agit pour cela d'obtenir, tout d'abord, des rendements normaux pour les cinq zones caféicoles du pays; soit respectivement 1.300, 1.100, 800 et 600 grammes par arbre pour les zones 1, 2, 3 et 4.

Pour les paysannats, les rendements devraient atteindre de 600 à 800 grammes par arbre, et pour la zone 5 la moins favorisée de 300 à 500 grammes par arbre.

Pour cela, la société d'intervention créée par l'OCIR renforcera sur toutes les zones l'action de vulgarisation pour rétablir les entretiens normaux des arbres: taille, paillis, recépage et le séchage du café.

En outre, dans les 3 premières zones et les paysannats, on généralisera d'ici 1981 les applications d'engrais sur les caféiers, ce qui devrait en augmenter de 30% les rendements.

Par ailleurs, au cours de la période 1972-1981, on remplacera 4.888.000 vieux caféiers de la variété Mubirizi par de nouveaux plants Bourbon, Jackson dont le rendement est de 30% supérieur. Ces renouvellements seront effectués à la densité de 2.000 arbres/ha au lieu de 1.600 qui est la densité normale des anciennes plantations.

Finalement, dans les 3 premières zones et les paysannats, on augmentera, en dix ans, de 25.870.000 le nombre des caféiers plantés. Leur densité sera également de 2000 arbres/ha. Au total, la caféière qui comptait en 1972 43.960.000 arbres, en aura 52.550.000 en 1976 et 64.480.000 en 1981.

En plus de son action directe sur la production du café, la Société d'intervention aura la charge d'organiser des coopératives de production, de collecte et de traitement du café, afin que les planteurs prennent une part active à la modernisation de leurs exploitations, mais aussi au traitement et à la commercialisation de leur café. Il s'agit de la sorte d'assurer une meilleure rémunération de leur travail.

Les revenus perçus par les planteurs pour leur café, en 1972, représentaient 573 millions de FRW, ils s'élèveront à 1.342 millions en 1976 et à 2.158 millions en 1981.

3) Le pyrèthre.

La pyréthrine qui est un produit insecticide naturel est assurée d'une demande croissante sur le marché mondial.. Le développement de cette production permettra au Rwanda de reprendre la place qu'il occupait en 1959-1960 sur le marché mondial. Il contribuera en outre à diversifier les produits agricoles exportables et augmentera les revenus nonétaires des paysans.

En 1972, 9.015 planteurs (dont 5.640 en paysannats et 3.500 hors paysannats) ont produit 5.635 tonnes de fleurs fraîches sur 3.055 hectares.

Les programmes retenus pour les deux périodes quinquennales visent à la fois l'augmentation du nombre des planteurs, des superficies plantées et du rendement par hectare.

En paysannat, le nombre des planteurs ne pourra plus augmenter, par contre la superficie cultivée par planteur passera de 41 ares en 1972 à 62 puis 64 ares en 1976 et 1981. Au total, les plantations de pyrèthre représenteront 3.600 ha en paysannat contre 3.500 en 1976 et 2.320 en 1972.

Par contre, hors des paysannats des efforts considérables seront entrepris pour augmenter le nombre des planteurs, qui passera de 3.500 en 1972 à 6.000 puis à 10.000 en 1976 et 1981. Et la superficie consacrée au pyrèthre par exploitation: 15 ares en 1972 atteindra 20 ares en 1976 et 25 ares en 1981. Les superficies plantées hors paysannats représenteront ainsi 2.500 ha en 1981, contre 1.200 en 1976 et seulement 525 ha en 1972.

Compte tenu des quelques planteurs étrangers et exploitations en régie, le nombre des planteurs de pyrèthre passera de 9.145 en 1972 à 11.644 en 1976 et 15.644 en 1981; et la superficie cultivée qui était de 3.055 hectares en 1972 atteindra 5.000 ha en 1976 et 6.400 ha en 1981.

Un encadrement plus étroit des paysans permettra d'améliorer les façons culturales et en particulier la densité des plantations. Le rendement moyen en fleurs sèches à l'hectare qui était de 402 kg en 1972 devrait atteindre 600 kg en 1976 et 700 kg en 1981. Les revenus procurés aux planteurs par le pyrèthre étaient de 50,7 millions de FRW en 1972, ils représenteront 158,4 millions en 1976 et 246,6 millions en 1981 (cf. le Tableau 8).

4) Le thé.

Le thé constitue la plus importante des cultures susceptibles de diversifier la production agricole destinée à l'industrie ou à l'exportation. Proche de l'équateur, disposant de sols d'origine volcanique et de vallées alluvionnaires ou tourbeuses, le Rwanda est en effet bien placé pour développer ses plantations de thé. De plus, dans les régions de haute altitude, la qualité du thé est meilleure.

En 1972, les plantations de thé représentaient 3.597 hectares dont 2.530 en rapport. D'ici 1981, en fonction des programmes retenus pour l'extension ou la création de blocs industriels et de plantations villageoises, 9.749 hectares supplémentaires seront consacrés aux plantations de thé. L'étendue de celles-ci atteindra 8.476 ha en 1976, dont 4.255 en production et 15.346 ha en 1981 dont 11.896 en production.

Comme les plantations n'atteignent leur plein rendement qu'au bout de 6 années, le rendement moyen des plantations rwandaises continuera d'augmenter après 1981.

La production de thé noir qui était de 2.396 tonnes en 1972 passera à 5.613 tonnes en 1976 et à 12.462 tonnes en 1981.

Les planteurs qui ont touché 97 millions en 1972 pour la vente de leur thé vert, en percevront 278 millions en 1976 et 617 millions en 1981.

5) Les fruits et légumes.

La production traditionnelle de fruits et légumes augmentera au cours du Troisième plan en fonction des besoins de la consommation locale, rurale et urbaine, d'environ 4% par an.

Par contre, des efforts importants sont faits pour développer de façon organisée les productions maraîchères et fruitières destinées à l'exportation par voie aérienne. Il s'agit avant tout de légumes de contre-saison, du pili-pili, des fraises, des avocats et de la noix d'Australie (Macadamia).

a) Les légumes frais.

De novembre à avril, des débouchés importants existent sur le marché européen pour écouler des légumes frais de contre-saison à des prix élevés. Sur cette période de six mois, il est possible d'obtenir au Rwanda deux récoltes de produits tels que: courgettes, haricots fins, poivrons, aubergines etc.

Les exportations en 1972 ont représenté seulement 31 tonnes. A condition qu'on puisse organiser dans de bonnes conditions les expéditions par avion, les tonnages exportés pourraient atteindre 800 tonnes en 1976 et 1.800 tonnes en 1981.

Avec des rendements moyens de 10 tonnes/ha, la production de 1981 n'exigera que 180 hectares de culture qui seront faciles à trouver dans les vallées de Kigali et de Gitarana (zones de Bishenyi, de Gikoro et de la Kajevuba), où les superficies susceptibles d'être aménagées représentent quelque 220 hectares.

b) Le pili-pili.

De même, la demande de pili-pili ne cesse de croître sur les marchés européens. Les exportations de 1972 n'ont été que de 26 tonnes; elles devraient atteindre 200 tonnes en 1976 et 1.000 tonnes en 1981.

Cette culture de moyenne altitude (moins de 1.600 m) convient bien aux paysannats du Bugesera, du Mayaga, de la Rusuno et de l'Icyanya; on pourra également l'implanter dans le paysannat du Mutara et sur les coteaux de la plaine de Bugarana.

A raison d'une tonne de pili-pili séché par hectare, la superficie à consacrer à ce produit ne devrait pas dépasser 1.000 hectares en 1981.

c) Les avocats.

Les conditions écologiques du Rwanda sont particulièrement favorables aux plantations d'avocatiers, partout où la pluviométrie dépasse un mètre d'eau par an.

Pour faciliter la fécondation des fleurs, il convient de créer des plantations d'un seul tenant d'au moins 2 à 5 hectares. D'ici 1981, il est prévu de réaliser 250 ha d'avocatiers dont 170 seront alors en production. Les régions les plus favorables pour ces plantations sont principalement celles de l'Icyanya, de Butare, de la partie sud de la préfecture de Byumba et de la zone irriguée du Bugesera.

Compte tenu des rendements croissants des avocatiers jusqu'à la 9e année, la production de 1981 devrait atteindre 670 tonnes dont 650 iraient à l'exportation.

d) Les noix d'Australie (Macadamia).

Déjà largement introduite au Kenya, la noix d'Australie comme l'avocat doit réussir parfaitement au Rwanda. Compte tenu des commandes de noix effectuées, on pourra réaliser 90 hectares de plantations d'ici la fin 1976 et 800 ha d'ici la fin du Troisième plan, de préférence dans les zones de l'Icyanya, du Bugesera, de la Rusumo et de la préfecture de Byumba.

Les arbres entrant en production à partir de la 6e année et n'atteignant leur plein rendement qu'à partir de la 10e année, la production de 1981 représentera seulement 90 tonnes de noix (soit 27 tonnes d'amandes), mais elle atteindra 1.596 tonnes en 1986 (soit 479 tonnes d'amandes).

e) Les fraises.

Fruits de pays tempéré, les fraises poussent bien en région équatoriale d'altitude, c'est le cas au Rwanda. Par contre, c'est un produit périssable qui ne supporte pas plus de 3 à 4 jours entre la cueillette et la consommation. Le problème majeur est donc d'organiser dans de bonnes conditions l'expédition par avion et la commercialisation.

Un premier programme envisage pour 1976 de produire 50 tonnes de fraises, sur 10 hectares, 28 étant destinées à l'exportation, le reste allant à la confiterie et à la consommation locale. L'objectif de production pourrait doubler d'ici 1981, ce qui permettrait d'exporter 50 tonnes et d'en réserver autant pour le marché intérieur.

Au total, les exportations de fruits et légumes pourraient évoluer de la façon suivante de 1972 à 1981, en tonnes:

	<u>1972</u>	<u>1976</u>	<u>1981</u>
Légumes frais	31,2	800	1.800
Pili-pili	26,2	200	1.000
Fraises		28	50
Avocats			650
Noix d'Australie			90
Divers			<u>540</u>
Total	57,4	1.028	4.130

Les revenus que procureront aux paysans ces exportations passeront de 2,9 millions de FRW en 1972 à 28,8 millions en 1976 et 164,8 millions en 1981.

6) Les autres productions destinées à l'industrie ou à l'exportation.

a) La canne à sucre.

La consommation de sucre au Rwanda se situe à un niveau très bas: 0,8 kg par habitant et par an, en 1970, soit environ 3.000 tonnes, dont seulement 300 produites localement, dans la vallée de la Nyabugogo.

Dans un premier temps, l'objectif est d'atteindre une production locale de sucre de 2.000 tonnes qui, s'ajoutant à 2.800 tonnes d'importations, porteront la consommation par tête à 1,1 kg par an en 1976.

Il sera réalisé sur le périmètre de la Nyabugogo où 600 hectares (dont 315 en rapport annuel) seront consacrés à la canne à sucre. Les rendements actuels assez faibles: 60 tonnes de canne/ha et 7% de sucre seront portés à 80 tonnes/ha et 8% de sucre.

On obtiendra ainsi 25.000 tonnes de cannes en 1976 et 2.000 tonnes de sucre.

Toutefois le site de la Nyabugogo se prête assez mal à la culture de la canne: altitude trop élevée et manque d'ensoleillement entraînent un cycle végétatif de 18 mois et l'obligation d'une jachère tous les 4 ans.

Par contre, dans le sud du pays existent des zones moins élevées et plus chaudes qui se prêtent mieux à la culture de la canne. C'est le cas de la plaine de Bugarana, où le cycle végétatif est de 14 mois et, d'après les résultats de la SUCRAF voisine, les rendements moyens en cannes peuvent être de 85 à 90 tonnes/ha et la teneur en sucre de 11%.

Il n'est, par suite, pas envisagé de porter la production de canne de la Nyabugogo au-delà de 25.000 tonnes, mais de créer un nouveau périmètre et une nouvelle sucrerie dans le sud du pays. La production en serait de 100.000 tonnes de cannes et 10.000 tonnes de sucre, sur un peu plus de 1.400 ha dont 1.010 en rapport annuel.

La production de sucre du pays serait en 1981 de 12.000 tonnes, soit 2,3 kg par habitant.

La même société privée ou mixte pourrait être chargée des aménagements hydro-agricoles nécessaires, de la construction et de la gestion de la sucrerie et de l'encadrement des paysans.

Les revenus procurés à ces derniers par la canne à sucre passeront de 4 millions de FRW en 1972 à 15 millions en 1976 et 75 millions en 1981.

b) Le tabac.

Le tabac local convient mal à la fabrication des cigarettes. La création d'une fabrique de cigarettes d'ici 1976 impliquera celle d'une plantation de 150 ha de tabac: Burley, **Virginie** et Kentucky pour produire 150 tonnes de tabac en 1976 et 250 tonnes en 1981 sur 200 hectares.

c) Le riz.

La production de paddy en 1972 a été de 1.685 tonnes sur 630 hectares. L'accroissement des superficies cultivées et la création de nouveaux périmètres rizicoles, mais aussi l'introduction de variétés plus résistantes aux maladies et la généralisation de la double culture devraient permettre de porter la production à 3.000 tonnes en 1976 et 6.000 tonnes en 1981.

d) Le coton-graine.

Le coton est actuellement cultivé dans la plaine de Bugarama. L'aménagement de cette région conduira à développer de préférence des cultures plus rentables pour les paysans que le coton: canne à sucre, ananas etc.

La superficie plantée en coton en 1970 était de 280 hectares pour une production de 257 tonnes soit un rendement de 918 kg/ha.

En tenant compte des possibilités d'extension de cette culture dans le Bugesera, on a retenu pour 1976 un objectif de 660 hectares de coton, avec un rendement moyen de 910 kg/ha (le rendement moyen de 1966 à 1972 a été de 870 kg/ha), soit une production de 600 tonnes de coton-graine. En 1981, la superficie cultivée serait portée à 700 hectares, mais avec un rendement de 1.150 kg/ha, soit 800 tonnes de coton-graine.

e) Le quinquina.

La demande de quinquina sur le marché mondial est en progression constante et son prix F.O.B. est rémunérateur 84 FRW/kg d'écorces sèches en 1976.

Les plantations de quinquina représentaient 900 hectares en 1970, il est prévu de planter 100 hectares par an entre 1973 et 1981. La superficie totale des plantations serait ainsi de 1.300 hectares en 1976 et de 1.800 ha en 1981 et celle en production passerait de 435 hectares en 1970 à 600 hectares en 1976 et 1.500 ha en 1981. Avec des rendements de 660 kg/ha en 1970 et 1976 et de 1.100 kg/ha en 1981, la production d'écorces sèches passera de 286 tonnes en 1970 à 400 et 1.645 tonnes en 1976 et 1981. Les revenus touchés par les planteurs atteindront 82 millions de FRW en 1981 contre 20 millions en 1976 et 10 millions en 1970.

7) L'élevage.

Si la ration alimentaire au Rwanda est très déficitaire en corps gras, elle l'est également en protéines animales. Compte tenu du poids moyen des adultes, la ration quotidienne de protéines animales devrait être de 10 grammes; elle était en fait de 3 grammes en 1972.

Compte tenu du manque de terres et de la croissance de la population, la quantité de protéines animales par tête risquerait de diminuer d'ici 1981, si une action énergique n'était entreprise pour accroître le poids moyen des bovins abattus et pour intensifier la production de lait.

Accessoirement, une action sera menée dans la préfecture de Butare pour le développement d'un élevage de porcs de bonne race (Large White). La création d'un centre d'élevage permettra de diffuser chez les paysans des porcelets Large white qu'ils se chargeront d'engraisser et dont le rachat leur sera assuré.

De même, chaque préfecture disposera d'un centre avicole pour la diffusion de coquelets de race Rhode Island Red qui amélioreront progressivement les

rares locales, en augmentant leur poids et leur capacité de ponte.

Ces deux actions n'auront toutefois que des effets négligeables sur la ration quotidienne de protéines animales du pays.

Les effets les plus importants sont à attendre des actions d'intensification de la production de viande bovine et de lait.

a) La production de viande bovine.

Le troupeau bovin était estimé à 705.700 têtes en 1970, il devrait atteindre 813.000 têtes en 1976 (2,4% de croissance annuelle) et 943.000 têtes en 1981 (3% de croissance annuelle).

Le nombre des bêtes disponibles annuellement pour la consommation, l'exportation ou la capitalisation passerait ainsi de 86.867 en 1970 et 92.000 en 1972 à 104.400 en 1976 et 122.600 en 1981.

Seulement, tandis que le poids moyen des carcasses sera de 103 kg en 1976 comme en 1972, il devrait atteindre 112 kg en 1981. Ce résultat sera obtenu par une double action, d'amélioration de l'élevage traditionnel, d'une part, et de création de ranches d'enbouche, d'autre part.

Sur les 122.600 bovins disponibles en 1981, 116.000 proviendront de l'élevage traditionnel. L'intensification de l'action vétérinaire, l'amélioration génétique du troupeau, par la diffusion de génisses sélectionnées et le développement du mixedfarming (intégration de l'agriculture et de l'élevage) devrait permettre de porter à 107 kg le poids moyen des carcasses.

Par ailleurs, 6.600 bovins proviendront de ranches d'enbouche, fournissant chacun 200 kg de viande-carcasse, soit 1.320 tonnes dont 792 tonnes de quartiers arrière seront exportées.

Au total, compte tenu des exportations de bétail sur pied et de la capitalisation indispensable, les tonnages de viande et d'abats disponibles pour la consommation intérieure passeront de 8.496 tonnes en 1972 à 9.582 tonnes en 1976 et 11.740 tonnes en 1981. La consommation de viande de boeuf qui était de 2,21 kg par tête et par an, en 1972, sera de 2,24 kg en 1976 et de 2,42 kg en 1981. Malgré l'accroissement de la population, la consommation de viande de boeuf pourra être maintenue au cours de la période.

b) La production laitière.

La production de lait disponible pour la consommation a été de 24 millions de litres en 1972, provenant d'environ 340.000 vaches.

Des actions d'intensification laitière sont actuellement en cours dans les régions de Kigali, Nyabisindu-Butare et Gisenyi - Ruhengeri. Elles porteront en 1976 sur 40.000 vaches qui produiront annuellement 280 litres de lait par vache au lieu des 65 litres que donnent les vaches traditionnelles.

La production de lait en 1976 atteindra ainsi 31 millions de litres, dont 11,2 millions provenant de 40.000 vaches et 19,8 millions des 305.000 vaches traditionnelles.

En 1981, cette action d'intensification devrait toucher 100.000 vaches, qui produiront 28 millions de litres, les 330.000 vaches traditionnelles en fournissant 21,5 millions, soit au total 49,5 millions de litres de lait.

La consommation de lait par personne et par an représentait 6 kg en 1972, elle devrait ainsi atteindre 7 kg en 1976 et près de 10 kg en 1981.

Et grâce au lait, la ration de protéines animales qui était de 3 grammes par jour et par personne en 1972, atteindra 3,3 grammes en 1981, provenant de 16 kg de produits animaux par an, contre 13 kg en 1976 et 12 kg en 1972.

Au total, à partir des différentes opérations prévues et des objectifs finalement retenus pour les diverses productions de l'agriculture, de l'élevage, des pêches et des forêts, la production rurale passera de 12 milliards de FRW en valeur ajoutée en 1972, à 17 milliards en 1976 et à près de 22 milliards en 1981, soit 5,1% de croissance annuelle entre 1976 et 1981.

Par grand groupe de produits, les résultats en valeur ajoutée seront les suivants:

La production rurale de 1976 à 1981

Groupes de produits	Valeur ajoutée en milliers de FRW (prix 1976)		Taux annuels de croissance 1976-1981
	1976	1981	
Produits vivriers	12.763.818	15.440.845	3,9
Prod. desti. à l'industrie et à l'exportation	2.486.535	4.125.099	10,7
Produits de l'élevage	1.181.412	1.548.160	5,6
Produits forestiers	362.815	458.360	4,8
Produits de la pêche	85.000	100.950	3,5
Total production rurale	16.879.580	21.673.414	5,1

Le Tableau 9 qui classe les productions rurales suivant que leurs taux de croissance sont supérieurs ou inférieurs au taux moyen d'augmentation de la production rurale dans son ensemble, permet de constater qu'un quart seulement d'entre elles en 1976 et 32% en 1981 connaîtront des taux supérieurs à la moyenne.

La majeure partie des produits vivriers et animaux, ceux de la pêche et des forêts, n'augmenteront en fait que de 3,3% de 1976 à 1981. En 1976, ils représenteront 75,1% de la production rurale, et encore 68% en 1981.

Les seuls produits vivriers qui atteindront des rythmes de croissance supérieurs à la moyenne sont ceux précisément qui font l'objet d'opérations de développement: avant tout les oléagineux (16,2% d'augmentation annuelle) et à un moindre titre le paddy, les légumes et les fruits. Globalement, leur taux moyen de croissance sera de 9,9% de 1976 à 1981, et à cette date ils représenteront 9% de la production rurale contre 7,3% en 1972.

De même, les actions prévues pour l'intensification de la production de lait la fera croître au rythme moyen de 9,8% par an au cours du Troisième plan; son importance relative dans la production rurale passera de 1,8 à 2,2% de 1976 à 1981.

En fait, en dehors des oléagineux du paddy et du lait, les seules productions rurales qui connaîtront des rythmes de croissance élevés sont celles destinées à l'industrie ou à l'exportation. Elles augmenteront en moyenne de 11,2% par an de 1976 à 1981. Leur importance relative par rapport à la production rurale fera plus que doubler au cours de la décennie, passant de 9,3% en 1972 à 15,8% en 1976 et à 20,8% en 1981.

Mais au sein même de ce groupe, le rôle tenu par les différentes cultures variera. Malgré des taux de croissance élevés, puisque la production de café triplera presque de 1972 à 1981 et que celle de pyrèthre quadruplera, leur importance relative dans l'ensemble des productions destinées à l'industrie ou à l'exportation baissera. La production de café qui représentait plus de 85% du total en 1972 n'en fournira que 77% en 1981. Et le pyrèthre n'en assurera plus que 5,2% en 1981 contre 5,7% en 1976.

De leur côté le coton et le tabac diminueront légèrement d'importance relative, celle-ci d'ailleurs restera marginale.

Par contre, le quinquina, la canne à sucre et surtout le thé connaîtront des taux de croissance particulièrement élevés et joueront un rôle moteur dans l'augmentation de la production destinée à l'industrie et à l'exportation. L'importance relative de la production de thé vert passera ainsi de 8,5% en 1972 à 9,9% en 1976 et à 13% en 1981. Quant à la canne à sucre qui ne représentait que 0,4% de cette production, elle en assurera 1,6% en 1981 et le quinquina 1,7% à cette date contre 0,9% en 1972.

La structure de la production destinée à l'industrie ou à l'exportation évoluera de la façon suivante : en pourcentages

Produits	<u>1972</u>	<u>1976</u>	<u>1981</u>
café	85,3	81,8	77,4
thé vert	8,5	9,9	13,0
canne à sucre	0,4	0,5	1,6
pyrèthre	4,5	5,7	5,2
quinquina	0,9	0,7	1,7
coton-graine	0,3	0,7	0,5
tabac-divers plants	<u>0,1</u>	<u>0,7</u>	<u>0,6</u>
Total	100,0	100,0	100,0

Cette évolution révèle une nette diversification de ces productions, puisque la plus importante, le café, recule nettement d'importance au profit des cultures d'implantation plus récente, comme le thé et la canne à sucre.

Il reste que globalement, ces productions ne représenteront en 1981 que le cinquième de la production rurale.

On touche ici l'une des difficultés majeures qui freinent la croissance économique du Rwanda. La production rurale reste à plus de 80% orientée vers la consommation intérieure, avec ou sans transformation industrielle ce qui en limite étroitement les possibilités de croissance, puisqu'elle ne peut pas augmenter beaucoup plus rapidement que le nombre des consommateurs locaux, et que leurs besoins alimentaires.

Seul le développement accéléré des productions destinées à l'exportation et une augmentation très forte de leur importance relative dans la production rurale, serait susceptible d'accroître sensiblement le rythme de développement de celle-ci et du même coup les revenus monétaires des ruraux.

Et, on l'a souligné, seule une augmentation très notable des revenus monétaires des paysans pourrait donner une assise solide à l'industrialisation du pays, à partir d'un marché local suffisamment large et en expansion rapide. Or, en raison de la forte densité de la population rurale et du manque de terres cultivables, les exploitations agricoles ne dépassent pas en moyenne 1,1 hectare. Sur des superficies aussi réduites et malgré la possibilité de faire deux récoltes par an, il n'est pas possible de consacrer aux cultures d'exportation plus de 7 à 10 ares par exploitation.

Il faudrait en fait pouvoir porter à 1,8 ou 2 hectares la taille moyenne des exploitations agricoles pour que les cultures de rapport et particulièrement celles d'exportation assurent aux planteurs des revenus suffisamment élevés pour qu'ils suscitent un processus d'industrialisation accéléré.

Ceci paraît exclu si l'on ne prend pas, dès 1976, des mesures énergiques pour réduire le nombre des personnes vivant d'activités rurales. Même en mettant en culture les quelque 135.000 hectares de terres récupérables à long terme et en intégrant au maximum l'élevage à l'agriculture, le total des superficies disponibles pour la culture est de 1.350.000 hectares. A raison de 1,8 ha par exploitation, le nombre des exploitations agricoles familiales (EAF) ne saurait dépasser 750.000, chiffre qui était déjà pratiquement atteint en 1970 (743.000).

Une modernisation en profondeur de l'agriculture rwandaise, seule susceptible de retenir les jeunes scolarisés à la terre, supposerait, on l'a vu dans le chapitre premier, que la population compte tenu de son taux de croissance naturelle, soit réduite de 1,6 million de personnes d'ici l'an 2.001, soit une diminution annuelle moyenne de 46.500 personnes par an.

Les efforts faits, dans le cadre du Troisième plan, pour développer les cultures de rapport et intensifier les productions vivrières auront des incidences sensibles sur les revenus monétaires des ruraux qui augmenteront de 4,6% par tête et par an. Toutefois, en l'absence de politique de population, ces progrès ne pourraient se maintenir longtemps.

En effet, même sans vouloir agrandir la taille moyenne des exploitations agricoles, compte tenu des 743.000 exploitations qui existaient en 1970, les

quelque 435.000 hectares de terres encore disponibles ne permettent la création que de 396.000 nouvelles exploitations agricoles.

Or, la population vivant d'activités non rurales passera de 700.000 en 1981 à 1.783.000 en 2.001, en fonction des perspectives d'expansion industrielle liées au rythme de croissance du marché intérieur. Par suite, la population qui devra vivre d'activités rurales atteindra 6.137.000 personnes en 2.001 contre 4.146.000 en 1981. A raison de 4,46 personnes par exploitation, il faudrait disposer en 2.001 de 1.416.400 exploitations agricoles familiales, alors que le maximum possible n'est que de 1.139.000. Les 277.400 exploitations manquantes représentent une population de 1,2 million, soit une population excédentaire annuelle de 35.800 personnes à partir de 1976 ou de 110.000 à partir de 1991, si on attend que toutes les terres disponibles soient utilisées, pour se préoccuper des problèmes de population.

Cela veut dire, qu'en l'absence de politique démographique la population qui devra vivre d'activités rurales continuera d'augmenter au-delà de 1991, alors que le nombre des exploitations agricoles ne pourra plus croître. Une fois achevés les efforts d'intensification possibles sur ces exploitations, le niveau de vie des paysans est condamné à une rapide dégradation.

Si rien n'était fait pour remédier à cette situation, le développement global de l'économie, amorcé de 1976 à 1981, risquerait de céder la place à un processus de récession structurelle au-delà de 1991.

Bref, une fois encore, les exigences du développement économique et social du pays imposent, de façon impérative, au Gouvernement de définir et de mettre en oeuvre une politique efficace de population.

Tableau 8.

LA PRODUCTION RURALE DE 1976 A 1981

(en prix 1976)

PRODUITS	Quantités en tonnes		Production aux prix à la production en milliers de FRW.		Prix par kg	Taux de croissance 1976-81
	1976	1981	1976	1981		
Bananes	1.910.000	2.214.000	3.820.000	4.428.000	2,0	3,0
Haricots	240.000	278.000	1.920.000	2.224.000	8,0	3,0
Pois	75.000	87.000	600.000	696.000	8,0	3,0
Arachides	18.700	28.000	280.500	420.000	15,0	5,4
Soja	5.500	25.000	55.000	250.000	10,0	35,4
Tournesol	-	4.000	-	40.000	10,0	-
Sorgho	180.000	209.000	1.170.000	1.358.500	6,5	3,0
Maïs	78.650	91.500	456.170	530.700	5,8	3,1
Eleusine	3.320	3.840	16.610	19.200	5,0	3,0
Froment	1.900	2.200	12.540	14.520	6,6	3,0
Paddy	3.000	6.000	63.000	126.000	21,0	14,9
Patates douces	810.000	940.000	1.620.000	1.880.000	2,0	3,0
Pommes de terre	140.000	180.000	700.000	900.000	5,0	5,2
Manioc	330.000	383.000	1.221.000	1.417.100	3,7	3,0
Colocases	20.000	23.000	66.000	75.900	3,3	2,8
Ignames	10.000	12.000	33.000	39.600	3,3	3,7
Légumes-fruits	54.500	70.000	884.390	1.223.120	16,2/17,5	6,7
Feuilles vertes	43.500	50.000	174.000	200.000	4,0	2,8
Tabac	1.200	1.500	98.400	123.000	82,0	4,6
Total vivriers			13.190.610	15.965.640		3,9
Café	25.800	41.500	2.287.245	3.678.950	88,65	10,0
Thé vert	25.260	56.080	277.860	616.880	11,0	17,3
Canne à sucre	25.000	125.000	15.000	75.000	0,6	38,0
Fyrèthre	14.400	22.416	158.400	246.575	11,0	9,3
Quinquina	400	1.645	20.000	82.250	50,0	32,7
Coton-graine	600	800	18.000	24.000	30,0	5,9
Tabac moderne	150	250	12.000	20.000	80,0	10,8
Divers plants	-	-	6.525	9.590		8,0
Agri.pour ind.et Exp.			2.795.030	4.753.245		11,2
Bovins têtes	104.400	122.600	373.230	476.640	3.575	5,0
Chèvres	485.000	563.000	291.000	337.800	600	3,0
Ovins	87.000	98.500	34.800	39.400	400	2,5
Porcins	30.000	38.500	36.000	46.200	1.200	5,1
Volailles-lapins	431.000	500.000	34.480	40.000	80	3,0
Lait(1000 litres)	31.000	49.500	310.000	495.000	10	9,8
Peaux -chasse			43.325	51.335		3,4
Miel - cire	255	295	15.300	17.700	60	3,0
Oeufs - T.	920	1.065	71.760	83.070	78	3,0
Total prod.aninaux			1.209.895	1.587.145		5,6
Forêts			362.815	458.360		4,8
Pêche			85.000	100.950		3,5
Total prod.rurale			17.643.350	22.865.340		5,3
Valeur ajoutée						
Vivriers			12.763.818	15.440.845		3,9
Agri.ind.et export.			2.486.535	4.125.099		10,7
Produits aninaux			1.181.412	1.548.160		5,6
Forêts			362.815	458.360		4,8
Pêche			85.000	100.950		3,5
Total V.A.primaire			16.879.580	21.673.414		5,1

Tableau 9.

STRUCTURE DE LA PRODUCTION RURALE

Activités classées selon leurs taux de croissance	Valeur à la production en milliers FRW (prix 1976)		STRUCTURE en pourcentages		Taux annuel croissance
	1976	1981	1976	1981	1976-81
<u>1e groupe -Taux supérieurs et la moyenne</u>					
Arachides	280.500	420.000	1,6	1,8	3,4
Soja -tourmesol	55.000	290.000	0,3	1,3	39,5
Paddy	63.000	126.000	0,4	0,6	14,9
Légumes et fruits	884.390	1.223.120	5,0	5,3	6,7
Total vivriers	1.282.890	2.059.120	7,3	9,0	9,9
Produits pour industrie et exportation	2.795.030	4.753.245	15,8	20,8	11,2
Lait	310.000	495.000	1,8	2,2	9,8
Total Groupe 1	4.387.920	7.307.365	24,9	32,0	10,7
<u>2e Groupe -Taux inférieurs à la moyenne</u>					
Autres produits vivriers	11.907.720	13.906.520	67,5	60,8	3,2
Autres produits animaux	899.895	1.092.145	5,1	4,8	4,0
Forêt - pêche	447.815	559.310	2,5	2,4	4,5
Total Groupe 2	13.255.430	15.557.975	75,1	68,0	3,3
Total production rurale	17.643.350	22.865.340	100,0	100,0	5,3

Section III. L'évolution de la production des mines, de l'industrie et de l'artisanat.

L'essentiel de l'expansion des activités secondaires, au cours du Troisième plan, repose, d'une part, sur la mise en exploitation des gisements primaires ou alluvionnaires en profondeur, et d'autre part, sur l'implantation d'un certain nombre d'entreprises industrielles de taille moyenne qui doivent produire pour le marché local: cimenterie, raffinerie de sucre, huilerie, filature-tissage, fabriques de cigarettes, d'allumettes, d'articles en plastique.

Par ailleurs, les entreprises qui transforment les produits locaux pour l'exportation ou travaillent pour le marché local accroîtront leurs activités en fonction des objectifs retenus pour les activités rurales ou des besoins de la consommation intérieure: usinage du thé et du café, production de pyréthrine, tannage des peaux, mais aussi rizerie, meunerie, laiterie-fromagerie, confiturerie, brasserie-limonaderie, production de vin de banane, conserverie de viande et boucherie; fabriques de savon et de peinture, rechapage de pneumatiques, confection, fabrique d'articles chaussants, montage de radios et de véhicules à deux roues, garages, fabrique de houes et d'outillage agricole etc..

Enfin, la production d'eau et d'électricité se développera en fonction tant de la demande des ménages et des administrations que de celle des entreprises.

Et, de leur côté, les entreprises de bâtiment et de travaux publics, mais aussi les menuiseries et les ateliers de construction métallique régleront leur expansion sur les programmes d'investissements publics et privés retenus pour le Troisième plan.

En valeur ajoutée, la production de l'industrie, des mines et de l'artisanat (y compris l'artisanat alimentaire) représentait 4,5 milliards de FRW en 1972. En fonction des objectifs de production retenus, elle devrait atteindre 8,8 milliards en 1976 et 14,3 milliards en 1981, soit 10,3% de croissance annuelle de 1976 à 1981.

Le Tableau 10 donne pour chacune des productions envisagées des objectifs de production, en valeur et chaque fois que possible, en quantités, pour les années 1976 et 1981.

Le Tableau 11 regroupe ces productions suivant que leurs taux de croissance sont supérieurs ou inférieurs au rythme moyen d'augmentation des activités secondaires.

On constate, tout d'abord, que, pour près de 69% de la production des activités secondaires en 1976, les taux de croissance de 1976 à 1981 resteront bas: 4,9% par an. Leur production représentait, en valeur ajoutée 3,4 milliards de FRW en 1972, elle atteindra 6 milliards en 1976 et 7,7 milliards en 1981. Elles fourniront près de 69% de la production secondaire en 1976, mais seulement 53,5% de celle-ci en 1981.

Parmi ces activités, trois groupes se distinguent nettement. Les productions artisanales, en premier lieu: vannerie, menuiserie, poterie, artisanat alimentaire, assuraient près de 51% de la production secondaire en 1972, elles en fourniront 36,4% en 1976 et seulement 25,6% en 1981. Elles se développeront en effet en fonction des besoins de leurs marchés respectifs, soit 2,6% par an pour l'artisanat alimentaire et 4,0% pour les autres activités artisanales.

Par ailleurs, la production minière artisanale qui représentait moins de 24% de la valeur ajoutée par les activités minières en 1972, ne pourra se développer aussi rapidement que la production minière moderne. En 1970, la valeur ajoutée par l'artisanat minier était de 127 millions de FRW, elle n'était plus que de 112,5 millions en 1972, en raison de la diminution de la production de Wolfran. Au prix d'une aide accrue et d'une modernisation des méthodes de travail, la valeur de la production artisanale devrait atteindre 260 millions en 1976 et 316 millions en 1981, soit 4,0% d'augmentation annuelle de 1976 à 1981.

Enfin, l'activité des imprimeries, des menuiseries modernes, des industries mécaniques et électriques, des entreprises de matériaux de construction, de bâtiment et de travaux publics, suivront l'évolution de la demande intérieure, qui augmentera au rythme de 7 à 9% par an de 1976 à 1981.

L'ensemble de ces activités, dont les taux de croissance sont plus élevés que ceux des productions artisanales, représentait en 1972 près de 22% de la production secondaire, il en fournira plus de 29% en 1976 et près de 26% en 1981. Leur valeur ajoutée atteindra près de 3,7 milliards de FRW en 1981, contre près de 2,6 milliards en 1976 et près d'un milliard en 1972.

Seules les activités industrielles proprement dites et les mines modernes connaîtront des rythmes de croissance nettement supérieurs au taux d'augmentation moyen de la production secondaire.

Seulement elles ne représenteront en 1976 qu'un peu plus de 31% de la production secondaire; aussi malgré un rythme moyen de croissance de plus de 19% par an de 1976 à 1981, elles n'en fourniront encore que 46,5% en 1981. Leur valeur ajoutée qui était de 1,1 milliard en 1972, atteindra 2,7 milliards en 1976 et 6,6 milliards en 1981.

Les résultats les plus spectaculaires sont attendus des mines et du secteur de l'habillement. Pour les premières en plus d'une augmentation de près de 75% des quantités de cassitérite et de wolfran ^{produites} / entre 1976 et 1981, le développement de celles de gaz naturel et surtout d'or entraîneront une augmentation de leur valeur ajoutée de plus de 23% par an au cours du Troisième plan.

Par ailleurs, la création d'une filature-tissage de 3.000 tonnes de capacité portera à 49,5% par an le rythme de croissance du secteur de l'habillement, entre 1976 et 1981.

En outre, le développement très rapide des activités minières, pendant le Troisième plan, sera pour une bonne part responsable du taux de croissance élevé

de la production d'eau et d'électricité, près de 15% par an, au cours de la même période.

Celui des industries alimentaires se maintiendra également à 13,5% par an de 1976 à 1981. Tandis que la plupart des entreprises travaillant pour le marché local augmenteront leur production de 7 à 10% par an suivant les besoins de la consommation: boulangerie, brasserie, torréfaction du café, laiterie-fromagerie, confiturerie-sirop, fabrique de cigarettes, le rythme de croissance des industries travaillant pour l'exportation sera en moyenne plus élevé: 10% par an pour l'usinage du café, mais plus de 17% pour celui du thé de 1976 à 1981.

Toutefois, un certain nombre de produits alimentaires qui sont actuellement en grande partie importés connaîtront des taux d'augmentation très élevés, variant de 17 à 46% par an: sucre, riz décortiqué, huile alimentaire, farine, conserves et viande de boucherie (cf. le Tableau 10).

Enfin, la production des industries chimiques croîtra à un rythme de 14,4% par an de 1976 à 1981, en raison essentiellement de la production de pyrèthrine dont la valeur ajoutée sera multipliée par 2,6% au cours de la période. On produira en effet vers 1978 de l'extrait pâle dont le prix de vente est de 25% plus élevé que celui de l'extrait partiellement décoloré.

Il reste que l'essor des activités secondaires les plus dynamiques n'aura finalement qu'une incidence relativement faible sur la croissance de la production intérieure brute d'ici 1981, puisqu'à cette date la valeur ajoutée par celles-ci ne représentera encore que 13% de la production intérieure, au lieu de 7,6% en 1976 et 5,3% en 1972.

L'appareil de production industrielle du pays ne pourra s'étoffer et jouer véritablement un rôle moteur dans la croissance économique que si le marché intérieur s'élargit lui-même de façon considérable, ce qui implique une augmentation très importante des revenus monétaires des particuliers et tout spécialement des ruraux.

Tableau 10. LA PRODUCTION DU SECTEUR SECONDAIRE

en milliers de FRW prix 76 Branches d'activités	quantités en tonnes		1976		1981		Taux de croiss. 76-81
	1976	1981	Producti.	Val.ajout.	Product.	Val.ajout.	
22M Gaz naturel 1000 m ³	795	22.916	8.755	4.106	116.060	69.642	-
23T <u>artisanat minier</u>							
cassitérite	610	760	210.610	179.846	262.400	224.071	4,5
wolfram	305	350	94.040	80.304	107.915	92.152	2,8
Total			304.650	260.150	370.315	316.223	4,0
23M <u>Mines modernes</u>							
cassitérite	2.390	4.240	825.198	625.204	1.463.950	1.110.553	12,2
wolfram	980	1.650	302.152	228.923	508.725	385.519	11,0
Beryl	370	480	9.435	7.148	12.240	9.285	5,4
columbo-tantalite	45	60	18.585	14.081	24.780	18.798	5,9
Cr	-	3,6	-	-	1.169.675	887.315	-
Total 23M			1.155.370	875.356	3.179.370	2.411.870	22,5
29T <u>Carrières</u>			69.350	69.350	88.445	88.445	5,0
31T <u>Artisanat alimentaire</u>							
bière banane 1000 l.	603.100	685.000	5.587.300	2.097.088	6.345.000	2.382.144	2,6
bière sorgho	286.800	326.000	1.590.760	567.134	1.808.190	644.595	2,6
boucherie			165.880	27.206	199.880	33.289	3,8
Total 31T			7.343.940	2.691.428	8.354.070	3.060.028	2,6
31M <u>Ind.alimentaires</u>							
usinage café	19.100	30.720	2.409.390	26.400	3.875.405	42.474	10,0
café torréfié	300	450	56.100	5.044	84.150	7.044	6,9
thé noir	5.613	12.462	558.730	83.598	1.240.470	184.591	17,1
riz	1.600	3.500	59.600	2.624	130.410	7.345	22,9
sucre	2.000	12.000	53.000	30.144	318.000	203.694	46,5
tabac	150	250	87.710	59.253	146.190	98.525	10,7
boulangerie-pâtes			174.350	43.423	250.100	69.307	9,8
brasserie-limonade	245	368	1.106.430	800.118	1.661.905	1.201.589	8,5
huile	2.000	7.040	200.000	90.621	704.000	315.746	28,4
tourteaux	4.700	20.630	47.000	0	206.300	0	0
meunerie	5.000	10.000	109.760	10.151	219.520	22.589	17,3
laiterie-fromagerie	900	1.350	27.265	8.247	41.000	12.390	8,5
confiturerie-sirop			19.740	7.970	28.400	11.463	7,5
boucherie-conserverie			113.340	36.269	245.315	87.346	19,2
Total 31M			5.022.415	1.203.862	9.151.165	2.264.103	13,5
32M <u>Textiles-cuirs, chaussures</u>							
filature-tissage	590	2.988	152.580	25.439	1.665.200	689.984	-
confection -friperie			368.845	69.510	530.625	100.000	7,5
chaussures			8.550	1.612	17.100	3.225	14,9
tannerie	100	300	28.900	9.838	86.700	29.514	24,6
tailleurs			24.965	4.705	35.800	6.765	7,5
Total 32M			583.840	111.104	2.335.515	829.488	49,5
32T <u>Vannerie artisanale</u>			326.250	326.250	396.930	396.930	4,0
33T <u>menuiserie artisanale</u>			126.070	28.253	157.375	35.269	4,5
33M <u>menuiserie moderne</u>			108.960	32.579	174.575	52.198	9,9
34M <u>Imprimerie</u>			123.545	43.679	177.350	62.702	7,5
35M <u>Chimie</u>							
savons			317.415	44.848	455.685	64.387	7,5
peinture			67.890	15.812	97.465	22.701	7,5
pyréthrine	3.000	4.670	416.290	170.323	839.970	435.706	20,7
allumettes(1000 b.)	36.000	50.000	66.970	21.633	93.015	30.047	6,8
article matière plast.	1.000	1.500	249.320	110.786	373.980	166.185	8,5
rechapage pneus(unités)	12.600	20.300	31.415	16.556	50.615	26.676	10,0
Total 35M			1.149.300	379.958	1.910.730	745.702	14,4
36T <u>Poterie artisanale</u>			146.935	140.821	178.915	171.470	4,0

Tableau 10 bis.

Branches d'activités	quantités en tonnes		1976		1981		Taux de croiss. 76-81
	1976	1981	Producti.	Val.ajout.	Product.	Val.ajout.	
36M <u>matériaux construct.</u>							
cinont	50.000	52.000	332.500	200.760	345800	208.791	0,8
agglomérés			47.830	22.466	71320	33.497	8,3
Total 36M			380.330	223.226	417.120	242.288	1,6
38M <u>Ind.néca-élec.</u>							
montage vélomoteurs			28.350	7.029	40.700	10.091	7,5
garages			427.420	215.027	688.365	346.304	10,0
menuiserie métallique			211.080	94.936	314.475	141.435	8,3
montage radio			47.305	11.728	71.130	17.637	8,5
Total 38M			714.155	328.720	1.114.670	515.467	9,4
41-42 Eau -électricité			390.830	167.796	780.025	334.890	14,8
50T Construct.traditionnelles			1.003.655	268.832	1.257.840	336.917	4,6
50M Batiment - T.P.			3.236.225	1.604.397	4.803.020	2.381.154	8,2
Total secondaire			22.194.575	8.759.867	34953490	14.314.786	10,3
<u>TERTIAIRE</u>							
63 Hôtels -restaurants			208.440	59.553	442835	126.520	16,3
71 Transports			1.685.160	543.234	2761420	891.379	10,4
72 Communications			210.390	118.517	369610	208.208	11,9
81 Banques			204.780	149.543	358005	261.436	11,9
82 Assurances			140.340	110.794	237315	187.353	11,1
831 Locations			252.280	184.202	397400	290.161	9,5
832/3 Services entreprises			75.890	75890	141865	141865	13,3
95 Services ménages			290.000	290.000	357500	357.500	4,3
914 Santé			798.330	329.831	1068300	441.369	6,0
931 Enseignement			2.249.820	1.756.043	3229445	2.520.666	7,5
61 Commerce			6.521.511	5.089.635	9906438	7.629.900	8,4
Droit et taxes/impôt			1.523.824	1.523.824	1841972	1.841.972	3,9
Total Tertiaire			14.160.765	10.231.066	21112105	14.898.329	7,8
TOTAL PRODUCTION			53.998.690	35.870.513	78940935	50.886.529	7,2

Tableau 11. STRUCTURE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET ARTISANALE

Activités classées selon leurs taux de croissance	Valeur ajoutée en milliers de FRW (Prix 1976)		STRUCTURE en pourcentages		Taux annuels croissance
	1976	1981	1976	1981	1976-1981
<u>1e Groupe: Taux supérieurs à la moyenne</u>					
Mines modernes et gaz naturel	879.462	2.481.512	10,0	17,3	23,1
Industries alimentaires	1.203.862	2.264.103	13,8	15,8	13,5
Textiles-articles chaussants	111.104	829.488	1,3	5,8	49,5
Produits chimiques	379.958	745.702	4,3	5,2	14,4
Eau - électricité	167.796	334.890	1,9	2,4	14,8
Total groupe 1	2.742.182	6.655.695	31,3	46,5	19,4
<u>2e Groupe: Taux inférieurs à la moyenne</u>					
Mines artisanales	260.150	316.223	3,0	2,2	4,0
Artisanat alimentaire	2.691.428	3.060.028	30,7	21,4	2,6
Vannerie-menuiserie- poterie artisanale	495.324	603.669	5,7	4,2	4,0
menuiserie-imprimerie modernes	76.258	114.900	0,9	0,8	8,5
Industries mécaniques et électriques	328.720	515.467	3,7	3,6	9,4
Matériaux de construction - Bâtiment - T.P.	2.165.805	3.048.804	24,7	21,3	7,1
Total groupe 2	6.017.685	7.659.091	68,7	53,5	4,9
Total Production secondaire	8.759.867	14.314.786	100,0	100,0	10,3

Section IV: L'évolution des activités tertiaires: transports et communications, services, commerces, santé publique et enseignement.

Les objectifs de production des activités tertiaires en 1976 et 1981, tels qu'ils sont donnés dans le Tableau 10 bis sont tirés des Tableaux de Ressources-Emplois de ces deux années. Leur essor est en effet directement lié à celui des activités primaires et secondaires. Les entreprises sont les plus gros utilisateurs de services: transports et communications, banques, assurances, loyers, services aux entreprises. Et les dépenses de transports, loyers et autres services par les administrations et les ménages sont elles-mêmes fonction des ressources fiscales et des revenus versés à ces agents par les secteurs de production.

Quant aux marges commerciales et aux droits et taxes sur les produits importés, qui mesurent en comptabilité nationale l'activité du commerce, elles ont été directement calculées sur les ventes de produits locaux ou importés.

On a dû, alors, ajuster, par itération, la production des activités tertiaires aux demandes intermédiaires et finales qu'elles auront à satisfaire en 1976 et 1981, y compris les demandes émanant des activités tertiaires elles-mêmes. Les entreprises de transports sont, par exemple, grosses consommatrices de transports et d'assurances, et toute augmentation des dépenses de transport par les autres entreprises accroîtra en conséquence celles de transport et d'assurances par les entreprises de transport. De même, tout accroissement des importations de produits par une branche quelconque augmentera le montant des marges commerciales et des droits et taxes à l'importation, le commerce devra par suite accroître ses dépenses de transport et d'assurance.

Toutefois, l'activité des hôtels et restaurants est directement liée à la politique de développement du tourisme qui sera mise en oeuvre. En tenant compte en particulier du programme de construction hôtelière et du nombre des lits disponibles qui passera de 220 en 1972 à 400 en 1976 et 745 en 1981, le nombre des nuitées de touristes (étrangers et résidents) devrait atteindre 75.000 en 1976 et 130.000 en 1981. Le chiffre d'affaires des hôtels et restaurants passerait ainsi de 41,5 millions de FRW en 1972 à plus de 208 millions en 1976 et près de 443 millions en 1981, soit plus de 16% de croissance annuelle entre 1976 et 1981.

Quant aux dépenses pour l'enseignement et la santé, elles augmenteront en fonction des charges récurrentes qu'entraîneront la réalisation des programmes d'investissement retenus par les administrations publiques et privées et, pour l'enseignement, la mise en oeuvre du projet de réforme en cours d'élaboration.

En tenant compte, par ailleurs, de l'évolution des recettes et des dépenses budgétaires au cours de la période 1976-1981, l'ensemble des dépenses effectuées pour la santé et l'enseignement devrait augmenter un peu plus rapidement que la production intérieure, soit 7,3% par an, dont 6% pour la santé et 7,5% pour l'enseignement.

Au total, la valeur ajoutée par les activités tertiaires qui était de 4,6 milliards de FRW en 1972 atteindra 10,2 milliards en 1976 et près de 15 milliards en 1981, soit 7,8% de croissance annuelle entre 1976 et 1981 (cf. le Tableau 10 bis). A cette date, elles représenteront 29,3% de la production intérieure, contre 28,5% en 1976 et 21,9% en 1972 (cf. le Tableau 7).

Cet accroissement d'importance relative sera dû à la fois à l'essor du commerce, des services, des transports et des communications. Les transports et communications représentaient 1,3% de la production intérieure en 1972, ils en fourniront 1,9% en 1976 et 2,2% en 1981. A cette date les services en assureront 2,7% contre 2,4% en 1976 et 1,9% en 1972.

Quant au commerce, il représentera en 1981, 18,6% de la production intérieure, contre 18,4% en 1976 et 13,4% en 1972.

Ce gonflement des activités commerciales (8,4% d'augmentation annuelle pour le commerce proprement dit de 1976 à 1981) s'explique non seulement par la croissance de la production commercialisée plus rapide que celle de la production intérieure (9% par an contre 7,2% de 1976 à 1981), mais aussi par le taux très élevé de l'augmentation des importations au cours de la période 9,2% par an (cf. le Tableau 6). La masse des produits à commercialiser croîtra ainsi de 9,1% par an de 1976 à 1981.

Par contre, les droits et taxes sur importations (qui sont comptabilisés avec le commerce) n'augmenteront que de 3,9% par an, en raison de la faible augmentation des importations de produits textiles, due elle-même au développement des productions locales correspondantes (cf. le Tableau 10 bis).

Quant à la santé et à l'enseignement qui représentaient 5,3% de la production intérieure en 1972, leur pourcentage se maintiendra à 5,8% en 1976 et en 1981.

Il reste que l'expansion assez rapide des activités tertiaires proprement dites (santé et enseignement exclus) demeure conditionnée par la réalisation des objectifs de production et d'investissement retenus pour les activités primaires et secondaires dont dépend le volume des produits à commercialiser.

Section V. Les investissements.

De 1976 à 1981, le montant des investissements bruts augmentera de 50%, passant de 6 milliards de FRW en 1976 à 9 milliards en 1981, soit un rythme annuel de croissance de 8,5%.

Par rapport à la production intérieure brute, les investissements ne représentaient que 10,6% en 1972, ce pourcentage atteindra 16,7% en 1976 et 17,7% en 1981. Quant au coefficient de capital (rapport entre l'investissement brut d'une année et l'augmentation de la production intérieure de l'année suivante), il était de 1,5 en 1972 et sera de 2,3 en 1976 et de 2,4 en 1981. Il s'agit là de chiffres relativement faibles pour un pays en voie de développement. Toutefois, si l'on rapporte ces investissements à la production intérieure commercialisée, les pour-

centages deviennent 17,9% en 1972, 24,4% en 1976 et 23,7% en 1981. Ces taux d'investissements sont alors très voisins de ceux des pays industrialisés.

Par ailleurs, en plus des investissements proprement dits, il faudra encore financer des opérations de production dans le secteur rural (paysannats, opération pyrèthre, production animale etc..), des études générales et l'aide au fonctionnement. Si les opérations de production sont appelées à croître à un rythme rapide (12,6% par an), l'ensemble de ces dépenses n'augmentera que de 3,3% au cours de la période, celles d'aide au fonctionnement restant pratiquement stationnaires.

Le total des financements à effectuer passera ainsi de 8,6 milliards de FRW en 1976 à 12 milliards en 1981, soit un taux de croissance annuelle de 7% de 1976 à 1981.

Le Tableau 12 donne une ventilation fonctionnelle des investissements bruts pour les années 1976 et 1981 et pour la période 1976-1981.

Il apparaît, tout d'abord, que les efforts principaux en matière d'investissement, au cours de cette période, porteront sur les activités directement productrices: productions rurales, activités industrielles et minières. Ainsi dans le secteur des activités primaires les investissements seront multipliés par 2,2 entre 1976 et 1981 et ils augmenteront de 97% dans le secteur secondaire, ce qui représente des taux de croissance annuelle de 17,1 et 14,5%.

Par contre, étant donné l'importance des programmes d'investissements qui auront été réalisés de 1972 à 1976 en matière d'infrastructure économique et sociale, on devrait atteindre pour ceux-ci, au cours de la période 1976-1981, un rythme de croisière moins élevé que celui des investissements productifs.

Les investissements d'infrastructure économique et sociale: Postes et Télécommunications, routes et ponts, aéronautique, tourisme, hydraulique, logements, urbanisme - voirie, augmenteront ainsi au rythme de 6,3% par an en moyenne entre 1976 et 1981, leur montant passant de 2,2 à 2,9 milliards entre ces deux dates. Il en ira de même pour les investissements d'équipement des administrations publiques et privées qui augmenteront également de 6,3% par an au cours de la période.

Quant à ceux pour l'enseignement et la santé, ils resteront pratiquement stagnants pendant toute la période.

Au cours du Troisième plan, investissements productifs et investissements des administrations seront financés à concurrence de 78% par l'aide extérieure (cf. le Tableau 36). Cette dernière passera de près de 4 milliards de FRW en 1976 à 5,4 milliards en 1981, soit une augmentation globale de 36,6% au cours de la période. Elle représentera ainsi près de 83% de ces investissements en 1976, mais n'en assurera plus que 73,3% en 1981 (cf. le Tableau 35).

Au cours de la période 1976-1981, le montant des investissements bruts réalisés atteindra 44,2 milliards de FRW dont 18,3 seront consacrés aux investissements des entreprises (41,4% du total) 17,6 à ceux des administrations (39,8%) et

8,3 aux investissements des ménages (18,8%) (cf. le Tableau 12).

Sur les 18,3 milliards d'investissements des entreprises, 6,3 milliards iront aux investissements ruraux (14,2% du total des investissements bruts), 8,3 à ceux du secteur secondaire (18,6%) 0,9 au secteur tertiaire (2,0%) et 2,9 milliards seront consacrés à l'enseignement, la santé et les affaires sociales (6,6%).

En outre, si les investissements directement productifs des secteurs primaire et secondaire absorberont 32,8% du total des investissements bruts, ceux consacrés aux travaux d'infrastructure économique et sociale en représenteront 34,4% (15,2 milliards de 1976 à 1981). Or, ces travaux conditionnent pour une large part l'expansion des activités productives. Il s'agit bien au cours du Troisième plan de développer au maximum la capacité de l'appareil de production rwandais.

Par contre, le volume des équipements administratifs (2,4 milliards) restera modeste, puisqu'il ne représentera que 5,5% du total des investissements bruts.

Quant aux investissements effectués par les ménages, dont plus de 79% sont constitués par les constructions de logements traditionnels, ils atteindront 8,3 milliards au cours de la période, soit 18,7% du total des investissements bruts.

Il serait sans doute souhaitable que les investissements ruraux, qui concernent 90% de la population, absorbent plus de 14% du total des investissements bruts. Toutefois, une partie des investissements d'infrastructure économique et sociale profite au monde rural: routes et ponts, hydraulique rurale, mais aussi constructions scolaires, dispensaires et hôpitaux, etc...

En outre, la capacité d'absorption du secteur primaire est en fait limitée par le nombre des projets susceptibles d'une réalisation à moyen terme, et par les moyens disponibles pour leur exécution: structures d'intervention efficaces, techniciens et cadres formés, projets bien étudiés, financement acquis etc.

Dans ces conditions, doubler le volume des investissements ruraux de 1976 à 1981 constitue déjà un objectif particulièrement ambitieux qui exigera des efforts très importants pour réaliser les projets retenus.

A plus long terme, l'augmentation de la capacité d'absorption du secteur rural, en matière d'investissement, passe par la modernisation en profondeur des exploitations. Celle-ci exigera non seulement la mise en oeuvre d'opérations intégrées ou sectorielles de grande envergure, la création d'organismes d'intervention efficaces et la formation des cadres indispensables, mais également l'accroissement de la taille moyenne des exploitations rurales, ce qui implique une diminution de la densité de peuplement des campagnes.

Le Tableau 13 décompose les investissements bruts effectués par les agents économiques: entreprises, administrations et ménages, en matériel et véhicules, d'une part, bâtiment et travaux publics, d'autre part. L'accroissement du cheptel, fonction du rythme de croissance du troupeau, a été assimilé à un investissement.

On constate que les investissements en matériel et véhicules augmenteront de 66,1% entre 1976 et 1981, passant de 2,2 milliards de FRW en 1976 à 3,6 milliards en 1981, soit 10,7% de croissance annuelle. Par contre, ceux sous forme de bâtiments et de travaux publics augmenteront seulement de 41,2% au cours de la période, atteignant 5,3 milliards en 1981 contre 3,8 milliards en 1976, soit un rythme de croissance de 7,2% par an.

Ce phénomène s'explique par la croissance rapide des investissements des secteurs secondaire et tertiaire qui comprennent en moyenne 78% d'équipements et de véhicules, tandis que les investissements des ménages et des administrations, en majorité constitués par des constructions et des travaux de génie civil, augmenteront plus lentement.

A partir du volume global des investissements à réaliser par secteur de 1976 à 1981, on a établi leur cheminement de 1976 à 1981, en distinguant l'origine privée ou publique de leur financement. Sauf dans les cas où il était possible d'établir un calendrier de réalisation, comme pour les routes et les ponts, on a dû déterminer leur cheminement par poste de 1976 à 1981 de façon linéaire, en tenant compte des rythmes de croissance des années antérieures (cf. le Tableau 14).

On constate que le financement des investissements bruts sera assuré sur fonds publics à concurrence de 69,7% au cours de la période 1976-1981. Certes les investissements des administrations le seront à 100%, mais ceux des entreprises le seront également à plus de 72%. Les investissements du secteur primaire seront financés à 79,5% sur fonds publics et ceux du secteur secondaire à 61,4%, ce qui est beaucoup moins normal. L'analyse du compte des entreprises montrera, en effet, que celles-ci disposeront de capacités de financement importantes dont elles ne semblent pas pouvoir trouver l'utilisation sur place.

Au total, si l'on tient compte des opérations de production et de l'aide au fonctionnement, on s'aperçoit que plus de 77% des financements à effectuer de 1976 à 1981 seront financés sur fonds publics, extérieurs ou intérieurs.

Tableau 12. VENTILATION FONCTIONNELLE DES INVESTISSEMENTS BRUTS
ET DES AUTRES FINANCEMENTS

En milliers de FRW (prix 76) Nature des financements	en valeur			En pourcentages			Taux annuels de croissance
	1976	1981	Période 1976-81	1976	1981	Période 1976-81	
Augmentation du cheptel	66,1	80,1	437,6	0,8	0,7	0,7	3,9
Cultures vivrières	152,3	330,0	1392,3	1,8	2,7	2,3	16,7
cultures ind. et export.	398,8	835,0	3573,8	4,6	6,9	5,9	15,9
élevage	39,0	99,4	393,0	0,4	0,8	0,6	20,6
forêt -pêche	3,6	19,0	58,1	-	0,2	0,1	39,5
Aménagements fonciers	23,7	144,0	420,7	0,3	1,2	0,7	43,5
Total secteur primaire	683,5	1507,5	6275,5	7,9	12,5	10,3	17,1
Electricité - eau	325,0	448,0	2303,0	3,8	3,7	3,8	6,6
mines	120,9	423,0	1484,4	1,4	3,5	2,4	28,5
industries	497,0	986,0	4316,0	5,8	8,2	7,1	14,7
artisanat	12,0	25,0	108,0	0,1	0,2	0,2	15,8
Total secteur secondaire	954,9	1882,0	8211,4	11,1	15,6	13,5	14,5
Commerce - services	43,7	55,0	295,2	0,5	0,4	0,5	4,7
transports	123,0	116,0	636,0	1,4	1,0	1,0	-
Total secteur tertiaire	166,7	171,0	931,2	1,9	1,4	1,5	0,5
Enseignement formation	389,0	360,5	2247,5	4,5	3,0	3,7	-
Santé publique	85,0	80,0	495,0	1,0	0,7	0,8	-
Affaires sociales	22,0	22,0	132,0	0,3	0,2	0,2	-
Total Invest. sociaux	496,0	462,5	2874,5	5,8	3,9	4,7	-
Total Invest. entreprises	2301,1	4023,0	18292,6	26,7	33,4	30,0	11,8
Postes et Télécommunications	100,0	135,5	702,5	1,2	1,1	1,1	6,3
Routes et Ponts	1224,0	1658,0	8593,5	14,3	13,7	14,1	6,3
Tourisme	300,0	406,0	2105,0	3,5	3,4	3,5	6,2
Aéronautique	95,0	129,0	668,0	1,1	1,1	1,1	6,3
Hydraulique	106,5	144,5	748,5	1,2	1,2	1,2	6,3
Logements	34,0	46,0	238,5	0,4	0,4	0,4	6,2
Urbanisme -voirie	302,0	409,0	2120,0	3,5	3,4	3,5	6,2
Total Invest. écon. et sociaux	2161,5	2928,0	15176,0	25,2	24,3	24,9	6,3
Jeunesse et sports	42,8	58,0	300,8	0,5	0,5	0,5	6,3
Information-radio	35,0	47,5	246,0	0,4	0,4	0,4	6,3
Administrations publiques	188,0	255,0	1321,0	2,2	2,1	2,2	6,3
Administra. privées	35,0	47,0	244,5	0,4	0,4	0,4	6,1
Administra. étrangères	45,0	61,0	316,0	0,5	0,5	0,5	6,3
Total Invest. administratifs	345,8	468,5	2428,3	4,0	3,9	4,0	6,3
Total Invest. administration	2507,3	3396,5	17604,3	29,2	28,2	28,9	6,3
Logements modernes	85,0	193,2	800,0	1,0	1,6	1,3	17,8
Logements traditionnels	979,6	1218,3	6572,6	11,4	10,1	10,8	4,5
Achats véhicules	127,0	169,0	883,5	1,5	1,4	1,4	5,9
Total Invest. ménages	1191,6	1580,5	8256,1	13,9	13,1	13,5	5,8
Total Invest. Bruts	6000,0	9000,0	44153,0	69,8	74,7	72,4	8,5
Etudes	105,0	130,0	703,0	1,2	1,1	1,2	4,4
Opérations de production	426,0	770,0	3507,0	5,0	6,4	5,7	12,6
Aide au fonctionnement	2060,0	2150,0	12628,5	24,0	17,8	20,7	0,9
Total autres financements	2591,0	3050,0	16838,5	30,2	25,3	27,6	3,3
TOTAL FINANCEMENTS	8591,0	12050,0	60991,5	100,0	100,0	100,0	7,0

Tableau 13. NATURE DES INVESTISSEMENTS BRUTS EFFECTUES PAR LES AGENTS ECONOMIQUES

en millions de FRW Agents	1976				1981			
	Matériel	Bâtiment T.P.	Accrois. cheptel	Total	Matériel	Bâtiment T.P.	Accrois. cheptel	Total
<u>ENTREPRISES</u>								
Secteur primaire	233,8	383,6	66,1	683,5	524,4	903,0	80,1	1507,5
Secteur secondaire et tertiaire	863,8	257,8		1121,6	1612,6	440,4		2053,0
Enseignement-santé	46,5	449,5		496,0	43,7	418,8		462,5
Total ENTREPRISES	1144,1	1090,9	66,1	2301,1	2180,7	1762,2	80,1	4023,0
ADMINISTRATIONS	896,2	1611,1		2507,3	1249,9	2146,6		3396,5
<u>MENAGES</u>								
Logements modernes		85,0		85,0		193,2		193,2
Logements tradit.		979,6		979,6		1218,3		1218,3
Achats véhicules	127,0			127,0	169,0			169,0
Total MENAGES	127,0	1064,6		1191,6	169,0	1411,5		1580,5
Tot.Invest.bruts	2167,3	3766,6	66,1	6000,0	3599,6	5320,3	80,1	9000,0

Tableau 14. CHEMINEMENT DES FINANCEMENTS PUBLICS ET PRIVES

en millions de FRW (prix 1976)

FINANCEMENTS	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Période 1976-81	
							en valeur	en %
<u>Secteur Primaire</u>								
Financement privé	203,6	207,7	211,9	216,2	220,6	225,1	1285,1	2,1
Financement public	479,9	587,1	715,4	869,7	1055,9	1282,4	4990,4	8,2
Total Primaire	683,5	794,8	927,3	1085,9	1276,5	1507,5	6275,5	10,3
<u>Secteur secondaire</u>								
Financement privé	220,0	295,3	396,8	539,2	730,7	989,0	3171,0	5,2
Financement public	734,9	790,5	841,9	879,7	900,4	893,0	5040,4	8,3
Total secondaire	954,9	1085,8	1238,7	1418,9	1631,1	1882,0	8211,4	13,5
<u>Secteur tertiaire</u>								
Financement privé	25,0	29,1	130,2	142,3	155,9	171,0	653,5	1,1
Financement public	141,7	106,7	13,6	10,1	5,6	-	277,7	0,4
Total tertiaire	166,7	135,8	143,8	152,4	161,5	171,0	931,2	1,5
<u>Enseignement-santé</u>								
Financement public	496,0	489,1	482,3	475,6	469,0	462,5	2874,5	4,7
<u>Total Inves. Entreprises</u>								
Financement privé	448,6	532,1	738,9	897,7	1107,2	1385,1	5109,6	8,4
Financement public	1852,5	1973,4	2053,2	2235,1	2430,9	2637,9	13183,0	21,6
Total Inves. Entrepr.	2301,1	2505,5	2792,1	3132,8	3538,1	4023,0	18292,6	30,0
<u>Infrastr. éco. et soc.</u>								
Inves. administratifs	345,8	367,4	390,5	415,1	441,0	468,5	2428,3	4,0
Tot. Inves. adm. F. publ.	2507,3	2664,1	2831,2	3008,5	3196,7	3396,5	17604,3	28,9
<u>Invest. ménages</u>								
Financement privé	1191,6	1258,0	1329,5	1406,5	1490,0	1580,5	8256,1	13,5
<u>Tot. Inves. bruts</u>								
Financement privé	1640,2	1790,1	2068,4	2304,2	2597,2	2965,6	13365,7	21,9
Financement public	4359,8	4637,5	4884,4	5243,6	5627,6	6034,4	30787,3	50,5
Tot. Invest. bruts	6000,0	6427,6	6952,8	7547,8	8224,8	9000,0	44153,0	72,4
<u>Opérations product.</u>								
Financement privé	67,0	72,2	77,7	83,6	90,0	97,0	487,5	0,8
Financement public	359,0	407,3	462,1	524,0	594,1	673,0	3019,5	4,9
Tot. opérations prod.	426,0	479,5	539,8	607,6	684,1	770,0	3507,0	5,7
<u>Aide à fonctionnement</u>								
Financement public	2165,0	2187,3	2210,0	2232,9	2256,3	2280,0	13331,5	21,9
<u>TOTAL FINANCEMENTS</u>								
Financement privé	1707,2	1862,3	2146,1	2387,8	2687,2	3062,6	13853,2	22,7
Financement public	6883,8	7232,1	7556,5	8000,5	8478,0	8987,4	47138,3	77,3
TOTAL FINANCEMENTS	8591,0	9094,4	9702,6	10388,3	11165,2	12050,0	60991,5	100,0

Section VI. L'évolution du commerce extérieur.

Les échanges extérieurs se développeront au cours du Troisième plan à des rythmes annuels nettement plus rapides que la production intérieure: 14,2% pour les exportations et 9,2% pour les importations, contre 7,2% pour la production intérieure. Les importations passeront de 8,5 milliards de FRW en 1976 à 13,3 milliards en 1981 et les exportations de 5,7 milliards en 1976 à 11,1 milliards en 1981. Le déficit commercial passera de 2,8 milliards en 1976 à 2,2 milliards en 1981. Il ne représentera plus à cette date que 9% du total des échanges extérieurs contre 19,6% en 1976. On se rapprochera donc alors de l'équilibre des échanges extérieurs, qui constitue l'un des éléments importants de l'indépendance économique du Pays. En 1976 comme en 1981, le déficit des échanges extérieurs résultera pour une large part des importations de biens d'équipements: 1,6 milliard en 1976 et 2,6 milliards en 1981 et des importations de produits sidérurgiques, mécaniques et électriques par les entreprises, 1,1 milliard en 1976 et 1,7 milliard en 1981.

L'aide extérieure globale qui passera de 6,5 milliards en 1976 à 8,4 milliards en 1981 couvrira très largement ces déficits.

1) Les exportations.

Si le rythme de croissance des exportations atteint 14,2% par an de 1976 à 1981, 3 produits seulement en seront avant tout responsables: les produits miniers, le thé et la pyrèthrine, dont les exportations croîtront respectivement de 18,4 de 17,3 et de 15,1% par an. Elles assureront à elles trois 53,1% du total des exportations en 1981 contre 45,7% en 1976. Trois autres sortes d'exportations connaîtront également des taux de croissance élevés: les fruits et légumes, le quinquina et les exportations de viande et de cuirs. Leurs taux d'augmentation seront respectivement de 48,6, de 32,7 et de 60% par an. Leur importance relative dans le total des exportations restera toutefois modeste: elle fourniront en 1981 6,4% de celui-ci contre 2,1% en 1976 (cf. le Tableau 15).

Ces exportations dont les taux annuels de croissance sont nettement plus élevés que le rythme moyen de croissance des exportations globales joueront seules un rôle noteur dans le développement de celles-ci. Elles assureront en outre une certaine diversification dans la nature des produits exportés, puisqu'à elles six elles représenteront en 1981 59,5% du total des exportations contre 47,8% en 1976.

Au contraire, le café qui assurera à lui seul 44,5% du total des exportations en 1976, n'en représentera plus que 37% en 1981. Son rythme de croissance annuelle sera seulement de 10%, contre 14,2% pour l'ensemble des exportations.

Toutefois, la liste des produits exportés restera, en 1981 comme en 1976, assez courte et sauf le ciment il s'agira en fait exclusivement de produits du sol et du sous-sol, destinés aux marchés extra-africains.

Il conviendrait, par suite, de prospecter les marchés des pays voisins et de passer avec eux des accords pour assurer aux productions industrielles rwandaises des débouchés extérieurs. Il pourrait s'agir, en plus du ciment, d'articles textiles et d'articles chaussants, d'appareils de radio et de cyclo-moteurs, d'articles en plastique etc..

2) Les importations.

Au cours du Troisième plan, les importations augmenteront de 9,2% par an, passant de 8,5 milliards de FRW en 1976 à 13,3 milliards en 1981.

Les produits des industries mécaniques et électriques constituent le plus important poste d'importations, dont le rythme de croissance sera de 10,2% par an de 1976 à 1981. Ces importations correspondent avant tout aux besoins d'équipement et aux demandes des entreprises pour leur production courante. En leur ajoutant les importations de produits sidérurgiques et d'autres produits manufacturés, on constate qu'elles représenteront à elles seules en 1981 37,3% du total des importations contre 36,1% en 1976. (cf. le Tableau 16).

De même, les importations de bois et d'articles en bois croîtront rapidement (12,1% par an), en liaison avec l'augmentation d'activité des entreprises de bâtiment et de travaux publics. Leur importance relative dans le total des importations restera toutefois faible: 1,4% en 1976 et 1,6% en 1981. Par contre, la création d'une cimenterie diminuera sensiblement le rythme de croissance des importations du poste: matériaux de construction, verre, faïence; de 1976 à 1981 celui-ci ne dépassera pas 6,8% par an.

Un autre groupe important d'importations est formé par celles de produits vivriers (avant tout du blé pour la meunerie), de produits animaux et de produits alimentaires. Les importations de produits vivriers et animaux augmenteront de 13,6% par an de 1976 à 1981, celles de produits alimentaires de 10,6%. Ensemble, elles représenteront en 1981 17,3% du total des importations contre 16,1% en 1976. Leur croissance est liée à celle des besoins alimentaires de la population, ceux en particulier de la population urbaine.

De leur côté, les importations de produits chimiques, de pétrole, de papier et de livres, mais aussi de transports, d'assurances et de services suivront avant tout le rythme d'augmentation de la demande des entreprises, y compris celle de l'enseignement, de la santé publique et du commerce: 13,3% d'augmentation annuelle pour les produits chimiques et le pétrole, 10,4% pour les transports et 11,4% pour les assurances et les services.

Par contre, le développement de la production locale entraînera une quasi stagnation des importations de produits textiles et d'articles chaussants, qui ne représenteront plus en 1981 que 11,2% du total des importations contre 16,9% en 1976. Il faut signaler en outre que sans le développement rapide de la production locale de riz, de sucre, d'huile et de lait, les importations de produits

alimentaires devraient croître à un rythme beaucoup plus rapide d'ici 1981 pour faire face aux besoins essentiels de la population.

C'est aussi dans les secteurs de l'alimentation, de l'habillement et des articles manufacturés que devront être concentrés, par la suite, les efforts faits pour couvrir par la production locale une plus grande partie des besoins et réserver les devises disponibles aux importations de biens d'équipement et de production et aux biens de consommation impossibles à produire sur place.

Tableau 15.

E X P O R T A T I O N S F O B

PRODUITS	Quantités en tonnes		Valeur en milliers de FRW (prix 1976)		Structure en %		Taux annuel de croiss.
	1976	1981	1976	1981	1976	1981	1976-1981
Fruits, légumes, fleurs, p. de terre	1.028	14.130	52.080	375250	0,9	3,4	48,6
quinquina	400	1.645	33.600	138180	0,6	1,2	32,7
coton-graine	600	800	19.380	25840	0,3	0,2	5,9
divers	-	-	6.000	8000	0,1	0,1	5,9
Peaux brutes	582	539	69.774	71232	1,2	0,6	0,4
Produits animaux	3.517	4.109	125.660	145150	2,2	1,3	2,9
Produits miniers	4.700	7.544	1.594.740	3712233	27,9	33,5	18,4
Total prod. bruts	10.827	28.767	1.901.234	4475885	33,2	40,3	18,7
Café marchand	18.670	30.075	2.546.010	4101490	44,5	37,0	10,0
Thé noir	5.583	12.412	601.570	1337365	10,5	12,0	17,3
Pyréthrine	135	231	416.590	840470	7,3	7,6	15,1
Viande	-	792	-	104990	-	0,9	-
Peaux travaillées	100	300	32.300	96900	0,6	0,9	24,6
Tot. prod. ruraux transformés	24.488	43.810	3.596.470	6481215	62,9	58,4	12,5
Courant électrique	-	-	21.720	-	0,4	-	-
Ciment	28.444	20.018	199.108	140126	3,5	1,3	-
Total autres produits industriels	28.444	20.018	220.828	140126	3,9	1,3	-
TOT. EXPORTATIONS	63.759	92.595	5.718.532	11097226	100,0	100,0	14,2

Tableau 16.

I M P O R T A T I O N S C A F

PRODUITS	N° Branche	Valeur en milliers de FRW (prix 1976)		Structure en %		Taux annuel croissance
		1976	1981	1976	1981	1976-81
Produits vivriers et Produits animaux	1111T 1112T 13T	86.495	163.506	1,0	1,2	13,6
Produits alimentaires	31M	1.290.639	2.140.231	15,1	16,1	10,6
Produits textiles - chaussures	32M	1.447.312	1.486.833	16,9	11,2	0,5
Bois-articles en bois	12T-33M	117.209	207.153	1,4	1,6	12,1
Papier - édition	34M	303.973	459.397	3,5	3,5	8,6
Produits chimiques - pétrole	35M	1.260.082	2.349.899	14,7	17,7	13,3
Matériaux construction- verre et faïence	36M- 29T	153.364	213.524	1,8	1,6	6,8
Articles mécaniques et électriques	38M	2.729.038	4.428.324	31,9	33,4	10,2
Produits sidérurgiques - autres articles manufact.	37-39	357.361	513.436	4,2	3,9	7,5
Courant électrique	41	36.449	18.030	0,4	0,1	-
Transports	71	597.285	978.755	7,0	7,4	10,4
Assurances-services	82-832	178.472	306.350	2,1	2,3	11,4
TOTAL IMPORTATIONS		8.557.679	13.265.438	100,0	100,0	9,2

Section VII. L'évolution démographique et la situation de l'emploi.

L'enquête démographique effectuée au Rwanda en 1970 (1) donne au 30 juin de cette année une population domiciliée de 3.655.000 personnes.

En tenant compte à la fois d'un taux d'accroissement annuel de 2,9% et d'un taux net de reproduction de 2,3% par an, le taux moyen d'accroissement de la population est de 2,6% par an.

La population domiciliée passera ainsi de 3.655.000 personnes en 1970 à 3.845.000 en 1972, 4.263.000 en 1976 et 4.847.000 en 1981. (cf. le Tableau 19).

Au 30 juin 1970, la population des collines recensées comme urbaines était de 128.000 personnes. D'après l'enquête, en se basant sur la date d'installation en ville des recensés, la progression annuelle de la population urbaine (y compris le mouvement naturel) est voisine de 6,3%.

A ce rythme de croissance, celle-ci atteindra 145.000 personnes en 1972, 185.000 en 1976 et 251.000 en 1981.

Par différence, le chiffre de la population rurale sera de 3.700.000 en 1972, 4.078.000 en 1976 et 4.596.000 en 1981, soit 2,4% de croissance annuelle.

La population rurale qui représentait 96,5% de la population totale en 1970, en formera encore 95,7% en 1976 et 94,8% en 1981, tandis que le pourcentage de la population urbaine passera de 3,5% à 4,3% et 5,2%, au cours de la période.

Toutefois, si, d'un point de vue économique, on définit la population rurale comme celle qui tire ses moyens de subsistance principalement d'activités rurales, la répartition par l'enquête de la population en rurale et urbaine, suivant des critères administratifs, ne saurait s'appliquer.

En effet, de nombreuses familles vivant dans des agglomérations considérées comme urbaines tirent le plus clair de leurs revenus de l'exploitation de leurs champs et restent, d'un point de vue économique, rurales.

D'après l'enquête de consommation alimentaire effectuée de 1966 à 1972 par l'I.N.R.S., près de 10% des familles à Kigali et près de 13% à Butare sont des familles de cultivateurs (2).

En outre, plus de 91% des familles à Kigali et 83% à Butare continuent de cultiver des champs, ce qui signifie qu'une partie plus ou moins importante des moyens de subsistance de ces familles provient d'activités rurales; et le fait d'avoir un salarié ou plusieurs ne suffit pas à classer comme non-rurale une famille,

(1) Enquête Démographique 1970, deux volumes, Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères chargé de la Coopération, République Française; République Rwandaise, Office général des Statistiques, 1973.

(2) Une enquête de consommation alimentaire en république rwandaise par H.L.Vis, C.Yourassowsky et H.Van Der Borcht, I.N.R.S., 1972.

si la majeure partie de ses moyens de subsistance lui vient de l'exploitation de ses champs.

Ces résultats de l'enquête de consommation sont confirmés par ceux de l'enquête démographique de 1970. Celle-ci donne, en effet, (1) une répartition de la population résidente de 15 ans et plus, selon la catégorie-professionnelle des enquêtés. On constate ainsi, en laissant de côté les retraités et les sans profession, que la population active en zone urbaine est constituée à près de 73% par des agriculteurs: employeurs, indépendants, auxiliaires familiaux et salariés agricoles. Par contre, il existe en dehors des agglomérations urbaines des gens qui tirent leurs moyens de subsistance principalement d'activités non-rurales: fonctionnaires, commerçants, transporteurs, salariés d'entreprises de travaux publics et qui, dans l'enquête, sont classés parmi la population rurale.

L'enquête démographique de 1970 (2) souligne également, qu'en laissant de côté les retraités et les sans profession, 72% des emplois non-ruraux se trouvent en zone rurale et qu'à l'inverse 28% seulement de ceux-ci sont en zone urbaine.

Or, pour pouvoir se faire une idée des incidences de l'augmentation de la production intérieure rurale et non-rurale sur les revenus des populations concernées, il était important de déterminer le nombre de gens qui tirent effectivement le plus clair de leurs moyens de subsistance d'activités rurales, d'une part, et à l'inverse le nombre de ceux qui tirent la majeure partie de leurs moyens d'existence d'activités non rurales.

De façon empirique, tout d'abord, on a considéré comme activités rurales non seulement l'ensemble des activités du secteur primaire: agriculture, élevage, pêche et forêts, mais également l'artisanat alimentaire et les formes traditionnelles d'artisanat: vannerie, menuiserie, poterie et finalement les constructions traditionnelles.

Par différence, toutes les autres activités secondaires et tertiaires, y compris la fonction publique et l'artisanat minier, étaient considérées comme des activités non-rurales.

Ensuite, parce qu'il n'était pas possible d'attribuer directement la production rurale à la population considérée comme rurale dans l'enquête démographique, et qu'il était difficile par ailleurs de trouver des statistiques valables sur le nombre de gens qui vivent effectivement de cette production, on a cherché à déterminer, au contraire, le nombre de ceux qui vivent des fruits de la production non-rurale.

(1) Opus cit., Tome II, p.224.

(2) Idem, Ibidem.

On constate qu'aux 131.982 emplois salariés de 1976, s'ajouteront 53.309 emplois de 1976 à 1981, portant le chiffre des emplois salariés à 185.291 en 1981, soit un rythme de croissance de 7% par an.

Au cours du Troisième plan, 69% des nouveaux emplois seront créés par le secteur privé, alors que celui-ci ne représentait en 1976 que 52,4% du total des emplois salariés. Mais ce pourcentage passera à 57,2% en 1981. Dans ce secteur, le nombre des emplois augmentera de 53,2% au cours de la période, mais il s'accroîtra de près de 74% dans l'industrie, de 75,4% dans les mines et de près de 60% dans le bâtiment et les travaux publics. En chiffres absolus, sur 36.779 emplois salariés créés par le secteur privé au cours du Troisième plan, 11.643 (31,7%) le seront par l'industrie, 9.770 par les mines (26,5%), 7.097 par le commerce et les services (19,3%) et 3.154 par le bâtiment et les travaux publics (8,6%). L'agriculture moderne fournira 3.646 emplois nouveaux, soit 9,9% du total et le personnel domestique 1.469 (4%).

Alors que le rythme moyen de croissance des emplois salariés sera de 7% par an de 1976 à 1981, ce taux sera de 8,9% par an dans le secteur privé.

Au regard du rôle moteur que jouera ce secteur dans la création d'emplois, pendant le Troisième plan, la contribution du secteur public sera plus modeste. Il ne fournira en tout que 11.245 emplois nouveaux (21,1% du total). Et le taux de croissance de l'emploi dans ce secteur sera seulement de 5,6% par an de 1976 à 1981. Le secteur public ne représentera plus en 1981 que 25,6% des emplois contre 27,5% en 1976.

Quant aux activités du secteur traditionnel, elles ne créeront en six années que 5.285 emplois; et ne représenteront plus en 1981 que 17,2% du total des emplois salariés contre 20,1% en 1976.

Il faut remarquer, toutefois, qu'une partie de ces emplois salariés concerne des activités que nous avons considérées comme rurales: agriculture moderne et constructions traditionnelles.

Si l'on retranche ces emplois ruraux du total des emplois salariés, le nombre de ceux considérés comme non-ruraux sera seulement de 114.471 en 1976 et de 162.538 en 1981. Par contre, les entrepreneurs individuels du commerce traditionnel percevront 3,7 milliards de FRW de revenus en 1976 et 5,3 milliards en 1981. En estimant que le revenu moyen du commerçant traditionnel atteindra 100.000 FRW en 1976 et qu'il devrait être de 114.000 FRW en 1981, on arrive à 36.564 commerçants traditionnels en 1976 et à 46.920 en 1981.

Au total, les emplois non-ruraux (expatriés compris) seront de 151.035 en 1976 et de 209.458 en 1981, soit 6,8% de croissance annuelle au cours de la période.

En tenant compte des résultats de l'enquête de consommation pour Kigali et Butare, on a estimé que les revenus par tête moyens des non-ruraux étaient d'environ 12.000 FRW par an en 1972 et qu'ils devraient atteindre quelque 18.000 FRW en 1976 et près de 20.000 FRW en 1981.

Toutefois, pour les commerçants traditionnels, en fonction de la croissance de leurs ressources, le revenu par tête des personnes à charge devrait être de 20.000 FRW en 1976 et de près de 23.000 en 1981, tandis que pour les salariés, il dépasserait à peine 17.000 FRW en 1976 et 18.000 en 1981.

Et c'est à partir de ces chiffres qu'on a estimé le nombre des personnes à charge de chaque salarié et de chaque commerçant.

Cela signifie qu'un salarié qui gagne 52.000 FRW par an est en mesure d'entretenir 3 personnes et que si sa famille compte 5 membres, deux d'entre eux doivent tirer leurs ressources d'autres activités et en particulier d'activités rurales. C'est d'ailleurs ce que semblent confirmer l'enquête de consommation et l'enquête démographique. On a vu, en effet, dans cette dernière que la population active en zone urbaine est constituée à près de 73% par des exploitants ou des salariés agricoles. Or 59% de ceux-ci sont des femmes, ce qui laisse supposer que, dans de nombreux ménages, la femme continue de cultiver des champs, alors que le mari est salarié (1).

De la sorte, les quelque 107.000 travailleurs de 1972 ont dû subvenir aux besoins d'une population non-rurale de 360.600 personnes, dont 355.000 nationaux et 5.600 expatriés. De la même façon, en 1976, 151.000 salariés et entrepreneurs individuels feront vivre 507.500 personnes, dont 499.400 nationaux et 8.100 expatriés; et en 1981 le chiffre de la population non-rurale atteindra 701.000 personnes dont 690.200 nationaux et 10.800 expatriés, pour quelque 209.500 emplois non-ruraux.

Le Tableau 19 présente au 30 juin de chaque année, d'une part, le chiffre de la population, nationale et expatriée, vivant d'activités non-rurales, et d'autre part, par différence avec celui de la population globale, le nombre de personnes vivant d'activités rurales. Ce dernier passera de 3.484.400 en 1972 à 3.755.500 en 1976 et 4.146.000 en 1981. Tandis que la population vivant d'activités non-rurale augmentera de 8,9 et de 6,7% par an, au cours des deux périodes (contre 6,3% pour la population urbaine), le rythme de croissance de la population vivant d'activités rurales ne sera que de 1,9^e et 2% par an (contre 2,4% par an pour la population rurale).

La population vivant d'activités rurales représentait en 1972 90,6% de la population totale, elle en formera encore 88,1% en 1976 et 85,5% en 1981 (au lieu de 94,8% pour la population rurale).

(1) Enquête démographique 1970, Tome II, p.224.

SALAIRES ET EMPLOIS PAR GRAND SECTEUR D'ACTIVITES ET PAR ANNEE

Tableau 17

Salaires - en millions de FRW (Prix 1976) Emplois - nombre SECTEUR	1976				1981				STRUCTURE en %		Taux an- nuel de croiss. 1976-81	
	Salaires nationaux expatriés		Emplois nationaux expatriés		Salaires nationaux expatriés		Emplois nationaux expatriés		1976	1981		
									Total	Total		
Secteur moderne												
Agriculture moderne	82.976	191	6.090	1	142.023	330	9.737	2	4,6	5,2	9,8	
Mines et gaz naturel	502.920	91.630	12.763	194	972.505	140.000	22.460	267	9,8	12,3	11,9	
Industrie	432.192	206.691	15.438	314	808.626	360.636	26.922	473	11,9	14,8	11,7	
Bâtiment - T.P.	743.915	574.100	8.337	743	1.104.075	852.045	11.238	996	6,9	6,6	6,1	
Services - commerce	474.850	239.549	13.002	411	805.350	401.678	19.890	620	10,2	11,1	8,8	
Personnel de maison	290.000	-	11.900	-	357.500	-	13.369	-	9,0	7,2	2,4	
Secteur privé	2.526.853	1.112.161	67.530	1.663	4.190.079	1.754.989	103.614	2.358	52,4	57,2	8,9	
Enseignement	931.043	825.000	13.021	715	1.336.441	1.184.225	16.992	933	10,4	9,7	5,5	
Santé	164.471	165.360	3.042	187	220.090	221.279	3.699	227	2,5	2,1	4,0	
Autres services publics	1.622.000	1.093.000	18.900	384	2.385.000	1.268.000	25.238	405	14,6	13,8	5,9	
Total secteur public	2.717.514	2.083.360	34.963	1.286	3.941.531	2.673.504	45.929	1.565	27,5	25,6	5,6	
Total secteur moderne	5.244.367	3.195.521	102.493	2.949	8.131.610	4.428.393	149.543	3.923	79,9	82,8	7,8	
Mines et carrières	197.119	-	9.545	-	239.950	-	10.554	-	7,2	5,7	2,0	
Constructions traditionn.	268.832	-	11.420	-	336.917	-	13.016	-	8,7	7,0	2,6	
Commerce traditionnel	74.146	-	5.575	-	121.602	-	8.255	-	4,2	4,5	8,2	
Total secteur traditionn.	540.097	-	26.540	-	698.469	-	31.825	-	20,1	17,2	3,7	
GRAND TOTAL	5.784.464	3.195.521	129.033	2.949	8.830.079	4.428.393	181.368	3.923	100,0	100,0	7,0	

Tableau 18.

- 91 -
 CREATION D'EMPLOIS
 Période 1976-81

SECTEURS	Nombre d'emplois			Structure		
	nationaux	expatriés	Total	nationaux	expatriés	Total
<u>Secteur moderne</u>						
Agriculture moderne	3.645	1	3.646	7,0	0,1	6,8
Mines et gaz naturel	9.697	73	9.770	18,5	7,5	18,3
Industrie	11.484	159	11.643	21,9	16,3	21,9
Bâtiment - T.P.	2.901	253	3.154	5,5	26,0	5,9
Services - commerce	6.888	209	7.097	13,2	21,5	13,3
Personnel de maison	1.469	-	1.469	2,8	-	2,8
Total secteur privé	36.084	695	36.779	68,9	71,4	69,0
Enseignement	3.971	218	4.189	7,6	22,4	7,9
Santé	657	40	697	1,3	4,1	1,3
Autres services publics	6.338	21	6.359	12,1	2,1	11,9
Total secteur public	10.966	279	11.245	21,0	28,6	21,1
TOTAL SECTEUR MODERNE	47.050	974	48.024	89,9	100,0	90,1
<u>Secteur traditionnel</u>						
mines et carrières	1.009		1.009	1,9		1,9
constructions tradition.	1.596		1.596	3,1		3,0
commerce traditionnel	2.680		2.680	5,1		5,0
TOTAL SECTEUR TRADITION.	5.285		5.285	10,1		9,9
GRAND TOTAL	52.335	974	53.309	100,0	100,0	100,0

Tableau 19. POPULATION AU 30 JUIN DE CHAQUE ANNEE

POPULATION	Nombre de personnes				Taux annuel de croissance	
	1970	1972	1976	1981	72-76	76-81
Urbaine	128.000	145.000	185.000	251.000	6,3	6,3
Rurale	3.527.000	3.700.000	4.078.000	4.596.000	2,4	2,4
TOTAL POPULATION	3.655.000	3.845.000	4.263.000	4.847.000	2,6	2,6
Population vivant d'activités						
RURALES	3.311.000	3.484.400	3.755.500	4.146.000	1,9	2,0
NON-RURALES						
nationaux	339.500	355.000	499.400	690.200	8,9	6,7
expatriés	4.500	5.600	8.100	10.800	9,7	5,9
Total non-rurales	344.000	360.600	507.500	701.000	8,9	6,7
TOTAL POPULATION	3.655.000	3.845.000	4.263.000	4.847.000	2,6	2,6

Section VIII. L'évolution de la production et des revenus par tête.

Une fois estimé le nombre de personnes tirant principalement leurs ressources d'activités rurales et celui des personnes vivant d'activités non-rurales, il devenait possible de répartir entre ces deux types de population la production intérieure et les revenus.

Le Tableau 20 effectue la ventilation de la production intérieure entre production rurale et non-rurale.

La production rurale, en valeur ajoutée, passera de 20,3 milliards de FRW en 1976 à 25,7 milliards en 1981, soit 4,7% de croissance annuelle au cours de la période.

De son côté, la production non-rurale atteindra 15,5 milliards en 1976 et 25,2 milliards en 1981, soit 10,1% de croissance annuelle. L'ensemble de la production intérieure brute augmentera de 7,2% par an durant la même période.

Toutefois, si l'on ne considère que la production commercialisée, l'écart entre la production rurale et la production non-rurale devient moins important, puisque la première croîtra de 6,9% par an de 1976 à 1981 contre 10,1% pour la seconde. Et en particulier la production primaire commercialisée augmentera de 8,1% par an au cours du Troisième plan.

Si l'on tient compte, par contre, de l'importance et de la croissance respective des deux types de population concernée, on constate qu'en valeur absolue et en taux d'augmentation les résultats par tête restent très modestes.

La production intérieure par tête qui était de 5.499 FRW par an en 1972, dont plus de 41% auto-consommés, passera à 8.414 FRW en 1976 et 10.499 FRW en 1981, soit 4,6% de croissance annuelle au cours du Troisième plan. L'auto-consommation, par contre, représentera moins de 25% de la production en 1981, contre 30,5% en 1976. Et la production commercialisée augmentera au rythme de 9% par an au cours de la période.

Par ailleurs, la population vivant d'activités rurales augmentant de 2% par an, pour une production qui croîtra de 4,7% par an de 1976 à 1981, le taux d'augmentation annuelle de la production rurale par tête sera de 2,7%. Ce taux est très faible si l'on tient compte du montant que représente la production rurale par tête en 1972: 4.142 FRW qui passera à 5.415 FRW en 1976 et à 6.193 FRW en 1981.

Sans doute, grâce aux opérations de développement des cultures de rapport, la production rurale commercialisée augmentera à un rythme nettement plus rapide: 4,9% par tête et par an de 1976 à 1981. Mais là encore, en valeur absolue les résultats sont très modestes puisqu'elle n'atteindra en 1981 que 3.172 FRW par tête et par an, contre 2.502 FRW en 1976 et 1.643 FRW en 1972.

Quant à la population vivant d'activités non-rurales, ses effectifs croîtront de 6,7% par an de 1976 à 1981 pour une production qui augmentera de 12,1%

par an. L'augmentation de la production non-rurale par tête sera donc de 3,4% par an. Celle-ci représentera 35.966 FRW par tête et par an en 1981, contre 30.612 FRW en 1976 et 18.635 FRW en 1972.

La production commercialisée par tête, tant des ruraux que des non-ruraux augmentera finalement à des rythmes assez voisins (4,9% et 3,4% par an) au cours du Troisième plan.

Ce parallélisme dans les taux de croissance par tête de la production des ruraux et des non-ruraux est en fait le signe des contraintes qui pèsent sur le développement des activités secondaires et tertiaires, étroitement dépendantes de celui des activités primaires, pour leur approvisionnement en matière première et pour l'écoulement de leurs produits.

En outre, une partie non négligeable de la production non-rurale est constituée par les bénéfices et les provisions pour amortissements des entreprises, ce qui diminue d'autant les revenus effectivement touchés par les ménages non-ruraux.

Pour mesurer, par suite, de façon plus précise, les incidences de la croissance sur les revenus des ruraux et des non-ruraux, on a attribué à ces deux catégories de population, les revenus qui leur sont directement versés par les entreprises et les administrations: salaires et traitements et revenus des entrepreneurs individuels. On n'a pas tenu compte, toutefois, d'un certain nombre de transferts et subventions qui augmentent effectivement les revenus des ménages (cf. le Tableau 22), mais qui ne sont pas directement liés à la production intérieure.

Par contre, les salaires et traitements versés à leurs agents par les administrations publiques et privées constituent la rémunération de services rendus, considérés comme nécessaires au bon fonctionnement des institutions et de l'économie, et à ce titre payés grâce aux impôts prélevés sur la production.

Le Tableau 21 donne pour les ruraux et les non-ruraux l'évolution de leurs revenus de 1976 à 1981. Ceux des ruraux passeront de 19,5 milliards de FRW en 1976 à 24,3 milliards en 1981, soit 4,5% de croissance annuelle au cours de la période. Quant à ceux des non-ruraux nationaux, ils atteindront 13,7 milliards de FRW en 1981 contre 9,1 milliards en 1976, soit 3,5% de croissance annuelle de 1976 à 1981.

Les revenus des expatriés, eux passeront de 3,2 milliards de FRW en 1976 à 4,4 milliards en 1981, soit 6,7% de croissance annuelle.

En tenant compte de la croissance respective de ces deux catégories de population, on constate que les revenus, par tête et par an, des ruraux passeront de 4.038 FRW en 1972 à 5.185 FRW en 1976 et 5.859 FRW en 1981, soit une augmentation annuelle de 2,5% de 1976 à 1981, ce qui reste très faible tant en valeur relative qu'en valeur absolue.

Sans doute, leurs revenus monétaires augmenteront de 4,6% par an, au cours du Troisième plan; mais là encore les résultats en valeur absolue sont dérisoires, puisque le revenu monétaire par tête et par an des ruraux sera seulement

de 2.838 FRW en 1981 contre 2.272 FRW en 1976 et 1.539 FRW en 1972.

Pour les non-ruraux nationaux, dont les revenus moyens par tête et par an passeront de 12.123 FRW en 1972 à 18.200 FRW en 1976 et à 19.849 FRW en 1981, les rythmes de croissance seront encore plus lents: 1,8% par an de 1976 à 1981.

Quant aux expatriés, leurs revenus par tête et par an seront pratiquement stagnants: 394.509 FRW en 1976 et 410.036 FRW en 1981, soit 0,8% de croissance annuelle. Cette quasi stagnation s'explique en fait par l'accroissement plus rapide des emplois dans le secteur secondaire où les salaires sont moins élevés en moyenne que dans la fonction publique.

Au total, les revenus des non-ruraux augmenteront de 1,4% par tête et par an de 1976 à 1981. Et, pour l'ensemble de la population, les revenus globaux croîtront de 3,3% par tête et par an, au cours de cette période, et de 4,9% pour les revenus monétaires.

En comparant, en outre, les rythmes d'augmentation, par tête et par an, de la production non-rurale et des revenus des non-ruraux, on remarque que sur une croissance annuelle de 3,4% de la production non-rurale, seulement 1,4% va aux ménages non-ruraux. Le reste, soit 2%, va aux entreprises sous forme d'amortissement ou de bénéfices et, pour une faible part, aux administrations, puisque ces dernières reversent aux ménages, sous forme de traitements et salaires, la majeure partie des impôts indirects perçus sur les entreprises (108% en 1972, 79,6% en 1976 et 72,5% en 1981).

On verra, ainsi, en établissant les comptes des entreprises, que ces dernières disposeront d'une capacité de financement de 2 milliards de FRW en 1976, et de 3,6 milliards en 1981 qu'elles ne pourront pas investir sur place (cf. les Tableaux 37 et 38).

En définitive, si la croissance globale de la masse des revenus distribués au cours du Troisième plan semble assez satisfaisante, 5,9% par an, le rythme d'augmentation de la population rurale et non-rurale réduit à peu de chose, pour ces deux types de population, les effets de la croissance économique: 2,5 et 1,4% par tête et par an.

Il faut pourtant souligner que grâce aux importantes opérations de développement rural qui seront lancées d'ici la fin du Troisième plan, les revenus monétaires des ruraux connaîtront un rythme de croissance appréciable: 4,6% par tête et par an de 1976 à 1981. Certes en valeur absolue les résultats resteront faibles, mais, compte tenu du niveau extrêmement bas des ressources des ruraux en début de période, ces progrès correspondent sans doute au maximum qu'il est possible d'espérer en six années. La modernisation du monde rural exigera de longs délais, tant pour la réalisation matérielle des opérations projetées que pour la transformation de la mentalité des paysans. L'essentiel est moins d'arriver à un rythme de croissance très élevé que de maintenir pendant vingt et trente années un processus vigoureux et dynamique de progrès.

Et les efforts entrepris de 1976 à 1981 pour développer les cultures destinées à l'industrie et à l'exportation et pour intensifier les cultures vivrières constituent sans aucun doute l'amorce d'un processus de ce genre.

La difficulté sera en fait de poursuivre ces efforts et de maintenir le processus de modernisation au-delà du Troisième plan.

On a vu, en effet, qu'une fois réalisées les différentes opérations d'intensification et d'extension des cultures de rapport et des cultures vivrières, qui sont prévues pour les six prochaines années, la poursuite des actions de modernisation exigera qu'on puisse agrandir la superficie moyenne des exploitations.

Or, à supposer qu'on veuille porter progressivement cette dernière à 1,8 ha au lieu de 1,1 actuellement, compte tenu des terres disponibles et des besoins de pâturages du troupeau, le nombre des exploitations possibles ne saurait dépasser 750.000, alors que dès 1976 le nombre des exploitations effectives dépassera ce chiffre.

Et même si l'on cherchait simplement à maintenir les exploitations agricoles à leur taille actuelle, 110 ares, le nombre total des exploitations possibles serait alors de 1.139.000, ce qui permettrait de créer encore 295.300 exploitations à partir de 1976. Mais à partir de 1991, il ne resterait plus de terres disponibles pour installer de nouvelles exploitations agricoles.

Compte tenu des possibilités de créer des emplois non-ruraux, qui sont, on l'a vu, largement fonction de la croissance des revenus des ruraux et de l'augmentation des productions destinées aux industries, dans ces deux hypothèses, les surplus de population qui apparaîtront viendront diminuer le revenu moyen par tête des ruraux.

C'est-à-dire que si l'on veut entreprendre une modernisation en profondeur des exploitations agricoles, indispensable d'ailleurs pour qu'on puisse retenir à la terre les jeunes scolarisés, ou simplement moderniser les exploitations sous leur forme actuelle, de toute façon il faut arrêter ou freiner brutalement la croissance de la population rurale.

Le développement à long terme de l'agriculture et par contrecoup celui de l'économie rwandaise exige, on l'a vu, que quelque 45.000 personnes quittent la terre chaque année, à partir de 1976 et jusqu'à la fin du siècle, compte tenu de celles qui vivront des emplois non-ruraux dont la création est prévue par le Plan.

Seule une politique démographique particulièrement dynamique est susceptible d'apporter une solution à ce problème difficile, de sa réussite, dépend pour une large part la possibilité de moderniser l'économie du Pays et d'en assurer durablement le progrès.

Tableau 20.

PRODUCTION INTERIEURE RURALE ET NON-RURALE

en milliers de FRW (prix 76)	1976			1981			Taux annuel de croissance Période 1976-1981		
	commercia- lisée	non-commer- cialisée	Total	commercia- lisée	non-commer- cialisée	Total	commerc. non-commerc.	Total	
RURALE									
Primaire	7.064.280	9.815.300	16.879.580	10.427.469	11.245.945	21.673.414	8,1	5,1	
31T artisanat alimentaire	1.566.591	1.124.837	2.691.428	1.782.047	1.277.981	3.060.028	2,6	2,6	
32T vannerie artisanale	326.250		326.250	396.930		396.930	4,0	4,0	
33T menuis. artisanale	28.253		28.253	35.269		35.269	4,5	4,5	
36T poterie artisanale	149.821		149.821	171.470		171.470	4,0	4,0	
50T construct. traditionnelle	268.832		268.832	336.917		336.917	4,6	4,6	
Total production rurale	9.395.027	10.940.137	20.335.164	13.150.102	12.523.926	25.674.028	2,7	4,7	
NON RURALE									
mines	1.135.506		1.135.506	2.720.093		2.720.093	19,2	19,2	
industrie	2.564.380		2.564.380	5.204.925		5.204.925	15,2	15,2	
Bâtiment - T.P.	1.604.397		1.604.397	2.381.154		2.381.154	8,2	8,2	
Total secondaire	5.304.283		5.304.283	10.314.172		10.314.172	14,2	14,2	
Total tertiaire	10.231.066		10.231.066	14.898.329		14.898.329	7,0	7,0	
Total product.non-rurale	15.535.349		15.535.349	25.212.501		25.212.501	10,1	10,1	
Total product.intérieure	24.930.376	10.940.137	35.870.513	38.362.603	12.523.926	50.886.529	9,0	7,2	
Production par tête en FRW (prix 76)									
Production intérieure	5.648	2.566	8.414	7.915	2.584	10.499	6,4	4,6	
Production rurale	2.592	2.913	5.415	3.172	3.021	6.193	4,9	2,7	
Production non-rurale	30.612		30.612	35.966		35.966	5,4	3,4	
Population concernée									
Totale en milliers vivant d'activités:									
Rurales	4.263	4.263	4.263	4.847	4.847	4.847	2,6	2,6	
non-rurales	3.755,5	3.755,5	3.755,5	4.146	4.146	4.146	2,0	2,0	
	507,5	507,5	507,5	701	701	701	6,7	6,7	

Tableau 21.

REVENUS DES RURAUX ET DES NON-RURAUX

en milliers de FRW (prix 1976)	1976			1981			Taux annuel croissance Période 1976-1981		
	monétaires	non-monétaires	Total	monétaires	non-monétaires	Total	monét.	non-monét.	Total
Ruraux									
Salaires agricoles	82.976		82.976	142.023		142.023	11,4		11,4
Exploitations ruraux	6.117.371	9.815.300	15.932.671	8.900.872	11.245.945	20.145.817	7,8	2,7	4,8
Artisanat alimentaire	1.566.591	1.124.837	2.691.428	1.782.047	1.277.981	3.060.028	2,6	2,6	2,6
Vannerie	326.250		326.250	396.930		396.930	4,0		4,0
Menuiserie artisanale	28.253		28.253	35.269		35.269	4,5		4,5
Poterie	140.821		140.821	171.470		171.470	4,0		4,0
construction traditionnelle	268.832		268.832	336.917		336.917	4,6		4,6
Total Ruraux	8.531.094	10.940.137	19.471.231	11.765.528	12.523.926	24.289.454	6,6	2,7	4,5
Non-Ruraux									
nationaux									
salariés	5.142.656		5.142.656	7.993.639		7.993.639	9,2		9,2
personnel domestique	290.000		290.000	357.500		357.500	4,3		4,3
commerce traditionnel	3.656.402		3.656.402	5.348.902		5.348.902	7,9		7,9
Total Nationaux	9.089.058		9.089.058	13.700.041		13.700.041	8,5		8,5
Expatriés	3.195.521		3.195.521	4.428.393		4.428.393	6,7		6,7
Total Non-Ruraux	12.284.472		12.284.472	18.128.434		18.128.434	8,1		8,1
Total Revenus	20.815.673	10.940.137	31.755.810	29.893.962	12.523.926	42.417.888	7,5	2,7	5,9
Revenus par tête en FRW (prix 76)									
Ruraux	2.272	2.913	5.185	2.838	3.021	5.859	4,6	0,7	2,5
Non-Ruraux									
nationaux	18.200		18.200	19.849		19.849	1,8		1,8
expatriés	394.509		394.509	410.036		410.036	0,8		0,8
Total Non-Ruraux	24.206		24.206	25.861		25.861	1,4		1,4
Total Population	4.883	2.566	7.449	6.167	2.504	8.751	4,9	0,1	3,3

Section IX. Les revenus et la consommation des ménages.

a) Les revenus des ménages.

En plus des revenus qu'ils tirent de leur travail: salaires et traitements et revenus des entrepreneurs individuels, les ménages reçoivent un certain nombre de transferts des administrations et des entreprises: intérêts et dividendes, assistance publique ou privée, prestations sociales, indemnités pour dommages versés par les compagnies d'assurance.

Par contre, la subvention qui figure dans le compte des ménages pour les dépenses d'enseignement et de santé est constituée en majeure partie (environ 60%) par les salaires et traitements versés aux enseignants et au personnel médical et sanitaire. Elle correspond ainsi, avant tout, à des revenus salariés déjà comptabilisés dans ceux des ménages. En réalité, cette subvention est fictive, on l'a vu dans le chapitre I, puisqu'elle correspond aux dépenses effectuées par les administrations publiques et privées pour l'enseignement et la santé.

Il s'agit là d'une adaptation limitée de la comptabilité rwandaise au nouveau système révisé des Nations-Unies (S.C.N.). Ce dernier classe, en effet, parmi les entreprises toutes les administrations, publiques et privées, ce qui oblige celles-ci à acheter fictivement leur propre production. Pour éviter ce qui est d'arbitraire, du point de vue économique, cette présentation du produit intérieur brut, on a préféré ne retenir comme production des administrations publiques et privées que l'enseignement et la santé qui concernent directement les ménages. On a donc fait "consommer" ces productions par ceux-ci; la dépense correspondante étant couverte par une subvention des administrations aux ménages. On assimile ainsi l'enseignement et la santé publique à des productions marchandes, équilibrées en ressources et en emplois et l'on continuera de parler de production intérieure brute pour la somme des valeurs ajoutées par les entreprises, y compris l'enseignement et la santé.

Le Tableau 22 présente pour les années 1976 et 1981 les différentes sortes de revenus perçus par les ménages. Leur montant total passera de 35,1 milliards de FRW en 1976 à 47,2 milliards en 1981, soit 6,1% de croissance annuelle.

On constate qu'en 1976 65,8% des revenus des ménages provenaient de l'activité des entrepreneurs individuels, tout particulièrement des exploitants ruraux qui ont perçus 45,7% du total.

D'un autre côté, les salaires et traitements versés par les entreprises et les administrations ont procuré aux ménages en 1976 25% de leurs revenus.

Toutefois, ils doivent croître d'ici 1981 à un rythme plus rapide que les revenus des entrepreneurs individuels: 8,3% par an contre 5%. Aussi, les salaires et les traitements représenteront-ils en 1981 27,7% des revenus des ménages, contre 25% en 1976; au contraire, les revenus des entrepreneurs individuels fourniront aux ménages 62,6% de leurs ressources en 1981, contre 65,8% en 1976.

La baisse d'importance relative sera particulièrement sensible pour les exploitants ruraux, dont les revenus ne représenteront plus en 1981 que 42,9% du total contre 45,7% en 1976.

Par contre, ce sont les salaires distribués par les entreprises qui connaîtront l'augmentation de valeur relative la plus importante: avec des rythmes annuels d'accroissement de 9,2% au cours du Troisième plan, ils fourniront en 1981 19,9% des revenus des ménages, contre 17,3% en 1976.

Il reste que le poids des revenus des entrepreneurs individuels et en particulier des exploitants ruraux conservera son importance prépondérante dans les revenus des ménages, tout au cours de la période, freinant par là-même leur croissance et interdisant des changements profonds dans la structure de leur répartition.

b) La consommation des ménages.

Les ménages consacreront 88,5% de leurs revenus en 1976 à des achats de biens et services; ces dépenses en absorberont 88,8% en 1981.

Le Tableau 23 présente, par groupe de produits, les différentes dépenses de consommation effectuées par les ménages en 1976 et 1981, leurs rythmes annuels de croissance et leur structure.

La part de l'auto-consommation familiale diminuera de façon sensible, au cours de la période, puisqu'elle ne représentera plus que 29,3% de la consommation totale en 1981, contre 34,5% en 1976.

Au contraire, la consommation commercialisée augmentera en moyenne de 7,8% par an de 1976 à 1981, passant de 20,3 milliards de FRW en 1976 à 29,6 milliards en 1981.

Comme l'auto-consommation ne croîtra que de 2,8% par an au cours du Troisième plan, le rythme global d'augmentation de la consommation des ménages sera de 6,2% de 1976 à 1981, soit 3,6% d'augmentation par tête et par an.

En six années, la structure de cette consommation se sera légèrement modifiée: les dépenses d'alimentation ne représenteront plus en 1981 que 66,5% du total contre 69,3% en 1976. En contrepartie, la part des achats de produits manufacturés passera de 16,8% en 1976 à 18,3% en 1981. Quant aux dépenses d'énergie et de services, leur importance relative augmentera très sensiblement, elles atteindront 13,9% du total en 1976 et 15,2% en 1981.

Structure de la consommation des ménages par grand poste.

<u>Nature des consommations</u>	1972	1976	1981
Produits alimentaires	78,1	69,3	66,5
Energie et services	11,2	13,9	15,2
Articles manufacturés	<u>10,7</u>	<u>16,8</u>	<u>18,3</u>
Total	100,0	100,0	100,0

c) Le bilan alimentaire en 1976 et 1981.

Etant donné que la consommation alimentaire des ménages par tête n'augmentera que très lentement de 1976 à 1981, 2,7% par an, il était important de vérifier

que la ration alimentaire ne risquait pas de subir une certaine détérioration, en quantité et surtout en qualité.

A partir des produits alimentaires, d'origine locale ou importés, disponibles en 1976 et 1981, pour la consommation des ménages, on a donc calculé pour ces deux années, le bilan alimentaire par habitant, en calories, protéines et lipides. Les résultats en sont donnés dans les Tableaux 24 et 25.

Ce bilan est dressé séparément pour les produits alimentaires d'origine végétale et pour les produits animaux.

Pour les produits vivriers, les disponibilités sont réduites par les pertes au stockage et par les quantités nécessaires pour les semences. Celles de produits animaux sont diminuées par les exportations de bétail sur pied et par la capitalisation du cheptel.

Pour l'année 1976 (cf. le Tableau 24), on constate que la ration alimentaire par habitant sera en moyenne de 1,6 kilogramme par jour dont 1.605 grammes de produits d'origine végétale et seulement 36 grammes de produits animaux. 33% de la ration de produits vivriers sont constitués par la bière de banane et de sorgho qui ne fournit, par contre, qu'un peu moins de 25% des calories d'origine végétale.

Au point de vue énergétique, les produits consommés donneront par habitant 2344 calories par jour dont 2299 d'origine végétale et 45 d'origine animale. Ils fourniront en outre 68,8 grammes de protéines dont 65,8 d'origine végétale et seulement 3 d'origine animale, et 17 grammes de lipides dont 14,1 d'origine végétale et 2,9 seulement d'origine animale.

D'après les normes de la F.A.O., le nombre de calories nécessaires à un Rwandais, d'un poids moyen de 50 kgs et vivant à 1.500 mètres d'altitude, est d'environ 2.100 calories; ce qui est légèrement inférieur à la quantité de calories qui sera disponible par habitant en 1976.

Pour les protéines, toujours d'après la F.A.O., la quantité normale au Rwanda devrait être de 40 grammes par jour, ce qui est inférieur aux 69 grammes de la ration de 1976; mais 10 grammes de protéines devraient être d'origine animale, au lieu des 3 grammes contenus dans cette ration.

Enfin, pour les lipides, la quantité consommée journellement devrait être de 42 grammes; les 17 grammes de la ration de 1976 traduisent un déficit important en matière de corps gras. Ce déficit tient à la faible quantité de produits animaux consommés, mais aussi au peu de place tenue dans la ration par les corps gras végétaux: arachides, soja, et aux très faibles quantités d'huile alimentaire consommées par tête et par an.

A supposer que les quantités disponibles soient effectivement consommées, sans trop de pertes à la préparation et à la consommation des aliments, on ne peut parler d'une ration quantitativement insuffisante; mais elle est qualitativement déséquilibrée, trop de glucides, pas assez de protéines animales et surtout pas assez de lipides.

L'enquête alimentaire signale, en outre, la présence à l'état endémique d'avitaminose A qui est due "au peu d'aliments d'origine animale consommés et à la très grande pauvreté du régime en graisse (le carotène et les vitamines A sont liposolubles)" (1).

Il serait donc indispensable à long terme d'augmenter la production de protéines animales non seulement viande, mais produits laitiers et poisson, et surtout celle de corps gras, en développant la production des oléagineux.

Les efforts faits d'ici 1981, en matière de production animale, réussiront à maintenir à son niveau la ration actuelle, 3,3 grammes en 1981 contre 3 grammes en 1976. Celle de lipides par contre sera plus nettement améliorée: 20,4 grammes en 1981 contre 17 grammes en 1976. Le progrès le plus net proviendra de la consommation d'huile alimentaire, qui représentera 3,8 grammes par jour et par personne en 1981 contre 1,4 gramme en 1976.

Par ailleurs, il serait également profitable d'entreprendre une action d'éducation alimentaire auprès des ménagères pour les amener à diversifier la composition des repas. Comme le signale, en effet, l'étude citée: "l'organisme humain tire plus de bénéfice d'un repas comprenant un mélange de légumineuses et de céréales (protéines complémentaires) que de repas monoalimentaires composés de l'un ou l'autre aliment "(II).

L'examen des bilans alimentaires pour 1976 et 1981, permet de constater que non seulement la ration alimentaire ne se détériorera pas au cours de la période, mais même qu'elle se trouvera légèrement améliorée. En six années, la ration de calories augmentera de 5,4%, passant de 2.344 calories par tête et par jour en 1976 à 2.470 calories en 1981, et la quantité de calories d'origine animale atteindra 52 grammes en 1981 contre 45 en 1976.

La quantité de protéines consommées croîtra de 3,9% en six années, atteignant 71,5 grammes en 1981 contre 68,8 grammes en 1976, et celle de lipides de 20% passant de 17 à 20,4 grammes par tête et par jour.

Sauf la nette augmentation d'huile alimentaire et de lait, la composition de la ration restera pratiquement inchangée tout au cours de la période.

(I) Une enquête de consommation alimentaire en république rwandaise; par H.L.Vis, C.Yourassowsky et H. Van Der Borgh, I.N.R.S., 1972, p.101.

(II) Opus cit., p.127.

Tableau 22. LES REVENUS DES MENAGES

en millions de FRW.	en Valeur		Structure en pourcentages		Taux annuel de croissance
	1976	1981	1976	1981	1976-81
<u>1. Salaires et traitements</u>					
<u>Administrations</u>					
nationaux	1.622	2.385	4,6	5,1	8,0
expatriés	1.093	1.268	3,1	2,7	3,0
<u>Total Administrations</u>	2.715	3.653	7,7	7,8	6,1
<u>Entreprises</u>					
nationaux	3.956	6.245	11,3	13,2	9,6
expatriés	2.103	3.160	6,0	6,7	8,5
<u>Total Entreprises</u>	6.059	9.405	17,3	19,9	9,2
<u>Total Salaires et trait.</u>	8.774	13.058	25,0	27,7	8,3
<u>2. Intérêts et dividendes</u>	37	78	0,1	0,2	16,1
<u>3. Transferts</u>					
Assistance	112	141	0,3	0,3	4,7
Domages assurance	39	58	0,1	0,1	8,3
Subvention santé-enseign.	3.008	4.253	8,6	9,0	7,2
<u>Total Transferts</u>	3.159	4.452	9,0	9,4	7,1
<u>4. Prestations sociales</u>	34	50	0,1	0,1	8,0
<u>5. Revenus entrepreneurs individuels</u>					
Exploitants ruraux	16.028	20.236	45,7	42,9	4,8
Personnel domestique	290	357	0,8	0,8	4,3
Commerce tradi-artisanat	6.769	8.926	19,3	18,9	5,7
<u>Total Revenus entre.indivi.</u>	23.087	29.519	65,8	62,6	5,0
<u>TOTAL REVENUS MENAGES</u>	35.091	47.157	100,0	100,0	6,1

(en tonnes)	Production		Importations brutes	Total Ressour- ces	Exporta- tions brutes	Total dispo- nibilités
	à transfor- mer	finale				
Patate douce		810.000		810.000		810.000
Manioc		330.000		330.000		330.000
farine de manioc	(313.500)	92.670		92.670		92.670
Igname et colocase		30.000		30.000		30.000
Pomme de terre		140.000		140.000		140.000
Blé		1.900	6.300	8.200		8.200
farine de blé	((7.800)	5.660	2.000	7.660		7.660
Paddy		3.000		3.000		3.000
Riz	(2.500)	1.600	1.000	2.600		2.600
Eleusine		3.320		3.320		3.320
Sorgho		180.000		180.000		180.000
farine de sorgho	(167.000)	150.300		150.300		150.300
Maïs		78.650		78.650		78.650
farine de maïs	(66.000)	59.400		59.400		59.650
Sucre	(25.000)	2.000	2.800	4.800		4.800
Pois		75.000		75.000		75.000
Haricot		240.000		240.000		240.000
Arachide		18.700		18.700		18.700
Soja		5.500		5.500		5.500
Légumes et fruits		54.500		54.500	1.028	53.472
Feuilles vertes		43.500		43.500		43.500
Banane		1.910.000		1.910.000		1.910.000
Bière de banane	(1.705.500)	602.000		602.000		602.000
Bière de sorgho	(129.060)	309.700		309.700		309.700
Huiles végétales		2.000	1.700	3.700		3.700
Total produits vivr.						
Boeuf(nombre)		104.400		104.400	10.680	93.720
Viande de boeuf(T.)	(77.520)	7.985		7.985		7.985
Abats	(77.520)	1.597		1.597		1.597
Chèvre		485.000		485.000	63.600	421.400
Viande	(407.700)	4.900		4.900		4.900
Abats	(407.700)	1.600		1.600		1.600
Mouton		87.000		87.000	65.700	21.300
Viande	(21.300)	314		314		314
Porc		30.000		30.000	7.900	22.100
Viande	(22.100)	1.053		1.053		1.053
Poulet	(431.000)	355		355		355
Viande de chasse		4.000		4.000		4.000
Oeuf		920		920		920
Lait(milliers de l.)		31.000		31.000		31.000
Poissons		2.200	496	2.696		2.696
Graisses animales		400	100	500		500
Tot.Produits animaux						
TOTAL GENERAL						

	Alimen- tation humaine	Kilog. par an	Grammes par jour	Calories par jour	Protides en grs.	Lipides en grs.
Patate douce	740.000	173,6	475,6	461	5,2	1,4
Manioc						
farine de manioc	92.670	21,7	59,4	201	0,9	0,4
Igname et colocase	28.00	6,5	17,8	16	0,3	-
Pomme de terre	120.000	28,1	77,0	54	1,3	-
Blé						
farine de blé	7.400	1,7	4,7	16	0,5	-
Paddy						
Riz	2.500	0,6	1,6	6	0,1	-
Eleusine	3.100	0,7	2,0	7	0,1	-
Sorgho						
farine de sorgho	21.240	5,0	13,7	47	1,4	0,5
Maïs						
farine de maïs	59.400	13,9	38,1	137	3,5	1,5
Sucre	4.800	1,1	3,0	12	-	-
Pois	71.000	16,7	45,8	158	10,3	0,8
Haricot	213.000	50,0	137,0	467	29,6	2,3
Arachide	11.050	2,6	7,1	28	1,3	2,2
Soja	1.100	0,2	0,7	3	0,3	0,1
Légumes et fruits	49.772	11,7	32,0	7	0,4	0,1
Feuilles vertes	40.000	9,4	25,8	6	0,4	-
Banane	204.500	48,0	131,5	93	1,0	0,4
bière de banane	546.000	128,1	351,0	447	8,0	3,0
bière de sorgho	280.400	65,8	180,3	121	1,2	-
Huiles végétales	1.950	0,5	1,4	12	-	1,4
Total Prod.vivriers	2.497.882	585,9	1.605,5	2.299	65,8	14,1
Boeuf						
Viande de boeuf	7.985	1,87	5,1	11	0,7	0,6
Abats	1.597	0,37	1,0	1	0,2	0,1
Chèvre						
Viande	4.900	1,15	3,2	8	0,4	0,7
Abats	1.600	0,38	1,0	1	0,2	0,1
Mouton						
viande	314	0,07	0,2	1	-	-
Porc						
viande	1.053	0,25	0,7	3	0,1	0,3
Poulet(viande)	355	0,08	0,2	-	-	-
viande de chasse	4.000	0,94	2,6	3	0,4	-
Oeuf	920	0,22	0,6	1	0,1	0,1
Lait(en milliers de l.)	29.800	6,99	19,2	12	0,7	0,7
Poissons	2.696	0,63	1,7	1	0,2	-
Graisses animales	500	0,12	0,3	3	-	0,3
Total Prod.animaux	55.720	13,07	35,8	45	3,0	2,9
TOTAL GENERAL	2.553.602	598,97	1.641,3	2.344	68,8	17,0

(en tonnes)	Production		Importations brutes	Total Ressour- ces	Exporta- tions brutes	Total dispo- nibilités
	à transfor- mer	finale				
Patate douce		940.000	-	940.000	-	940.000
Manioc		383.000		383.000		383.000
farine de manioc	(364.000)	107.600		107.600		107.600
Igname et colocase		35.000		35.000		35.000
Pomme de terre		180.000		180.000	10.000	170.000
Blé		2.200	13.000	15.200	-	15.200
farine de blé	(14.800)	10.600	-	10.600	-	10.600
Paddy		6.000	-	6.000	-	6.000
Riz	(5.400)	3.500	-	3.500	-	3.500
Sorgho		209.000	-	209.000	-	209.000
farine de sorgho	(193.700)	174.330	-	174.330	-	174.330
Maïs		91.500	-	91.500	-	91.500
farine de maïs	(79.200)	71.280	-	71.280	-	71.280
Eleusine		3.840	-	3.840	-	3.840
Sucre	(125.000)	12.000	-	12.000	-	12.000
Pois		87.000		87.000		87.000
Haricot		278.000		278.000		278.000
Arachide(en coque)		28.000		28.000		28.000
Soja		25.000		25.000		25.000
Tournesol		4.000		4.000		4.000
Légumes et fruits		70.000		70.000	4.130	65.870
Feuilles vertes		50.000		50.000		50.000
Banane		2.214.000				
bière de banane(1000l)	(1.937.000)	685.000		685.000		685.000
" " sorgho	(146.700)	352.000		352.000		352.000
Huiles végétales		7.040	2.700	9.740		9.740
Total Prod.végétaux						
Boeuf		122.600		122.600	12.250	110.350
viande de boeuf	(91.350)	10.388		10.388	792	9.596
abats	(91.350)	2.144		2.144	-	2.144
Chèvre		563.000		563.000	73.800	489.200
viande de chèvre	(473.300)	5.689		5.689		5.689
abats	(475.300)	1.810		1.810		1.810
Mouton		98.500		98.500	74.400	24.100
viande	(24.100)	355		355		355
Porc		38.500		38.500	9.600	28.900
viande	(28.900)	1.377		1.377		1.377
Poulet(viande)	(500.000)	412		412		412
viande de chasse		4.000		4.000		4.000
Oeuf		1.065		1.065		1.065
Lait		49.500		49.500		49.500
Poissons		2.600	706	3.306		3.306
Graisses animales		550	30	550		550
Total Prod.animaux						
TOTAL GENERAL						

(en tonnes)	UTILISATIONS INTERIEURES						
	Disponi- bilités aliment.	Capitali- sation cheptel	Senences	Transformation		Pertes	Alimenta- tion hu- maine en T
				pour ali- mentation humaine	pour usage industriel		
Patate douce	940.000					73.000	867.000
Manioc	383.000			364.000		19.000	
farine de manioc	107.600						107.600
Ignane et colocase	35.000					2.600	32.400
Pomme de terre	170.000		16.000			10.000	144.000
Blé	15.200		200	1.200	13.600	200	
farine de blé	10.600					300	10.300
Paddy	6.000		300		5.400	300	
Riz	3.500						3.500
Sorgho	209.000		2.400	193.700		12.900	
farine de sorgho	174.330			146.700			27.630
Maïs	91.500		6.700	79.200		5.600	
farine de maïs	71.280						71.280
Eleusine	3.840		130			110	3.500
Sucre	12.000					600	11.400
Pois	87.000		3.500			1.100	82.400
Haricot	278.000		13.600			16.400	248.000
Arachide(en coque)	28.000		3.000		11.300	800	12.900
Soja	25.000		1.200		20.000	600	3.200
Tournesol	4.000		60		3.660	80	200
Légumes et fruits	65.870				280	4.500	61.090
Feuilles vertes	50.000					4.000	46.000
Banane				1.937.000			277.000
bière de banane(1000 l)	685.000					57.000	628.000
bière de sorgho	352.000					33.400	318.600
Huiles végétales	9.740				2.700	250	6.790
Total Prod.végétaux							2.962.890
Boeuf	110.350	19.000		88.580	2.770		
viande de boeuf	9.596						9.596
abats	2.144						2.144
Chèvre	489.200	15.900		473.300			
viande de chèvre	5.689						5.689
abats	1.810						1.810
Mouton	24.100			24.100			
viande	355						355
Porc	28.900			28.900			
viande	1.377						1.377
Poulet(viande)	412						412
viande de chasse	4.000						4.000
Oeuf	1.065						1.065
Lait	49.500				1.350	500	47.650
Poissons	3.306						3.306
Graisses animales	550						580
Total Prod.animaux							77.984
TOTAL GENERAL							3.040.874

	Alimen- tation humaine	Kilog. par an	Grammes par jour	Calories par jour	Protéines en grs.	Lipides en grs.
Patate douce	867.000	178,9	490,1	475	5,4	1,5
Manioc						
farine de manioc	107.600	22,2	60,8	206	0,9	0,4
Igname et colocase	32.400	6,7	18,4	17	0,3	-
Pomme de terre	144.000	29,7	81,4	57	1,4	-
Blé						
farine de blé	10.300	2,1	5,8	20	0,6	0,1
Paddy						
Riz	3.500	9,7	1,9	7	0,1	-
Sorgho						
Farine de sorgho	27.630	5,7	15,6	54	1,6	0,5
Maïs						
farine de maïs	71.280	14,7	40,3	145	3,7	1,6
Eleusine	3.600	0,7	2,0	7	0,1	-
Sucre	11.400	2,3	6,3	24	-	-
Pois	82.400	17,0	46,6	161	10,5	0,8
Haricot	248.000	51,2	140,3	478	30,3	2,4
Arachide(en coque)	12.900	2,7	7,4	29	1,3	2,3
Soja	3.200	0,7	1,9	6	0,7	0,3
Tournesol	200	-				
Légumes et fruits	61.090	12,6	34,5	8	0,4	0,1
Feuilles vertes	46.000	9,5	26,0	6	0,4	-
Banane	277.000	57,1	156,4	111	1,3	0,5
bière de banane	628.000	129,6	355,1	452	8,0	3,0
bière de sorgho	318.600	65,7	180,0	121	1,2	-
Huiles végétales	6.790	1,4	3,8	34	-	3,8
Total Prod.végétaux	2.962.890	611,2	1.674,6	2.418	68,2	17,3
Boeuf						
viande de boeuf	9.596	1,98	5,4	12	0,8	0,6
abats	2.144	0,44	1,2	2	0,2	0,1
Chèvre						
viande de chèvre	5.689	1,17	3,2	8	0,4	0,7
abats	1.810	0,37	1,0	1	0,2	0,1
Mouton						
viande	355	0,07	0,2	1	-	-
Porc						
viande	1.377	0,29	0,8	3	0,1	0,3
Poulet(viande)	412	0,09	0,3			
viande de chasse	4.000	0,83	2,3	3	0,4	
Oeuf	1.065	0,22	0,6	1	0,1	0,1
Lait	47.650	9,83	26,9	17	0,9	0,9
Poissons	3.306	0,68	1,9	1	0,2	-
Graisses animales	580	0,12	0,3	3	-	0,3
Total Prod.aninaux	77.984	16,09	44,1	52	3,3	3,1
TOTAL GENERAL	3.040.874	627,29	1.718,7	2.470	71,5	20,4

CONCLUSION

L'analyse des objectifs retenus par le Troisième plan, en matière de production, d'investissement et d'emplois révèle des perspectives de croissance assez larges.

A condition de mettre en oeuvre des politiques dynamiques de développement rural et d'industrialisation, la production intérieure brute est susceptible de croître à un rythme rapide, 7,2% par an, dont 5,1% pour la production rurale et 10,3% pour les activités secondaires.

Pour obtenir ces résultats, il est indispensable qu'on crée des organismes de développement rural et de promotion industrielle et artisanale efficaces, pour mener à bien la réalisation des différentes opérations sectorielles ou intégrées prévues par le plan.

En outre, la commune, dont la compétence en matière de développement sera élargie, doit être dotée des moyens matériels et humains nécessaires pour participer de façon active au développement économique et social du Pays.

A ces conditions, les objectifs du Troisième plan semblent bien correspondre aux possibilités réelles du Pays, compte tenu de l'aide extérieure qu'il est susceptible de recevoir. Et les perspectives de croissance qui lui sont ouvertes apparaissent réalistes.

Les incidences de cette croissance seront sensibles sur le développement du commerce extérieur et l'équilibre de la balance commerciale, sur la mise en place des infrastructures économiques et sociales indispensables à la modernisation du Pays, mais aussi sur l'essor des échanges intérieurs commercialisés et sur l'élévation du niveau de vie de la population.

Sans doute, étant donné la forte pression démographique, la croissance des revenus par tête restera limitée en valeur absolue. Mais l'essentiel est bien que soit enclenché un processus permanent de croissance accélérée des revenus ruraux, condition sine qua non de l'expansion du marché intérieur nécessaire au développement de l'industrie.

Le développement rural et l'industrialisation se révèlent en fait étroitement liés. Et la poursuite de leur essor, au-delà de la période du Troisième plan, apparaît dépendre de la mise en oeuvre d'une politique démographique. Cette dernière doit viser à arrêter ou du moins à freiner la croissance de la population rurale pour permettre de poursuivre la modernisation des exploitations agricoles et de maintenir à un rythme élevé la croissance des revenus des paysans.

Il reste à présent à vérifier que les flux de revenus induits par la croissance permettront aux différents agents économiques: Entreprises, Ménages et Administrations, de couvrir leurs dépenses courantes et d'assurer le financement de leurs investissements.

En analysant, dans le chapitre suivant, les comptes de ces agents économiques et les rapports qu'ils ont entre eux, d'une part, et avec l'Extérieur, d'autre part, on saisira mieux les rôles respectifs que joueront dans la croissance économique les flux de revenus et de capitaux intérieurs et extérieurs.

- 113 -

- 114 -

TABLEAUX GENERAUX
DES
RESSOURCES ET EMPLOIS
1976 - 1981

EMANDE FINALE

	MENAGES		Investissements	Exportations	Pertes	Total demande finale	Total EMPLOIS	N° Bran-ches
	com-	Commer-						
535	1800872			52080	581705	8867846	13861550	1111 T
Ag				58980		58980	2894902	1111 M
Ag60	66358		66135	195434		1094887	1289450	1112 T
El62						147052	376063	12 T
Fa5	27944					96459	96459	13 T
Pé						-	8755	22 M
Ga				429695		429695	429695	23 T
Ar				1165045		1165045	1165045	23 M
Inc						-	97078	29 T
Co900	4820380					8184360	8202154	31 T
Ar	4226744			3147580		7407154	8245526	31 M
Inc	256652					256652	326250	32 T
Va	3544539			32300		3624414	4068596	32 M
Inc						-	126070	33 T
Mi	79122					83968	265063	33 M
Mx	47328					100872	477709	34
Pe	852455			416590		1378877	3234309	35
Inc	33153					33153	162316	36 T
Pe				199108		209119	783848	36 M
M	279581	2167300				2610656	4420157	38
M						174115	467028	37-39
A	49810			21720		83105	427279	41-42
E		979565				979565	1003655	50 T
C		2787000				3011297	3236225	50 M
B	208440					208440	208440	63
R	492470					570627	2282445	71
T	98676					133585	210390	72-914
C	47418					54232	204780	81
B	27604					37110	153930	82
A	25582					57543	252280	831
L						31234	240772	832
S	290000					290000	290000	95
S	798330					798330	798330	914
S	2249820					2249820	2249820	931
E962	20323278	6000000	5718532	581705		44428192	62556369	

GENERAL DES RESSOURCES - EMPLOIS

1976

en milliers de FRW (prix 1976)

DEMANDE FINALE

Bl	MENAGES		Investissement	Exportations	Pertes	TOTAL D.F.	Total EMPLOIS	N° Bra. nches
	Non-Com.	Commerc.						
Agr	7 303 145	2 534 675		375 250	650 991	10 945 123	17 126 509	1111 T
Agr				172 020		172 020	4 956 923	1111 M
Ele	923 174	232 207	80 105	216 382		1 451 868	1 727 848	1112 T
For	167 160					167 160	478 426	12 T
Pêc	77 925	38 505				116 430	116 430	13 T
Gaz						-	116 060	22 M
Art				516 471		516 471	516 471	23 T
Ind				3 195 762		3 195 762	3 195 762	23 M
Car						-	121 394	29 T
Art	3 813 835	5 473 396				9 297 186	9 328 866	31 T
Ind		7 452 700		5 543 845		13 042 704	14 321 918	31 M
Van		300 061				300 061	396 930	32 T
Tex		5 261 390		96 900		5 425 181	6 423 691	32 M
Men						-	157 375	33 T
Men		127 630				134 443	450 878	33 M
Pap		80 745				156 029	712 613	34
Chim		1 265 670		840 470		2 260 565	5 631 028	35
Poti		41 315				41 315	199 460	36 T
Mat				140 126		154 202	990 547	36 M
Méc		415 140	3 599 565			4 244 975	7 054 769	38
Ut						244 808	674 760	37_39
Edu		84 960				101 235	798 055	41_42
Cons			1 218 330			1 218 330	1 257 840	50 T
Bâtit			4 102 000			4 417 365	4 803 020	50 M
Rest		442 835				442 835	442 835	63
Tran		840 022				949 912	3 740 175	71
Comr		168 300				217 382	369 610	72_914
Banq		80 880				90 461	358 005	81
Assu		47 080				60 446	260 927	82
Loca		43 600				88 538	397 400	831
Servi						43 915	424 603	832
Servi		357 500				357 500	357 500	95
Santé		1 068 300				1 068 300	1 068 300	914
Ensei		3 229 445				3 229 445	3 229 445	931
T C	2 285 239	29 586 356	9 000 000	11 097 226	650 991	64 151 967	92 206 373	

AU GENERAL DES RESSOURCES - EMPLOIS

1981

en milliers de FRW (prix 1976)

Salair 350
 Salair
 Charg 870
 Impôts 240
 - Sub
 Amort 5 711
 SO 5 028
 VALE 2 191
 Produc
 Prix à 4 55

Chapitre III. LE FINANCEMENT DE LA CROISSANCE

Le financement de la croissance au cours de la période 1976-1981 suppose, tout d'abord, l'ajustement des flux de biens et services et des flux de revenus issus de la production.

L'élaboration des Tableaux économiques d'ensemble pour les années 1976 et 1981, présentant de façon synthétique les opérations sur biens et services, les opérations de répartition et les soldes comptables des Entreprises, des Administrations, des Ménages et de l'Extérieur, permettra de vérifier leur ajustement global.

Toutefois, la croissance est fonction, pour une large part, de la réalisation des programmes d'investissements prévus pour la période 1976-1981. Il ne suffit donc pas de s'assurer que les entreprises, les administrations et les ménages auront en 1976 et 1981 les ressources suffisantes pour assurer le financement de leurs investissements ces deux années-là. Il faut encore vérifier que les agents économiques seront en mesure d'assurer le financement de l'ensemble des investissements prévus pour la durée du Troisième plan.

Afin de pouvoir établir les Tableaux économiques d'ensemble pour les années 1976 et 1981, nous dresserons successivement les comptes des Entreprises, des Administrations, des Ménages et de l'Extérieur, en justifiant, dans toute la mesure du possible, la nature, l'origine et la destination des différents flux de biens et services et des flux de revenus dont ils se composent.

Nous examinerons, pour finir, les modalités du financement des investissements prévus pour la période 1976-1981.

Section I. Le compte des Entreprises.

Conformément aux prescriptions du Système de comptabilité nationale S.C.N. des Nations Unies, le compte des Entreprises concerne à la fois les entreprises non financières et les entreprises financières. Il comprend également, on l'a vu, l'enseignement et la santé publique.

Toutes les opérations sur biens et services des différents agents économiques sont déjà données dans les Tableaux de Ressources-Emplois pour 1976 et 1981: valeur ajoutée des entreprises, consommation des ménages et des administrations, importations et exportations, investissements des entreprises, des administrations et des ménages, pertes sur stocks.

Toutefois, comme on part de la valeur ajoutée par les entreprises, leurs consommations intermédiaires ne sont pas prises en considération.

a) Le compte d'exploitation.

En ressources du compte d'exploitation des Entreprises, figure le montant de la production intérieure brute qui passera, on l'a vu, de 35,9 milliards de FRW en 1976 à 50,9 milliards en 1981. En outre, les exploitations agricoles reçoivent des subventions de l'O.C.I.R. pour des achats d'engrais, d'insecticides etc. Celles-ci devraient atteindre 117 millions en 1976 et 187 millions en 1981.

Les ressources des entreprises passeront ainsi de 35.987 millions de FRW en 1976 à 51.074 millions en 1981 (cf. les Tableaux 37 et 38).

En emplois, les deux postes les plus importants sont constitués par les salaires et les impôts indirects versés par les entreprises. Les uns et les autres figurent dans les Tableaux de Ressources-Emplois de 1976 et 1981. Les salaires atteindront 9.405 millions de FRW en 1981 contre 6.059 en 1976, soit 9,2% de croissance annuelle de 1976 à 1981.

Quant aux impôts indirects, ils passeront de 3.412 millions en 1976 à 5.040 millions en 1981, soit 8,1% d'augmentation par an.

Par ailleurs, les entreprises versent des intérêts aux organismes financiers pour les emprunts qu'elles ont contractés. Ces intérêts ont représenté 78 millions de FRW en 1972. On a estimé que leur montant croîtrait comme l'activité des entreprises modernes qui, nous allons le voir, augmentera annuellement de 15,9% de 1976 à 1981 (cf. le Tableau 27).

Les intérêts payés par les entreprises devraient donc atteindre 208 millions en 1976 et 434 millions en 1981 (cf. le Tableau 26).

Etant donné leurs ressources, l'ensemble de ces dépenses d'exploitation laissera aux entreprises un revenu brut de 26.308 millions de FRW en 1976 et de 36.195 millions en 1981, soit 6,6% de croissance annuelle. Ce taux relativement faible s'explique par le rythme lent de croissance des revenus des exploitations rurales, des entreprises artisanales et des employés de maison.

b) Le compte d'affectation.

Le revenu brut d'exploitation des entreprises est porté en ressource de leur compte d'affectation, dont il constitue le poste le plus important.

Parmi les autres recettes, figurent les intérêts perçus par les entreprises financières : 264 millions en 1976 et 518 millions en 1981. Sur ces sommes, les entreprises non financières verseront 208 millions en 1976 et 434 en 1981 pour le service des emprunts qu'elles ont contractés. En outre, en 1972 les administrations ont versé aux banques privées pour 31 millions d'intérêts, avant tout sur les bons du Trésor achetés par celles-ci. D'après les prévisions sur les émissions de bons au cours des prochaines années, les intérêts payés aux banques privées à ce titre devraient atteindre 33 millions en 1976 et 50 millions en 1981.

Enfin, les ménages ont payé, en 1972, 11 millions d'intérêts aux banques sur les prêts qu'ils en avaient obtenus. En fonction de la croissance des revenus salariés, les intérêts versés par les ménages devraient représenter 23 millions en 1976 et 34 millions en 1981.

Le Tableau 26 présente pour ces deux années les intérêts et dividendes versés et reçus par les différents agents économiques. Les recettes et les versements importants concernant les administrations seront commentés avec l'analyse de leur compte.

Par ailleurs, les compagnies d'assurance, qui font partie des entreprises financières, ont versé aux entreprises en 1972 18 millions de FRW d'indemnisation pour don-

mages; compte tenu de l'augmentation d'activité des entreprises modernes, au cours du Troisième plan, les versements des compagnies d'assurances aux entreprises devraient atteindre 48 millions en 1976 et 100 millions en 1981; (cf. le Tableau 31).

En contrepartie, les compagnies d'assurance qui auront également, nous le verrons, à payer aux ménages des indemnités pour dommages reçus, ont dû transférer de l'extérieur 19 millions de FRW en 1972; en fonction des sommes totales qu'elles auront à déboursier, elles devraient avoir à transférer de l'extérieur 45 millions en 1976 et 81 millions en 1981 (cf. le Tableau 29).

Au total, les ressources d'affectation des entreprises devraient atteindre 26.665 millions en 1976 et 36.894 millions en 1981, ce qui représente pour la période 6,7% d'augmentation annuelle.

Le Tableau 27 ventille ces ressources entre les entrepreneurs individuels, d'une part, et les entreprises modernes d'autre part. Les premiers qui comprennent les exploitants ruraux, les artisans, le personnel domestique et les commerçants traditionnels, percevront en 1976 23.204 millions, soit 87% des ressources des entreprises, dont 60,3% iront aux exploitants ruraux, 11,9% aux artisans et 13,7% au commerce traditionnel. Comme les ressources des entrepreneurs individuels n'augmenteront que de 5% au cours du Troisième plan, elles ne représenteront plus en 1981 que 80,4% des ressources des entreprises (29.662 millions) contre 87% en 1976 (23.204 millions).

Par contre, les ressources des entreprises modernes atteindront 7.232 millions en 1981 contre 3.461 millions en 1976, soit 15,9% de croissance annuelle au cours de la période.

Pour connaître à présent le montant des revenus bruts d'affectation des entreprises, il suffit de déduire de leurs ressources les impôts directs qu'elles doivent payer (cf. le Tableau 27).

Pour les entrepreneurs individuels, l'impôt sur le bétail qui touche les ruraux croîtra comme le cheptel, de 3,3% par an. Les impôts sur les revenus qui concernent les artisans et le commerce traditionnel augmenteront comme leurs revenus de 5,4% par an au cours de la période.

Au total, les entrepreneurs individuels devraient verser 117 millions d'impôts directs en 1976 et 143 millions en 1981.

Les revenus bruts d'affectation des entrepreneurs individuels passeront donc de 23.087 millions de FRW en 1976 à 29.519 millions en 1981, soit 5% de croissance annuelle de 1976 à 1981.

Quant aux entreprises modernes, leurs impôts sur les revenus croîtront au même rythme que leurs ressources, soit 15,9% d'augmentation annuelle pendant le Troisième plan; ils atteindront ainsi 1.325 millions en 1981, contre 634 millions en 1976.

Au total les impôts directs payés par les entreprises passeront de 751 millions en 1976 et à 1.468 millions en 1981, soit 14,3% de croissance annuelle au cours de la période.

Les revenus bruts d'affectation des entrepreneurs individuels sont alors portés en ressource du compte d'affectation des ménages.

Il est difficile, en effet, d'isoler pour ces entrepreneurs leur comptabilité professionnelle de leurs dépenses familiales. On se contentera, par suite, de faire transférer par les ménages aux entreprises les sommes nécessaires au financement des investissements effectués par les entrepreneurs individuels.

De leur côté, les entreprises modernes, dont les revenus bruts d'affectation atteindront 5.907 millions en 1981, contre 2.827 millions en 1976, effectueront au profit des ménages un certain nombre de prestations sociales dont le montant, qui était de 8 millions en 1972, croîtra avec celui des salaires versés pour atteindre 18 millions en 1976 et 28 millions en 1981.

En outre, elles verseront aux ménages des dividendes en rémunération de leurs parts sociales; ceux-ci devraient augmenter au même rythme que les revenus des entreprises et passer de 14 millions en 1972 à 37 millions en 1976 et à 78 millions en 1981.

Par ailleurs, les compagnies d'assurance ont payé en 1972 37 millions de FRW d'indemnités pour dommages, dont 18 millions aux entreprises et 19 millions aux ménages. Les indemnités touchées par ces derniers devraient augmenter avec le montant des salaires et traitements et atteindre 39 millions en 1976 et 58 millions en 1981, tandis que les entreprises percevront ces deux années-là 48 et 100 millions.

Au total, les compagnies d'assurance auront à verser 87 millions en 1976 et 158 millions en 1981 (cf. le Tableau 31).

Enfin, les entreprises modernes ont effectué en 1972 117 millions de FRW de transferts courants nets. En fonction de la croissance de leurs revenus, leurs transferts courants déclarés ou non pourraient représenter 416 millions en 1976 et 868 millions en 1981 (cf. le Tableau 29).

La différence entre les ressources d'affectation des entreprises et leurs emplois (y compris les impôts directs et l'affectation de revenus bruts aux entrepreneurs individuels) laissera aux entreprises modernes une épargne brute de 2.269 millions en 1976 et de 4.775 millions en 1981, ce qui représente un rythme de croissance annuelle de 16,1% de 1976 à 1981.

c) Le compte de capital.

L'épargne brute des entreprises modernes est portée en ressource du compte de capital des entreprises.

En plus des entreprises modernes, deux autres agents vont participer au financement des investissements des entreprises : les administrations, d'une part, et les entrepreneurs individuels dont les revenus ont été transférés aux ménages, d'autre part.

Le tableau 28 analyse les participations respectives de ces trois catégories d'agents au financement des investissements des entreprises.

Les entrepreneurs individuels, tout d'abord, financeront en 1976 pour près de 223 millions d'investissements, dont 66,1 millions de capitalisation du cheptel, 137,5 millions d'investissements réalisés par les paysans eux-mêmes (travail humain) plantations, aménagements hydro-agricoles etc., et 19 millions d'équipements et de constructions, avant tout par les commerçants et les artisans.

La capitalisation du bétail augmentera comme le troupeau de bovins et de caprins, soit d'environ 3,9% de 1976 à 1981, elle représentera 80,1 millions en 1981 contre 66,1 millions en 1976.

Pour les investissements d'équipement et de construction, on a tenu compte de la croissance des revenus des commerçants et des artisans; leurs dépenses d'investissements devraient atteindre 19 millions de FRW en 1976 et 25 millions en 1981.

Quant aux investissements en travail humain, leur montant a été directement estimé à partir de la participation prévue des paysans dans la réalisation des programmes de plantation, de lutte anti-érosive et d'aménagement hydro-agricoles. Ils devraient représenter 145 millions en 1981 contre 137,5 millions en 1976.

Ces investissements auxquels ne correspond aucune rémunération effective, puisqu'il s'agit d'investissement en travail humain, sont en comptabilité nationale produits par les entreprises de génie civil (branche du bâtiment et des travaux publics) et leur contrevalet qui figure dans le solde de ces entreprises, est affectée aux entrepreneurs individuels que constituent à ce nouveau titre les paysans qui les ont effectués.

Au total, les investissements financés par les entrepreneurs individuels passeront de 222,6 millions en 1976 à 250,1 millions en 1981, soit 2,4% de croissance annuelle au cours de la période. Ils représenteront ainsi 6,2% du total des investissements des entreprises en 1981, contre 9,7% en 1976.

Par ailleurs, les administrations publiques et privées ont financé en 1972 241,5 millions d'investissements pour l'équipement scolaire et sanitaire. D'après les programmes retenus, le montant de ces investissements devrait atteindre 496 millions en 1976 et 462,5 millions en 1981.

En outre, les administrations ont financé en 1972 pour 221,8 millions d'investissements dans l'industrie, l'artisanat, les mines, l'énergie et les transports. Financés en grande partie par l'aide extérieure, les investissements pris en charge par le secteur public augmenteront rapidement dans ces secteurs productifs. Pour le développement rural, ils représenteront 479,9 millions en 1976 et 1.282,4 millions en 1981, soit 21,7% de croissance annuelle au cours de la période. Et dans les secteurs secondaire et tertiaire, ils atteindront 893 millions en 1981 contre 876,6 millions en 1976, soit 0,4% de croissance annuelle de 1976 à 1981.

Ainsi, les investissements financés par les administrations passeront de 1.852,5 millions en 1976 à 2.637,9 millions en 1981, soit un rythme de croissance annuelle de 7,3% de 1976 à 1981.

Or, d'après la ventilation fonctionnelle des investissements (cf. le Tableau 12), les entreprises effectueront pour 2.301 millions de FRW d'investissement en

1976 et pour 4.023 millions en 1981.

Compte tenu des investissements financés par les entrepreneurs individuels et les administrations, ces deux années-là, les entreprises modernes ne financeront finalement sur fonds propres ou empruntés que 226 millions d'investissements en 1976; elles devraient par contre en financer pour 1.135 millions en 1981. Malgré un rythme annuel de croissance très rapide, 38,1% de 1976 à 1981, les entreprises modernes ne financeront finalement que 28,2% du total des investissements des entreprises en 1981, contre 9,8% en 1976. Ce pourcentage ne sera d'ailleurs que de 20,2% en moyenne sur la période 1976-1981, les entreprises modernes ne devant financer que 3.693 millions d'investissements sur un total de 18.292,6 millions pour l'ensemble des entreprises (cf. le Tableau 28).

Cette faible participation des entreprises modernes au financement de leurs propres investissements a pour conséquence directe qu'en 1976, sur 2.269 millions d'épargne brute, elles n'en utiliseront que 226 à cet usage, soit un peu moins de 10%. Il restera donc cette année-là aux entreprises modernes, financières et non financières, une capacité de financement inemployée de 2.043 millions de FRW.

Cette situation se maintiendra tout au cours de la période 1976-1981. A cette date, les investissements financés par les entreprises modernes atteindront 1.135 millions de FRW pour une épargne brute de 4.775. Celles-ci n'utiliseront donc qu'un peu moins de 24% de leur épargne et disposeront d'une capacité de financement de 3.640 millions. En dépit du fait qu'au cours du Troisième plan les investissements financés par les entreprises modernes quintupleront, leur capacité de financement inemployée augmentera de 78% de 1976 à 1981.

Soul l'établissement d'un tableau des opérations financières permettrait de préciser quelles utilisations les entreprises modernes feront de ces capacités de financement. Il faudrait pour cela qu'on puisse étudier de façon directe les modalités concrètes de financement adoptées par les différents types d'entreprises, et en particulier les concours bancaires à court, moyen et long terme, qu'elles sont en mesure d'obtenir sur place ou à l'étranger.

Toutefois, même en l'absence d'un tableau des opérations financières, l'importance des fonds dont les entreprises modernes ne trouveront pas l'utilisation sur place souligne assez que les occasions d'investir avec profit sont encore rares au Rwanda. Le marché local est dans la plupart des cas trop étroit pour permettre l'implantation d'unités de production rentables. Et la très lente croissance des revenus par tête prévue pour les six prochaines années ne modifiera pas sensiblement cette situation.

Il est donc d'autant plus intéressant de chercher à conclure des accords avec les pays voisins pour élargir les débouchés ouverts aux productions locales.

Du simple point de vue financier, par contre, les comptes des Entreprises devraient se trouver en sur-équilibre pendant la période du Troisième plan et le financement de leurs investissements, grâce aux concours extérieurs, ne devrait pas poser de sérieuses difficultés.

Tableau 26

INTERETS ET DIVIDENDES.

en millions de FRW	E M P L O I S				TOTAL	R E S S O U R C E S			
	entre-prises	Adminis-trations	Ména-ges	Exté-rieur		entre-prises	Adminis-trations	Ména-ges	Exté-rieur
1976									
Intérêts versés :									
aux entreprises financières	208	33	23		264	264			
aux administra-tions		216			216		216		
à l'extérieur		20			20				20
Dividendes	37				37			37	
TOTAL	245	269	23		537	264	216	37	20
1981									
Intérêts versés :									
aux entreprises financières	434	50	34		518	518			
aux administra-tions		300			300		300		
à l'extérieur		50			50				50
Dividendes	78				78			78	
TOTAL	512	400	34		946	518	300	78	50

Tableau 27

LES REVENUS DES ENTREPRISES

REVENUS D'AFFECTATION en millions de FRW (Prix 76)	VALEUR		Taux annuels croissance 76-81	STRUCTURE	
	1976	1981		76	81
<u>Entrepreneurs individuels</u>					
Exploitations rurales - investisse- ment travail	16.071	20.292	4,8	60,3	55,0
Entreprises artisanales	3.187	3.664	2,8	11,9	9,9
Services ménagers	290	357	4,3	1,1	1,0
Commerce traditionnel	3.656	5.349	7,8	13,7	14,5
Total entrepreneurs individuels	23.204	29.662	5,0	87,0	80,4
Entreprises modernes	3.461	7.232	15,9	13,0	19,6
Total Ressources affectation	26.665	36.894	6,7	100,0	100,0
<u>Impôts directs</u>					
Entrepreneurs individuels					
Impôts sur revenus	43	56	5,4	3,4	2,6
Impôts sur bétail	74	87	3,3	5,9	4,1
Total impôts entrepreneurs individuels	117	143	4,1	9,3	6,7
Entreprises modernes					
Impôts sur revenus	634	1.325	15,9	50,6	62,2
Total impôts entreprises	751	1.468	14,3	59,9	68,9
Ménages					
Impôt de capitation	240	273	2,6	19,1	12,8
Impôts sur revenus	240	356	8,2	19,1	16,7
Divers	23	34	8,1	1,9	1,6
Total impôts ménages	503	663	5,7	40,1	31,1
Total impôts directs	1.254	2.131	11,2	100,0	100,0
Revenus bruts d'affectation					
Entrepreneurs individuels	23.087	29.519	5,0	89,1	83,3
Entreprises modernes	2.827	5.907	15,9	10,9	16,7
Total Revenus bruts entreprises	25.914	35.426	6,4	100,0	100,0

Tableau 28

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES

en millions de FRW (prix 76)	VALEUR		Taux annuel croissance 1976-81	STRUCTURE		Période 1976-1981	
	1976	1981		1976	1981	Valeur	Structure
Sources de financement							
<u>Entrepreneurs individuels</u>							
Travail humain	137,5	145,0	1,1	6,0	3,6	847,5	4,6
Capitalisation bétail	66,1	80,1	3,9	2,9	2,0	437,6	2,4
Equipements - Constructions	19,0	25,0	5,6	0,8	0,6	131,5	0,7
Total entrepreneurs individuels	222,6	250,1	2,4	9,7	6,2	1416,6	7,7
<u>Administrations</u>							
Enseignement - Santé publique	496,0	462,5	-	21,6	11,5	2874,5	15,7
Agriculture-élevage-forêt - pêche	479,9	1282,4	21,7	20,9	31,9	4990,4	27,3
Industrie - commerce - services	876,6	893,0	0,4	38,0	22,2	5318,1	29,1
Total Administrations	1852,5	2637,9	7,3	80,5	65,6	13183,0	72,1
Entreprises modernes	226,0	1135,0	38,1	9,8	28,2	3693,0	20,2
Total Investissements entreprises	2301,1	4023,0	11,8	100,0	100,0	18292,6	100,0

Section II. Le compte des Administrations.

Le compte des Administrations agrège en fait ceux de l'Etat, des communes, des organismes publics (O.C.I.R., Banque nationale, Caisse sociale et Caisse d'Epargne) et des administrations privées.

Il est donc nécessaire d'analyser les ressources et les dépenses de chacun d'entre eux.

1) Le compte d'affectation.

A) Les ressources des Administrations.

Les deux sources principales de revenus pour les administrations sont, d'une part, les impôts directs et indirects et, d'autre part, l'aide extérieure publique et privée.

a) Les ressources fiscales.

Les impôts indirects payés par les entreprises sont donnés par branche dans les Tableaux de Ressources-Emplois de 1976 et 1981. Ils atteindront à cette date 5.040 millions de FRW contre 3.412 millions en 1976, soit 8,1% de croissance annuelle de 1976 à 1981.

Le Tableau 27 détaille les impôts directs versés par les entrepreneurs individuels et les entreprises modernes, d'une part, et, d'autre part, ceux payés par les ménages. On a vu que les impôts directs des entreprises passeront de 751 millions en 1976 à 1.468 millions en 1981, soit un rythme de croissance annuelle de 14,3% au cours de la période.

Quant aux ménages l'impôt de capitation qui les frappe augmentera comme la population (2,6% par an), ^{il atteindra} ainsi 273 millions en 1981 contre 240 millions en 1976.

Les impôts sur leurs revenus ainsi que divers autres impôts directs croîtront au même rythme que les salaires et traitements reçus par eux, respectivement 8,2 et 8,1% par an au cours du Troisième plan. Les impôts sur les revenus passeront de 240 millions en 1976 à 356 millions en 1981, tandis que les impôts divers atteindront 34 millions en 1981, contre 23 en 1976.

Globalement les ménages paieront 663 millions d'impôts directs en 1981, contre 503 millions en 1976, soit 5,7% d'augmentation annuelle de 1976 à 1981.

Le total des impôts directs atteindra ainsi 2.131 millions en 1981, contre 1.254 millions en 1976, ce qui représente une croissance annuelle de 11,2% de 1976 à 1981 (cf. le Tableau 27).

Les ressources fiscales des administrations passeront, de la sorte, de 4.666 millions en 1976 à 7.171 millions en 1981, ce qui représente un rythme annuel de croissance de 9% de 1976 à 1981.

b) L'aide extérieure publique et privée.

Le Tableau 29 présente, pour les différents agents économiques, le montant de leurs recettes et de leurs dépenses extérieures privées.

Parmi ceux-ci, les administrations privées ont reçu en 1972 249 millions d'aide extérieure privée, dont 94 pour des subventions à l'enseignement et à la

.../...

santé, 25 pour des oeuvres d'assistance et 130 millions pour des investissements (81 pour l'enseignement et la santé et 49 pour des constructions : édifices culturels, bâtiments de mission etc...).

On a estimé que cette aide atteindrait 324 millions en 1976 et 394 millions en 1981, soit 4% d'augmentation annuelle de 1976 à 1981. Les subventions pour la santé et l'enseignement seraient de 161 millions en 1976 et de 195 millions en 1981, celles pour les oeuvres d'assistance de 36 et de 44 millions en 1976 et 1981 et les aides en capital atteindraient 127 millions en 1976 et 155 millions en 1981. Comme, d'après les prévisions des administrations privées, les dépenses pour les édifices culturels et autres ne devraient représenter que 44 millions en 1976 et quelque 55 millions en 1981, il resterait donc 83 millions en 1976 et 100 millions en 1981 pour des investissements au profit de l'enseignement et de la santé.

De son côté, le Tableau 30 présente les recettes et dépenses extérieures publiques.

Les administrations publiques ont reçu, en 1972, un montant de 2.352 millions d'aide extérieure, dont 815,8 millions pour des investissements, 151,7 millions pour des aides à la production et 1.384,5 millions d'aide au fonctionnement.

D'après les programmes prévus en matière d'investissement et d'opérations de production, l'aide extérieure en capital devrait atteindre 3.853 millions en 1976 et 5.284 millions en 1981. Quant à l'aide à la production, elle serait de 340 millions en 1976 et de 635 millions en 1981. On a estimé, par ailleurs, que l'aide au fonctionnement serait pratiquement stationnaire tout au cours de la période, les calculs étant faits à prix constants (2.165 millions en 1976 et 2.280 millions en 1981).

Au total, les ressources des administrations publiques sur aide extérieure passeront de 6.358 millions de FRW en 1976 et à 8.199 millions en 1981, soit un rythme de croissance annuelle de 5,2% de 1976 à 1981. Toutefois l'aide extérieure en capital augmentera de 6,5% par an au cours de la période, tandis que l'aide à la production et au fonctionnement ne croîtra que de 3,1% par an. L'aide extérieure en capital représentera plus de 64% du total des investissements bruts en 1976, et près de 59% en 1981.

c) Les autres ressources.

Parmi les autres ressources des administrations, figurent tout d'abord en 1972 86 millions de cotisations sociales payées par les ménages. En fonction de l'augmentation des salaires et traitements, celles-ci devraient atteindre 176 millions en 1976 et 262 millions en 1981.

Par ailleurs, l'Etat a versé en 1972 aux organismes publics 75 millions d'intérêts et d'amortissements pour les bons de développement et les bons du Trésor souscrits par eux. En fonction des prévisions de croissance de la dette publique intérieure, le service de cette dernière au profit des organismes publics devrait représenter 216 millions en 1976 et 300 millions en 1981 (cf. le Tableau 26).

Enfin, les ménages ont versé en 1972 14 millions de redevances aux administrations publiques; leur montant augmentera avec les salaires et les traitements et devraient atteindre 29 millions en 1976 et 43 millions en 1981 (cf. le Tableau 31).

Par contre, les administrations publiques ont subventionné les administrations privées (I.P.S.B.L.) pour un montant de 50 millions en 1972; ces subventions devraient se développer avec l'activité des administrations privées et atteindre 80 millions en 1976 et 103 millions en 1981 (cf. le Tableau 31). Comme les administrations privées font partie des administrations, les subventions figurent à la fois en recette et en emploi de leur compte.

Au total, les transferts et subventions passeront de 64 millions en 1972 à 109 millions en 1976 et à 146 millions en 1981.

La somme des ressources perçues par les administrations publiques et privées devrait donc être de 11.849 millions en 1976 et de 16.472 millions en 1981, soit un rythme de croissance annuelle de 6,8% de 1976 à 1981.

On doit remarquer que les ressources fiscales représenteront 39,4% des ressources totales des administrations en 1976 et 43,5% en 1981. De son côté, l'aide extérieure publique et privée procurera aux administrations 52,2% de leurs ressources en 1981, contre 56,4% en 1976. Malgré une augmentation sensible de 1976 à 1981 de la part des impôts dans les ressources des administrations, l'aide extérieure restera très importante tout au cours de la période, tant pour le financement des investissements que pour celui des opérations de production. Le Pays restera donc fort dépendant de l'étranger pour son équipement et sa croissance.

Les Tableaux 33 et 34 ventilent entre les différentes administrations les ressources des années 1976 et 1981. Les cotisations sociales, les intérêts et les redevances vont aux organismes publics, de même qu'une partie des droits sur exportations.

Les autres impôts directs et indirects sont ensuite ventilés entre les communes et l'Etat. Les communes perçoivent une partie des impôts sur le bétail et de la taxe de capitation; on a fait croître leurs ressources comme ces impôts payés par les ménages et les entrepreneurs individuels (cf. le Tableau 27). Les impôts directs encaissés par les communes passeront ainsi de 167 millions en 1976 à 191 millions en 1981, soit 2,7% de croissance annuelle au cours de la période. D'après l'évolution des années antérieures, les taxes communales qui ont atteint 29 millions en 1972 devraient être de 48 millions en 1976 et de 60 en 1981.

Au total, les ressources des communes passeront de 215 millions de FRW en 1976 à 251 millions en 1981, soit 3,1% de croissance annuelle entre ces deux dates. Celles des organismes publics représenteront 623 millions en 1976 et 930 millions en 1981, soit 8,4% de croissance annuelle au cours du Troisième plan.

De leur côté, les ressources des administrations privées, subventions et aide extérieure, passeront de 404 millions en 1976 et à 497 millions en 1981, soit 4,2% de croissance annuelle au cours de la période. Enfin celles de l'Etat, impôts

et aide extérieure atteindront 14.794 millions en 1981 contre 10.607 millions en 1976, soit 6,9% d'augmentation annuelle de 1976 à 1981.

B) Les dépenses des administrations.

a) Le Budget de l'Etat.

Les dépenses de l'Etat constituent de beaucoup le poste le plus important des dépenses des administrations.

Pour extrapoler à 1976 et 1981 les différentes rubriques du Budget ordinaire de 1972, on a tenu compte à la fois de la croissance des ressources de l'Etat, des hausses de prix et des charges récurrentes qu'entraînera, pour les différents services, la réalisation des programmes d'investissements retenus pour la période.

Il est clair que ces extrapolations sont provisoires; il est en particulier difficile à l'heure actuelle de chiffrer le coût exact de la réforme scolaire qui doit être mise en oeuvre au cours des prochaines années. Les commissions de planification auront à étudier ce problème. On s'est efforcé toutefois, comme l'a demandé le Chef de l'Etat, de maintenir dans des limites raisonnables la part des ressources du Budget affectées à l'enseignement. Celle-ci représentera en 1981 29,9% des dépenses du Budget ordinaire contre 28,5% en 1976 et 23,4% en 1972. Le Tableau 32 présente de façon fonctionnelle les différents postes du Budget ordinaire pour 1976 et 1981.

L'ensemble des dépenses du Budget ordinaire devrait croître au rythme de 9% par an de 1976 à 1981.

Au cours de cette période les rythmes d'augmentation des diverses catégories de dépenses varieront sensiblement en fonction de leur intérêt économique et social pour le développement du Pays. Les postes budgétaires concernant la production augmenteront plus vite que l'ensemble des dépenses, 10,9% par an au lieu de 9%. Ceux qui touchent les aspects sociaux du développement : éducation, santé, affaires sociales, jeunesse, augmenteront de 9,8% par an. De même, les services concernés par les travaux d'infrastructure économique : routes et ponts, P.T.T., météo, aéronautique, urbanisme, habitat, énergie, tourisme, information, croîtront en moyenne de 10,2% par an au cours du Troisième plan.

En contrepartie, tous les autres postes budgétaires devront augmenter moins rapidement que l'ensemble des dépenses budgétaires : 7,7% par an pour les dépenses de souveraineté et de représentation extérieure, 7,6% par an pour celles de la justice et de la sécurité nationale et 7,8% pour les dépenses de gestion administrative, y compris le service de la dette publique qui n'augmentera plus que de 8,3% par an au cours du Troisième plan.

Ces différences dans les rythmes de croissance des différents postes du Budget ordinaire modifieront sensiblement la structure de ce dernier.

Les dépenses pour la production économique passeront de 6,8% du total en 1976 à 7,4% en 1981. De même, celles d'action sociale en absorberont 37,3% en 1976 et 38,8% en 1981. Quant aux dépenses d'infrastructure, elles atteindront en 1981

10,3% du total du budget contre 9,7% en 1976.

Au total, les dépenses considérées comme directement ou indirectement productives passeront de 53,8% du total du budget en 1976 à 56,5% en 1981.

Par contre-coup, toutes les autres dépenses budgétaires diminueront d'importance relative. Celles de souveraineté et de représentation extérieure baisseront de 6,6% du total en 1976 à 6,2% en 1981. Celles pour la justice et la sécurité nationale passeront de 23,9% du total en 1976 à 22,4% en 1981. Quant aux dépenses d'administration générale, elles ne représenteront plus que 14,9% du total en 1981 contre 15,7% en 1976.

L'analyse de la composition de la dette publique permet de comprendre les fluctuations que connaîtront les charges d'amortissement et d'intérêt sur ces différents postes.

La dette publique comprend, tout d'abord, les Bons de Développement, souscrits essentiellement par des organismes publics (O.C.I.R.), Caisse Sociale, Caisse d'Épargne). Il s'agit de bons d'une durée de 3 à 5 ans, leur taux d'intérêt moyen est de 4,5% par an.

Les premières émissions de Bons de développement datent de 1968; aucun amortissement n'a dû être effectué en 1970, puisque les premiers Bons ne venaient à échéance qu'en 1971. Par contre, en 1976, leur amortissement représentera plus de la moitié de la dette publique et plus de 46% en 1981.

Toutefois, comme la majeure partie des charges d'amortissement et d'intérêt ira à des organismes publics, une partie de cette somme devrait, sous des formes diverses, revenir à l'Etat ou servir au financement des investissements publics.

En second lieu, la dette publique comprend les Bons du Trésor, souscrits essentiellement par les banques, par le Trésor belge ou par le "Fonds de liquidation de la Tutelle".

Il s'agit de bons à court terme (4 mois en moyenne) et à faible taux d'intérêt (en moyenne 2% par an). Leur remboursement en cours d'exercice est enregistré dans les "Comptes Hors Budget" et ne fait pas partie de la Dette publique qui ne comptabilise que les intérêts dus par le Trésor.

Les autres éléments de la Dette publique intérieure se rapportent à la "Dette consolidée" et au "Découvert auprès de la Banque Nationale". Ce dernier traduit les variations du déficit du Budget ordinaire.

Le service de la Dette extérieure reste dans des limites modestes: le remboursement des emprunts contractés aux Pays-Bas et en Belgique touche à sa fin, les paiements restants concernent les intérêts dus sur les prêts consentis par la Kreditanstalt für Wiederaufbau et l'A.I.D.

Le tableau suivant retrace cette évolution :

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

en millions de FRW	1970	1972	1973	1974	1975	1976	1981
<u>Amortissement</u>							
Bons de développement	-	49,5	219,0	102,0	100,0	135,0	187
Dettes extérieures	21,3	33,4	25,6	1,4	6,8	12,4	42
<u>Intérêts</u>							
Bons de développement	7,3	17,7	26,0	32,0	39,0	50,0	69
Dettes consolidées	5,0	5,0	8,0	8,0	8,0	8,0	11
Bons Trésor	13,3	13,9	16,0	17,0	19,0	25,0	40
Découvert	14,5	20,1	19,0	19,0	23,0	31,0	43
Dettes extérieures	2,7	2,5	6,1	6,4	7,2	7,6	8
	64,1	142,1	319,7	185,8	203,0	269,0	400

b) Le budget des autres administrations.

Quant aux communes, aux organismes publics et aux administrations privées, pour déterminer leurs différentes dépenses en 1976 et 1981, on a tenu compte à la fois de la structure de celles-ci en 1972 et de la croissance des ressources de chacune de ces administrations (cf. les Tableaux 33 et 24).

La structure des dépenses des communes et des administrations privées changera peu pendant le Troisième plan, si ce n'est que les salaires versés par les communes augmenteront plus rapidement au cours de la période que leurs recettes, ce qui diminuera leur épargne. Par contre, le gonflement considérable du service de la dette publique intérieure, 350 millions en 1981, contre 249 millions en 1976 et 106 millions en 1972, fera augmenter de 46,1% l'épargne des organismes publics entre 1976 et 1981.

c) Les dépenses du compte des Administrations.

A partir du Budget ordinaire, des données sur l'aide extérieure et des comptes des autres administrations, on était en mesure d'établir pour 1976 et 1981 les opérations de répartition effectuées par les administrations.

Pour les traitements et salaires versés par celles-ci, en tenant compte de la croissance des ressources budgétaires, et des hausses consenties en 1974, on a fait croître de 8% par an ceux des nationaux au cours du Troisième plan. Ils passeront ainsi de 1.622 millions en 1976 à 2.385 millions en 1981.

Quant aux expatriés, compte tenu de l'évolution des aides à la production et au fonctionnement, on a estimé que leurs salaires et traitements augmenteraient de 3% par an au cours du Troisième plan. Ils passeraient ainsi de 1.093 millions en 1976 à 1.268 millions en 1981.

Au total, les salaires et traitements versés par les administrations passeront de 2.715 millions en 1976 à 3.653 millions en 1981, soit un rythme de croissance annuelle de 6,1% au cours de la période (cf. le Tableau 31).

Les prestations sociales suivront la croissance des traitements et salaires versés par les administrations, passant de 10 millions en 1972 à 16 millions en 1976 et à 22 millions en 1981. Les dépenses courantes extérieures augmenteront comme les ressources affectées à la représentation extérieure; elles représenteront 410 millions en 1981, contre 285 millions en 1976, soit 7,5% de croissance annuelle de 1976 à 1981.

Le service de la dette publique atteindra, on l'a vu, 400 millions en 1981, dont 50 pour la dette extérieure, 300 pour les organismes publics et 50 pour les banques privées, contre 269 millions en 1976, dont 20 pour la dette extérieure, 216 pour les organismes publics et 33 pour les banques privées (cf. le Tableau 26).

Après les traitements et les salaires, le plus gros poste des dépenses administratives est constitué par des transferts et des subventions (cf. le Tableau 31).

Ces dernières comprennent, d'abord, les subventions d'exploitation aux entreprises (117 millions en 1976 et 137 en 1981) et les subventions aux administrations privées (80 millions en 1976 et 103 en 1981) dont on a déjà parlé.

Par ailleurs, les dépenses d'assistance des administrations ont représenté en 1972 48 millions pour les administrations publiques et 25 millions pour les administrations privées; en fonction de leurs programmes respectifs et de l'évolution de leurs ressources, les dépenses d'assistance des administrations privées devraient atteindre 36 millions en 1976 et 44 millions en 1981; celles des administrations publiques devraient être de 76 millions en 1976 et de 97 millions en 1981 (cf. les Tableaux 33 et 34).

Les dépenses globales d'assistance passeront ainsi de 112 millions en 1976 à 141 millions en 1981, soit 4,7% de croissance annuelle au cours de la période.

Enfin, les administrations publiques et privées subventionneront les ménages pour les dépenses d'enseignement et de santé publique. On a vu que ces subventions aux ménages sont en réalité fictives puisque ce sont les administrations qui couvrent directement ces dépenses. Elles n'ont été introduites que pour répondre aux exigences de la comptabilité nationale.

Les administrations privées ont versé, de la sorte, 94 millions de subventions en 1972 et, en tenant compte de la croissance de leurs ressources, ces subventions devraient représenter 161 millions en 1976 et 195 millions en 1981, soit 3,9% de croissance annuelle au cours du Troisième plan (cf. les Tableaux 33 et 34).

Pour calculer, alors, le montant de celles qu'auront à verser les administrations publiques, on est parti du total de la production des branches Santé publique et Enseignement dans les Tableaux de Ressources-Emplois de 1976 et 1981. Ce total représentera 3.048 millions en 1976 et 4.298 millions en 1981. On a déduit de ces sommes, d'une part, les subventions versées par les administrations privées (161 et 195 millions) et, d'autre part, les contributions des ménages eux-mêmes à ces dépenses.

.../...

Celles-ci devraient atteindre environ 45 millions en 1981, contre 40 millions en 1976, soit 2,4% de croissance annuelle de 1976 à 1981. L'Etat devra donc verser 2.847 millions pour la Santé publique et l'enseignement en 1976 et 4.058 millions en 1981, ce qui représente une croissance de 7,3% de 1976 à 1981 (cf. les Tableau 33 et 34).

Au total, les subventions et les transferts des administrations publiques et privées atteindront 4.684 millions en 1981, contre 3.317 millions en 1976, soit un rythme de croissance de 7,1% par an au cours de la période (cf. le Tableau 31).

Enfin, d'après les Tableaux de Ressources-Emplois, les administrations devraient acheter pour 1.090 millions de biens et services en 1976 et pour 1.532 millions en 1981, soit un taux d'augmentation annuelle de 7% entre ces deux dates.

Ainsi, les dépenses totales d'affectation des administrations devraient être de 11.849 millions en 1976 et de 16.472 millions en 1981. Leur rythme d'augmentation annuelle sera donc de 6,8% de 1976 à 1981 (cf. les Tableaux 33 et 34).

L'épargne brute des administrations passera, de la sorte, de 4.157 millions en 1976 à 5.771 millions en 1981. Elle augmentera donc de près de 39% entre 1976 et 1981, soit un rythme de croissance annuelle de 6,8%. Ce taux sera moins élevé que celui des dépenses du budget ordinaire qui croîtront de 9% par an au cours de cette période.

Il faut toutefois signaler que l'aide extérieure aux investissements atteindra 3.980 millions en 1976 et 5.439 millions en 1981. L'aide extérieure en capital représentera ainsi 94,2% de l'épargne des administrations en 1981, contre 95,7% en 1976. Même en 1981 le plus clair des efforts d'investissements publics restera financé par l'aide extérieure.

2) Le compte de capital.

L'épargne brute des administrations est portée en ressource de leur compte de capital.

D'après le Tableau 12, les investissements effectués par les administrations devraient atteindre 2.507 millions en 1976 et 3.397 millions en 1981. Ils augmentent donc de 35,5% au cours du Troisième plan, soit 6,3% de croissance annuelle.

En outre, on a vu que les administrations financeront les investissements des entreprises à concurrence de 1.852 millions en 1976 et de 2.638 millions en 1981, soit 7,3% de croissance annuelle (cf. le Tableau 28).

Ainsi, les dépenses en capital des administrations devraient être de 4.359 millions de FRW en 1976 et de 6.035 millions en 1981. Elles augmenteront donc de 6,7% par an au cours du Troisième plan.

On constate que les dépenses en capital des administrations excéderont leur épargne brute de 202 millions en 1976 et de 264 millions en 1981. Ce besoin de financement sera comme par le passé couvert par des avances de la Banque Nationale. Il ne représentera plus toutefois que 4,4% du total des dépenses en capital des administrations en 1981, contre 4,6% en 1976, mais surtout 35% en 1972.

Il reste que, malgré l'importance de l'aide extérieure qu'elles recevront pour les investissements, la production et le fonctionnement, les administrations devront faire preuve de plus de rigueur dans la gestion de leurs budgets pour limiter dans toute la mesure du possible leurs besoins de financement.

Les conditions qui ont prévalu en 1970 et qui ont permis, pour la première fois, de dégager un excédent budgétaire, ne se sont pas retrouvées ni en 1971, ni surtout en 1972 et 1973, où de larges déficits ont été enregistrés.

Or, au cours des prochaines années, les administrations auront à supporter les charges récurrentes des réalisations prévues par le plan, en matière d'infrastructure économique mais aussi pour l'enseignement et la santé publique.

Certes, d'après les objectifs de croissance retenus pour le Troisième plan et l'aide extérieure attendue pendant cette période, les administrations devraient pouvoir équilibrer leurs budgets ordinaires et limiter à peu de chose leurs besoins de financement. A une condition, toutefois, c'est qu'une discipline rigoureuse soit imposée aux différents départements ministériels pour qu'ils respectent les normes d'évolution budgétaire retenues pour chacun d'eux.

En même temps, les services responsables devront faire preuve d'un dynamisme accru pour mobiliser, en temps utile, les concours extérieurs qui doivent être obtenus.

Moyennant quoi, le financement des dépenses ordinaires des administrations et celui de leurs investissements devraient pouvoir être assurés, sans difficultés majeures, pendant la durée du Troisième plan.

Tableau 29

RECETTES ET DEPENSES PRIVEES EXTERIEURES

en millions de FRW (Prix 76)	E M P L O I S				TOTAL	R E S O U R C E S			
	entre-prises	adminis-trations	ménages	exté-rieur		entre-prises	adminis-trations	ména-ges	exté-rieur
OPERATIONS									
<u>1976</u>									
Transferts à entreprises financières				45	45	45			
Transferts courants revenus	416		1325		1741				1741
Subventions santé-enseigne-ment				161	161		161		
Assistance				36	36		36		
Aide en capital:									
Enseignement - santé				83	83		83		
Infrastructure				44	44		44		
Total	416		1325	369	2110	45	324		1741
<u>1981</u>									
Transferts à entreprises financières				81	81	81			
Transferts courants revenus	868		1802		2670				2670
Subventions santé - enseigne-ment				195	195		195		
Assistance				44	44		44		
Aide en capital:									
Enseignement - santé				100	100		100		
Infrastructure				55	55		55		
Total	868		1802	475	3145	81	394		2670

Tableau 30

RECETTES ET DEPENSES PUBLIQUES EXTERIEURES

en millions de FRW (Prix 76)	E M P L O I S				TOTAL	R E S S O U R C E S			
	entre-prises	Adminis-trations	Ménages	exté-rieur		entre-prises	Adminis-trations	Ména-ges	Exté-rieur
<u>1976</u>									
Aide en capital									
Agriculture				466	466		466		
Enseignement - santé				385	385		385		
Infrastructure				2177	2177		2177		
Industrie - commerce				825	825		825		
Total aide en capital				3853	3853		3853		
Aide à production				340	340		340		
Aide à fonctionnement				2165	2165		2165		
Dépenses courantes		285			285				285
Grand Total		285		6358	6643		6358		285
<u>1981</u>									
Aide en capital									
Agriculture				1262	1262		1262		
Enseignement - Santé				323	323		323		
Infrastructure				2866	2866		2866		
Industrie - commerce				833	833		833		
Total aide en capital				5284	5284		5284		
Aide à production				635	635		635		
Aide à fonctionnement				2280	2280		2280		
Dépenses courantes		410			410				410
Grand Total		410		8199	8609		8199		410

Tableau 31

TRAITEMENTS ET SALAIRES

en millions de FRW	1976	1981	Taux croiss. 1976-81
<u>Entreprises</u>			
aux nationaux	3956	6245	9,6
aux expatriés	2103	3160	8,5
Total entreprises	6059	9405	9,2
<u>Administrations</u>			
aux nationaux	1622	2385	8,0
aux expatriés	1093	1268	3,0
Total administrations	2715	3653	6,1
Total Salaires et Traitements	8774	13058	8,3

SUBVENTIONS ET TRANSFERTS

en millions de FRW	E M P L O I S				TOTAL	R E S S O U R C E S			
	entre-prises	adminis-trations	ménages	exté-rieur		entre-prises	adminis-trations	ména-ges	exté-rieur
<u>OPERATIONS</u>									
<u>1976</u>									
Subventions d'exploitation		117			117	117			
Subventions Santé - enseigne- ment		3008			3008			3008	
Subventions à IPSBL		80			80		80		
Assistance		112			112			112	
Transferts			29		29		29		
Assurances	87				87	48			39
TOTAL	87	3317	29		3433	165	109		3159
<u>1981</u>									
Subventions d'exploitation		187			187	187			
Subventions Santé - enseigne- ment		4253			4253			4253	
Subventions à IPSBL		103			103		103		
Assistance		141			141			141	
Transferts			43		43		43		
Assurances	158				158	100			58
TOTAL	158	4664	43		4865	287	146		4452

Tableau 32. BUDGET ORDINAIRE

en millions de FRW (prix 76)	En valeur		En pourcent.		Taux annuel de croissance
	1976	1981	1976	1981	1976-1981
SECTEURS DEFENSIERS					
Production					
Agriculture-élevage	212,0	357,0	5,2	5,7	11,0
Industrie-mines-énergie	40,0	67,0	1,0	1,1	11,0
Commerce - tourisme	22,0	35,0	0,6	0,6	10,0
Total Production	274,0	459,0	6,8	7,4	10,9
Education nationale	1.155,0	1.860,0	28,5	29,9	10,0
Santé	251,0	405,0	6,2	6,5	10,0
Affaires sociales	55,0	79,0	1,4	1,3	7,5
Jeunesse et Sports	50,0	72,0	1,2	1,1	7,6
Total action sociale	1.511,0	2.416,0	37,3	38,8	9,8
Infrastructure					
Poste-Télécommunications	101,0	166,0	2,5	2,7	10,5
Aéronautique - météo	35,0	59,0	0,9	0,9	11,0
Ponts et Chaussées	125,0	197,0	3,1	3,2	9,5
Information - Radio	50,5	85,0	1,2	1,4	11,0
Urbanisme - Habitat	82,0	132,0	2,0	2,1	10,0
Total Infrastructure	393,5	639,0	9,7	10,3	10,2
Souveraineté -Représentation					
Présidence	22,0	32,0	0,5	0,5	7,8
Mini-coopération	12,0	17,5	0,3	0,3	7,8
Ambassades	165,0	240,0	4,1	3,8	7,8
Voyages à étranger	70,0	100,0	1,7	1,6	7,4
Tot.Souveraineté-Représentation	269,0	389,5	6,6	6,2	7,7
Justice - sécurité					
Cour Suprême	15,0	21,5	0,4	0,3	7,5
Intérieur	52,0	75,0	1,3	1,2	7,6
Justice	200,0	288,0	4,9	4,6	7,6
Armée	600,0	864,0	14,8	13,9	7,6
Sûreté-gendarmerie-police	102,0	147,0	2,5	2,4	7,6
Total justice-sécurité	969,0	1.395,5	23,9	22,4	7,6
Gestion administrative					
Finances	92,0	132,5	2,3	2,2	7,6
Fonction Publique	18,0	26,0	0,5	0,4	7,6
Plan	40,0	57,5	1,0	0,9	7,5
Assurances - Equipement	85,0	122,5	2,1	2,0	7,6
Cabinets ministériels	81,5	117,5	2,0	1,9	7,6
contributions orga.inter.et A.T.	50,0	70,0	1,2	1,1	7,0
Dette publique	269,0	400,0	6,6	6,4	8,3
Total gestion administrative	635,5	926,0	15,7	14,9	7,8
GRAND TOTAL	4.052,0	6.225,0	100,0	100,0	9,0

Tableau 33. ADMINISTRATIONS COMPTE D'AFFECTION

en millions de FRW (prix 1976)

1976

	Etat	Communes	Organismes publics	Administrations privées	Total
<u>RESSOURCES</u>					
Cotisations sociales			176		176
Intérêts et dividendes			216		216
Impôts directs	1.007	167			1.254
Impôts indirects	3.162	48	202		3.412
Subventions et transferts			29	80	109
Aide extérieure publique et privée					
Aide aux investissements	3.853			127	3.980
Aide à production	340				340
Aide à fonctionnement	2.165			197	2.362
Total RESSOURCES	10.607	215	623	404	11.849
<u>EMPLOIS</u>					
Achats biens et services	943	18	26	98	1.090
Salaires et traitements	2.427	146	60	82	2.715
Prestations sociales			16		16
Transferts à adminis. privées	80				80
Intérêt dette publique:					
intérieure	249				249
extérieure	20				20
Assistance	76			36	112
Subvention exploitation	45		72		117
Subvention ménages:					
santé -enseignement	2.847			161	3.008
Dépenses extérieures	205				205
Epargne	3.630	51	449	27	4.157
Total EMPLOIS	10.607	215	623	404	11.849

Tableau 34. ADMINISTRATION COMPTE D'AFFECTATION

en millions de FRW (prix 1976)	1981				Total
	Etat	Communes	Organismes publics	Administrations privées	
RESSOURCES					
Cotisations sociales			262		262
Intérêts et dividendes			300		300
Impôts directs	1.940	191			2.131
Impôts indirects	4.655	60	325		5.040
Subventions et transferts			43	103	146
Aide extérieure publique et privée					
aide aux investissements	5.284			155	5.439
aide à production	635				635
aide à fonctionnement	2.280			239	2.519
Total RESSOURCES	14.794	251	930	497	16.472
EMPLOIS					
Achats biens et services	1.350	22	39	121	1.532
Salaires et traitements	3.287	175	90	101	3.653
Prestations sociales			22		22
Transferts à administrations privées	103				103
Intérêt dette publique: intérieure	350				350
extérieure	50				50
Assistance	97			44	141
Subvention exploitation	64		123		187
Subvention ménages: santé-enseignement	4.058			195	4.253
Dépenses extérieures	410				410
Epargne	5.025	54	656	36	5.771
Total EMPLOIS	14.794	251	930	497	16.472

Section III. Le compte des Ménages.

Les ménages recevant la totalité de leurs ressources des entreprises et des administrations, les différents postes en sont à présent déterminés pour 1976 et 1981.

a) Le compte d'affectation.

En ressources, tout d'abord, le montant des salaires et des traitements versés par les entreprises et les administrations est connu (cf. le Tableau 31). Il passera de 8.774 millions de FRW en 1976 à 13.058 millions en 1981, soit 8,3% de croissance annuelle au cours de la période.

Il en va de même de celui des prestations sociales et des dividendes. Les premières reçues des entreprises et des administrations augmenteront comme les salaires et les traitements; elles atteindront 50 millions en 1981, contre 34 millions en 1976 (cf. le Tableau 22). Les dividendes versés par les entreprises croîtront comme les revenus des entreprises modernes et passeront de 37 millions en 1976 à 78 millions en 1981, soit 16,1% d'augmentation annuelle au cours de la période (cf. le Tableau 26).

Quant aux subventions et transferts, on a vu que les ménages recevront des administrations publiques et privées 3.008 millions de subventions pour l'enseignement et la santé en 1976 et qu'ils en toucheront 4.253 millions en 1981. Les administrations dépenseront également 112 millions en 1976 et 141 en 1981 pour l'assistance aux ménages. Enfin les compagnies d'assurance leur verseront 39 millions pour dommages en 1976 et 58 millions en 1981.

Au total, les subventions et transferts représenteront 3.159 millions en 1976 et 4.452 millions en 1981, soit un rythme annuel de croissance de 7,1% de 1976 à 1981 (cf. le Tableau 31).

On a également analysé la composition des revenus bruts des entrepreneurs individuels : exploitants ruraux, personnel domestique, artisans et commerçants, qui passeront de 23.087 millions en 1976 à 29.519 millions en 1981, soit 5% de croissance annuelle au cours du Troisième plan (cf. le Tableau 22).

Les revenus globaux des ménages atteindront donc 47.157 millions en 1981, contre 35.091 millions en 1976; ce qui représente 6,1% de croissance annuelle de 1976 à 1981 (cf. le Tableau 22).

En dépenses, le poste le plus important est constitué par les achats de biens et services, dont le montant est donné dans les Tableaux de Ressources-Emplois pour 1976 et 1981. Ces achats passeront de 31.058 millions en 1976 à 41.872 millions en 1981, soit 6,2% de croissance annuelle au cours du Troisième plan.

Il convient d'ajouter à ces dépenses de consommation, la valeur des pertes de produits vivriers sur stocks. Etant donné l'importance de l'auto-consommation familiale, la majeure partie de ces pertes concerne directement les ménages en tant que producteurs-consommateurs. Et tout effort fait pour réduire le montant de ces pertes augmentera d'autant les disponibilités en vivres des ménages. Ces pertes sur stocks s'élèveront à 651 millions en 1981, contre 582 millions en 1976.

Parmi les autres dépenses des ménages, on a vu que ceux-ci verseront en 1976 176 millions de cotisations sociales aux administrations, 23 millions d'intérêts aux banques et 29 millions de redevances aux administrations. Ces sommes deviendront respectivement 262, 34 et 43 millions en 1981.

En outre, les impôts directs payés par les ménages, en fonction de la croissance de leurs revenus, atteindront 663 millions en 1981, contre 503 millions en 1976, soit 5,7% de croissance annuelle de 1976 à 1981. (cf. le Tableau 27).

Enfin, l'augmentation des transferts courants de revenus par les ménages suivra celle des salaires et traitements des expatriés. Elle atteindra 1.802 millions en 1981, contre 1.325 millions en 1976, ce qui représente une augmentation annuelle de 6,3% de 1976 à 1981.

Les dépenses globales des ménages seront ainsi de 33.676 millions en 1976 et de 45.327 millions en 1981, soit 6,1% de croissance annuelle au cours du Troisième plan.

Leur épargne brute passera ainsi de 1.415 millions en 1976 à 1.830 millions en 1981; elle augmentera donc de 5,3% par an de 1976 à 1981.

b) Le compte de capital.

L'épargne brute des ménages est portée en ressource de leur compte de capital.

En 1976, les ménages effectueront pour 1.192 millions d'investissements, dont 900 millions de constructions traditionnelles, 85 de logements modernes et 127 millions d'achats de véhicules (cf. le Tableau 12). En 1981, ces investissements représenteront 1.500 millions: 1218 millions de constructions traditionnelles, 193 de logements modernes et 169 d'achats de véhicules.

En outre, on a vu que les entrepreneurs individuels financeront en 1976 pour 223 millions d'investissements des entreprises et pour 250 millions en 1981 (cf. le Tableau 28).

De la sorte, les dépenses d'investissements des ménages atteindront en 1976 1.415 millions de FRW; comme leur épargne brute sera cette année-là de 1.415 millions, ils couvriront donc exactement leurs besoins de financement.

En 1981, le total de leurs investissements sera également du même montant que leur épargne brute, 1.830 millions de FRW.

Il est en outre probable qu'une partie des investissements des ménages sera en fait financée sur prêts bancaires (notamment les constructions de logements modernes), ce qui devrait leur créer une capacité de financement inemployée. En l'absence d'un tableau des opérations financières, il n'est pas possible d'en prévoir l'importance.

En tout cas, comme les entreprises et les administrations, il ne semble pas que les ménages doivent avoir de sérieuses difficultés, au cours des prochaines années, à équilibrer leurs comptes d'affectation et de capital.

Section IV. Le compte de l'Extérieur.

Finalement, le compte de l'Extérieur retrace les opérations sur biens et services et celles de répartition, entre les différents agents économiques et l'étranger.

En ressources, tout d'abord, figurent les importations effectuées par le Rwanda, qui constituent un gain pour l'étranger. Elles atteindront d'après le Tableau de Ressources-Emplois 8.550 millions en 1976 et 13.265 millions en 1981, soit 9,2% de croissance annuelle de 1976 à 1981 (cf. le Tableau 16).

Par ailleurs, le service de la dette publique extérieure a été de 36 millions en 1972; il ne devrait être que de 20 millions en 1976 mais de 50 en 1981 (cf. le Tableau 26). Et les dépenses courantes des administrations à l'extérieur passeront de 285 millions en 1976 à 410 millions en 1981 (cf. le Tableau 30).

Enfin, en 1976, les entreprises effectueront 416 millions de transferts courants et les ménages 1.325, soit 1.741 millions au total. Ces mêmes transferts atteindront respectivement 868 et 1.802 millions en 1981, soit au total 2.670 millions de transferts courants (cf. le Tableau 29).

Les ressources globales du compte Extérieur seront donc de 10.604 millions en 1976 et de 16.395 millions en 1981, soit un rythme de croissance annuelle de 9,1% de 1976 à 1981.

Du côté des dépenses, les exportations du Rwanda qui constituent une dépense pour l'étranger, seront de 5.718 millions en 1976 et de 11.097 millions en 1981, soit 14,2% de croissance annuelle au cours du Troisième plan (cf. le Tableau 15).

En outre, l'aide privée extérieure sera de 324 millions en 1976, et les compagnies d'assurance devront transférer de l'extérieur 45 millions. Les dépenses privées du compte Extérieur seront donc de 369 millions cette année-là. En 1981, l'aide extérieure privée devrait être de 394 millions et les transferts des assurances de 81 millions, soit 475 millions de dépenses privées du compte Extérieur (cf. le Tableau 29).

Quant à l'aide publique, elle sera de 6.358 millions en 1976 et de 8.199 millions en 1981 (cf. le Tableau 30).

Au total, les dépenses de l'extérieur devraient être de 12.445 millions en 1976 et de 19.771 millions en 1981; ce qui représente un rythme annuel de croissance de 9,7% de 1976 à 1981 (cf. les Tableaux 37 et 38).

Les dépenses de l'extérieur dépasseront donc de 1.841 millions ses ressources en 1976 et de 3.376 millions en 1981.

Ceci signifie que l'aide extérieure publique et privée suffit ces deux années-là, non seulement à compenser le déficit du commerce extérieur (2.840 millions en 1976 et 2.168 millions en 1981), mais qu'elle couvre également les dépenses et les transferts courants extérieurs des entreprises, des ménages et des administrations (2.046 millions en 1976 et 3.130 millions en 1981).

En outre, si en 1976 les administrations auront un besoin de financement de 202 millions, les entreprises auront au contraire une capacité de financement de 2.043 millions. Par différence, l'extérieur enregistrera donc un besoin de financement de 1.841 millions, qui est du même montant que la différence entre le total de ses dépenses et le total de ses ressources.

De même, en 1981, les administrations auront un besoin de financement de 264 millions tandis que les entreprises enregistreront une capacité de financement de 3.640 millions, créant ainsi un besoin de financement de 3.376 millions du compte de l'Extérieur.

Par nécessité comptable, la capacité de financement nette des entreprises non utilisée localement est transférée à l'extérieur, où elle accroît les avoirs du Pays; elle est donc inscrite en ressource du compte de l'Extérieur.

Il s'agit là, toutefois, de soldes comptables et seul un tableau des opérations financières permettrait de connaître leur utilisation finale.

Il reste que faute de pouvoir trouver localement des occasions d'investissement profitables, une partie importante de l'épargne brute des entreprises ira s'investir à l'étranger.

L'analyse des conditions de financement des investissements bruts ne fera que souligner à nouveau la place prépondérante tenue par l'aide extérieure privée et surtout publique dans le financement de la croissance.

Les Tableaux 37 et 38 placés à la fin de ce chapitre présentent sous une forme synthétique les comptes des Entreprises, des Administrations, des Ménages et de l'Extérieur, pour les années 1976 et 1981.

Ces comptes établissent le réseau complet des échanges qu'effectuent entre eux ces quatre catégories d'agents économiques, puisque toute dépense de l'un d'entre eux constitue une recette pour un autre agent et vice versa. Ils forment par là-même le Tableau économique d'ensemble du Rwanda pour les années en question. Ce dernier permet de vérifier, pour chacune d'entre elles, l'équilibre comptable global des flux de biens et de services et des flux de revenus auxquels ces échanges donnent naissance.

Section V. Le financement des investissements.

L'analyse des comptes d'agents montre qu'en 1976 et 1981, les entreprises, les administrations et les ménages seront en mesure d'assurer le financement de leurs investissements bruts.

Il reste toutefois à vérifier que ces mêmes agents trouveront les financements nécessaires pour le total des investissements qu'ils doivent réaliser au cours du Troisième plan.

Le Tableau 12 donne par agent le montant des investissements que chacun doit effectuer en 1976 et en 1981, d'une part, et au cours de la période 1976-1981, d'autre part.

Les entreprises (y compris l'enseignement et la santé) réaliseront pour 18.292,6 millions de FRW d'investissement, pendant la période du Troisième plan, Les administrations en feront pour 17.604,3 millions et les ménages pour 8.256,1 millions. Au total, les investissements bruts représenteront 44.153 millions de FRW entre 1976 et 1981.

S'y ajouteront, pendant la même période, 16.838,5 millions d'opérations de production, d'étude et d'aide au fonctionnement.

Globalement les sommes dont il faudra assurer le financement s'élèveront à 60.991,5 millions de FRW de 1976 à 1981.

Etant donné que le budget de développement ne disposera que de ressources limitées pendant la période du Troisième plan, les différents programmes d'investissement ont été arrêtés après une étude minutieuse des sources de financement privées ou publiques, locales ou extérieures, susceptibles de prendre en charge les différentes opérations projetées.

Les commissions de planification seront d'ailleurs amenées à revoir le montant d'un certain nombre des investissements publics prévus pour la période 1976-1981; et il est encore trop tôt pour connaître avec précision le montant et l'affectation des différentes aides extérieures pour cette période.

Les Tableaux 35 et 36 présentent une ventilation fonctionnelle des investissements bruts, par agent économique et par source de financement, pour

les années 1976 et 1981 et pour la période 1976-1981.

L'aide extérieure mentionnée concerne celle de l'ON.U. et du F.E.D. et celle des pays suivants: Belgique, Allemagne, France, Suisse, Chine, U.S.A., Pays-Bas, Luxembourg, U.R.S.S. et divers pays.

Pendant le Troisième plan, sur 18.292,6 millions de FRW d'investissements bruts qu'effectueront les entreprises (y compris l'enseignement et la santé) 12.548,8 millions (68,6%) seront financés par l'aide extérieure, 5.109,6 millions (27,9%) le seront sur fonds privés et seulement 634,2 millions (3,5%) seront à la charge du budget de développement (cf. le Tableau 36).

On constate toutefois qu'au cours du Troisième plan la part du budget de développement et du secteur privé dans le financement des investissements des entreprises augmentera très sensiblement. L'aide extérieure n'assurera plus, en effet, que 62,6% du financement des investissements des entreprises en 1981, contre 76,5% en 1976 (cf. le Tableau 35).

Ce mouvement est particulièrement net pour les investissements du secteur secondaire, dont le secteur privé financera 52,6% du total en 1981 contre 23% en 1976; par contre, l'aide extérieure ne financera plus que 44,3% de ces investissements en 1981, contre 71,6% en 1976.

De même, si les investissements pour l'enseignement sont entièrement financés sur fonds publics, le budget de développement en prendra 11,1% à sa charge en 1981 contre 7,2% en 1976.

Par contre, l'aide extérieure restera prédominante pour le financement des investissements du secteur primaire: 68,2% en 1976 et 83,8% en 1981. Le budget de développement n'en financera que 2% en 1976 et 1,3% en 1981. Quant au secteur privé, ses investissements représenteront 29,8% du financement des investissements du secteur primaire en 1976 et seulement 14,9% en 1981. Ces investissements seront d'ailleurs constitués par l'accroissement du cheptel, d'une part, et par le travail non rétribué des paysans, d'autre part: plantations, aménagements hydro-agricoles, lutte anti-érosive etc... Ils ne donneront donc pas lieu à des financements proprement dits.

En dehors des investissements du commerce, des services et des transports, avant tout financés par le secteur privé (70,2% de 1976 et 1981), les autres investissements à la charge de ce dernier sont ceux des ménages: constructions traditionnelles et logements modernes, achats de véhicules.

Quant aux investissements des administrations, ils sont entièrement financés par fonds publics. Mais ceux qui concernent l'infrastructure économique et sociale le seront par l'aide extérieure à concurrence de 96,2% en 1976 et de 95,2% en 1981; le budget de développement en financera donc 3,8% en 1976 et 4,8% en 1981.

Par contre, ce dernier financera 71,6% des investissements d'équipement des administrations en 1981 contre 58,8% en 1976; l'aide extérieure n'assurera plus en 1981 que 28,4% de leur financement contre 41,2% en 1976.

Enfin, les opérations de production, les études et l'aide au fonctionnement seront prises en charge par l'aide extérieure à concurrence de 96,7% en 1976 et de 95,6% en 1981. Le secteur privé (travail humain) en financera seulement 2,6% en 1976 et 3,2% en 1981, et le budget de développement 0,7% en 1976 et 1,2% en 1981.

Au total, sur 8.591 millions à financer en 1976, le budget de développement n'en prendra que 4,6% à sa charge, laissant 75,5% du total à l'aide extérieure et 19,9% au secteur privé. En 1981, toutefois, sur 12.050 millions de financements, l'aide extérieure n'en assurera plus que 69,3%, tandis que le secteur privé en fournira 25,4% et le budget de développement 5,3% (cf. le Tableau 35).

Pour la période du Troisième plan, sur un montant de 60.991,5 millions de financements à assurer, le budget de développement n'en prendra à sa charge que 5%, laissant 72,3% du total à l'aide extérieure et 22,7% au secteur privé (cf. le Tableau 36).

Le volume des financements prévus pour le Troisième plan et leur répartition entre les différentes sources de financement semble réaliste. Il est par contre impératif, compte tenu des ressources locales et extérieures prévisibles, qu'on ne dépasse pas sensiblement les sommes globales retenues.

Comme les commissions de planification seront amenées à revoir les enveloppes fixées, de façon provisoire, pour les différents types d'investissements publics prévus pour le Troisième plan, il est indispensable qu'aux révisions en hausse dans certains secteurs correspondent des diminutions dans d'autres, pour que la masse globale des financements à opérer, au cours de la période, reste compatible avec les ressources dont pourra disposer le Pays.

Enfin, la mobilisation des différentes aides extérieures attendues, qui doivent jouer un rôle de premier plan dans le financement de la croissance entre 1976 et 1981, exigera des efforts accrus des services responsables.

CONCLUSION

Comme en d'autres pays d'Afrique, les obstacles que devra surmonter le Rwanda pour assurer son développement sont moins d'ordre financier qu'économiques et humains.

La mise en oeuvre de politiques dynamiques de modernisation rurale et d'industrialisation exige la création d'organismes d'intervention efficace, disposant d'une large autonomie d'action et dotés du personnel qualifié indispensable. Elle implique aussi que soit appliquée rapidement une politique démographique susceptible d'arrêter ou du moins de freiner la croissance de la population rurale qui fait obstacle à la modernisation de l'agriculture et à l'élévation du niveau de vie des paysans, dont dépend pour les industries la possibilité d'écouler leurs produits.

Elle exige enfin que les politiques culturelle, sociale et sanitaire soient réorientées en fonction des impératifs du développement.

Si ces politiques sont effectivement mises en oeuvre avec vigueur au cours du Troisième plan, il ne semble pas que le financement de la croissance, grâce à une aide extérieure très importante, soit particulièrement difficile à assurer.

L'importance même de l'aide extérieure pose, toutefois, au point de vue économique et politique, des problèmes de dépendance et impose au Pays des sujétions dont il lui faudra tenir compte.

A plus long terme, il est essentiel que le Rwanda devienne capable de financer sur ses ressources propres une partie de plus en plus importante de ses investissements, pour en mieux contrôler le choix et l'exécution.

Une plus large mobilisation de l'épargne locale, celle en particulier des entreprises, irait dans ce sens. Elle suppose, on l'a vu, que se multiplient considérablement les occasions d'investir offertes aux initiatives privées dans les secteurs productifs.

Or celles-ci n'apparaîtront que si le marché intérieur s'élargit suffisamment pour offrir des débouchés intéressants aux productions industrielles existantes ou à créer.

Et l'Etat lui-même ne sera en mesure de financer sur ses ressources propres une partie de plus en plus importante des investissements publics, que si les revenus imposables croissent assez rapidement.

Les conditions d'un financement national de la croissance nous ramènent aux conclusions précédentes. La modernisation du monde rural, dont dépend l'élévation du pouvoir d'achat de la majeure partie de la population, constitue en définitive la clé de voûte du développement du Pays : elle commande à la fois l'essor des industries, l'accroissement des exportations et celui des ressources propres de l'Etat.

Tableau 35. VENTILATION FONCTIONNELLE DES INVESTISSEMENTS ET
DES AUTRES FINANCEMENTS SUIVANT L'ORIGINE DU FINANCEMENT

en millions de FRW (prix 76)	1976				1981			
	Etat	Extérieur	Privé	Total	Etat	Extérieur	Privé	Total
NATURE DES FINANCEMENTS								
Augmentation du cheptel	.		66,1	66,1			80,1	80,1
Cultures vivrières	2,6	52,2	97,5	152,3	4,0	224,0	102,0	330,0
Cultures industrielles	-	358,8	40,0	398,8		792,0	43,0	835,0
Elevage	9,0	30,0		39,0	13,0	86,4		99,4
Forêt - pêche	1,2	2,4		3,6	1,5	17,5		19,0
Aménagements fonciers	1,1	22,6		23,7	1,5	142,5		144,0
Total secteur primaire	13,9	466,0	203,6	683,5	20,0	1262,4	225,1	1507,5
Electricité - eau	4,0	321,0		325,0	8,0	425,0	15,0	448,0
mines	3,3	2,6	115,0	120,9	7,0	-	416,0	423,0
industrie	44,0	353,0	100,0	497,0	45,0	393,0	548,0	986,0
artisanat		7,0	5,0	12,0		15,0	10,0	25,0
Total secondaire	51,3	683,6	220,0	954,9	60,0	833,0	989,0	1882,0
Commerce - services		18,7	25,0	43,7			55,0	55,0
transports		123,0		123,0			116,0	116,0
Total tertiaire		141,7	25,0	166,7			171,0	171,0
Enseignement-formation	28,0	361,0		389,0	40,0	320,5		360,5
Santé publique		85,0		85,0		80,0		80,0
Affaires sociales		22,0		22,0		22,0		22,0
Total secteur social	28,0	468,0		496,0	40,0	422,5		462,5
Total Invest.entreprises	93,2	1759,3	448,6	2301,1	120,0	2517,9	1385,1	4023,0
Postes et Télécommunications	10,0	90,0		100,0	15,0	120,5		135,5
Routes et ponts	13,0	1211,0		1224,0	20,0	1638,0		1658,0
Tourisme		300,0		300,0	15,0	391,0		406,0
Aéronautique	8,0	87,0		95,0	10,0	119,0		129,0
Hydraulique	28,0	78,5		106,5	40,0	104,5		144,5
Logements	4,0	30,0		34,0	10,0	36,0		46,0
Urbanisme-voirie	20,0	282,0		302,0	30,0	379,0		409,0
Total Infras.éco.et sociale	83,0	2078,5		2161,5	140,0	2788,0		2928,0
Jeunesse et sports	8,4	34,4		42,8	58,0			58,0
Information - radio	7,0	28,0		35,0	22,5	25,0		47,5
Administration publique	188,0			188,0	255,0			255,0
Administration privée		35,0		35,0		47,0		47,0
Administration étrangère		45,0		45,0		61,0		61,0
Total Invest.administratifs	203,4	142,4		345,8	335,5	133,0		468,5
Tot.Invest.administrations	286,4	2220,9		2507,3	475,5	2921,0		3396,5
Logements modernes			85,0	85,0			193,2	193,2
Logements traditionnels			979,6	979,6			1218,3	1218,3
achats véhicules			127,0	127,0			169,0	169,0
Total Investi. ménages			1191,6	1191,6			1580,5	1580,5
Total Investi.bruts	379,6	3980,2	1640,2	6000,0	595,5	5438,9	2965,6	9000,0
Etudes		105,0		105,0		130,0		130,0
Opérations de production	19,0	340	67,0	426,0	38,0	635,0	97,0	770,0
Aide au fonctionnement		2060,0		2060,0		2150,0		2150,0
Total Financements	398,6	6485,2	1707,2	8591,0	633,5	8353,9	3062,6	12050,0

Tableau 36.

VENTILATION FONCTIONNELLE DES INVESTISSEMENTS ET DES
AUTRES FINANCEMENTS SUIVANT L'ORIGINE DU FINANCEMENT

en millions de FRW (prix 76)	Période 1976 - 1981				Structure des financements en % - Période 1976-81			
	Etat	Aide extérieure	Privé	Total	Etat	Aide extér.	Privé	Total
Augmentation du cheptel			437,6	437,6			100,0	100,0
Cultures vivrières	19,6	774,2	598,5	1392,3	1,4	55,6	43,0	100,0
cultures industrielles	-	3324,8	249,0	3573,8	-	93,0	7,0	100,0
Elevage	65,4	327,6		393,0	16,6	83,4		100,0
Forêts - pêche	8,0	50,1		58,1	13,8	86,2		100,0
Aménagements fonciers	7,7	413,0		420,7	1,8	98,2		100,0
Total secteur primaire	100,7	4889,7	1285,1	6275,5	1,6	77,9	20,5	100,0
Electricité - eau	35,0	2238,0	30,0	2303,0	1,5	97,2	1,3	100,0
mines	29,5	12,4	1442,5	1484,4	2,0	0,8	97,2	100,0
industrie	267,0	2395,5	1653,5	4316,0	6,2	55,5	38,3	100,0
artisanat		63,0	45,0	108,0		58,3	41,7	100,0
Total secondaire	331,5	4708,9	3171,0	8211,4	4,0	57,4	38,6	100,0
commerce - services		64,7	230,5	295,2		21,9	78,1	100,0
transports		213,0	423,0	636,0		33,5	66,5	100,0
Total tertiaire		277,7	653,5	931,2		29,8	70,2	100,0
Enseignement - formation	202,0	2045,5		2247,5	9,0	91,0		100,0
Santé publique		495,0		495,0		100,0		100,0
Affaires sociales		132,0		132,0		100,0		100,0
Total secteur social	202,0	2672,5		2874,5	7,0	93,0		100,0
Total Investi.entreprises	634,2	12548,8	5109,6	18292,6	3,5	68,6	27,9	100,0
Postes et Télécommunications	75,0	627,5		702,5	10,7	89,3		100,0
Routes et Ponts	98,0	8495,5		8593,5	1,1	98,9		100,0
Tourisme	30,0	2075,0		2105,0	1,4	98,6		100,0
Aéronautique	54,0	614,0		668,0	8,1	91,9		100,0
Hydraulique	202,5	546,0		748,5	27,1	72,9		100,0
Logements	40,0	198,5		238,5	16,8	83,2		100,0
Urbanisme - voirie	148,5	1971,5		2120,0	7,0	93,0		100,0
Total Infrastr.éc.et sociale	648,0	14528,0		15176,0	4,3	95,7		100,0
Jeunesse et sports	176,4	124,4		300,8	58,6	41,4		100,0
Information - radio	81,5	164,5		246,0	33,1	66,9		100,0
Administrations publiques	1321,0			1321,0	100,0			100,0
Administrations privées		244,5		244,5		100,0		100,0
Administrat. étrangères		316,0		316,0		100,0		100,0
Total Invest.administratifs	1578,9	849,4		2428,3	65,0	35,0		100,0
Tot.Invest.administrations	2226,9	15337,4		17604,3	12,6	87,4		100,0
Logements modernes			800,0	800,0			100,0	100,0
Logements traditionnels			6572,6	6572,6			100,0	100,0
achats véhicules			883,5	883,5			100,0	100,0
Total Invest.nénages			8256,1	8256,1			100,0	100,0
Total Invest.bruts	2861,1	27926,2	13365,7	44153,0	6,5	63,2	30,3	100,0
Etudes		703,0		703,0		100,0		100,0
Opérations de production	166,0	2853,5	487,5	3507,0	4,7	81,4	13,9	100,0
Aide au fonctionnement		12.628,5		12628,5		100,0		100,0
Total autres financements	166,0	16185,0	487,5	16838,5	1,0	96,1	2,9	100,0
TOTAL FINANCEMENTS	3027,1	44111,2	13853,2	60991,5	5,0	72,3	22,7	100,0

Tableau 37. 1976 TABLEAU ECONOMIQUE D'ENSEMBLE

1976 (prix 76) millions de FRW	ENTREPRISES						ADMINISTRATIONS				MENAGES				EXTERIEUR		T O T A U X	
	Exploitation		Affectation		Capital		Affectation		Capital		Affectation		Capital		R	E	R	E
	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E						
<u>I. Opérations sur biens et services.</u>																		
Valeur ajoutée	35870																35870	
Consommation finale								1090				31038						32128
Pertes												582						582
Investissements						2301				2507				1192				6000
Exportations																5718		5718
Importations														8558			8558	
Total I	35870					2301		1090		2507			31620		1192	8558	5718	44428
<u>II. Opérations répartition</u>																		
Traitements et salaires		6059										8774					8774	8774
Prestations sociales				18			176	16				34	176				210	210
Intérêts et dividendes		208	264	37			216	269				37	23		20		537	537
Subv. et transferts	117		48	87			109	3317				3159	29				3433	3433
Impôts directs				751			1254						503				1254	1254
Impôts indirects		3412					3412										3412	3412
Rec. dép. privées extér.			45	416			324						1325	1741	369	2110	2110	2110
Rec. dép. publiques extér.							6358	285						285	6358	6643	6643	6643
Revenus entr. individuels				23087								23087					23087	23087
Finan. investi. entr. indivi.					223										223		223	223
Finan. investi. par Etat					1852					1852							1852	1852
Total II	117	9679	357	24396	2075		11849	6602		1852	35091	2056		223	2046	6727	51535	51535
<u>III. Soldes</u>																		
Revenus bruts exploit.		26308	26308														26308	26308
Epargne brute				2269	2269			4157	4157				1415	1415			7841	7841
Capacité de finan.						2043											2043	2043
Besoin de financement									202						1841			
Total III		26308	26308	2269	2269	2043		4157	4359				1415	1415	1841		36192	36192
Total général	35987	35987	26665	26665	4344	4344	11849	11849	4359	4359	35091	35091	1415	1415	12445	12445	132155	132155

Tableau 38.

1981

TABLEAU ECONOMIQUE D'ENSEMBLE

1981 (prix 76) millions de FRW	ENTREPRISES						ADMINISTRATIONS				MENAGES				EXTERIEUR		TOTALS	
	Exploitation		Affectation		Capital		Affectation		Capital		Affectation		Capital		R	E	R	E
	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E						
<u>I. Opérations sur biens et services</u>																		
Valeur ajoutée consommation finale	50887																	50887
pertes investissements					4023				3397					1500				651
exportations																11097		9000
importations																		11097
Total I	50887				4023			1532	3397			42523		1580	13265	11097	13265	64152
<u>II. Opérations répartition</u>																		
Traitements et salaires		9405										13058						13058
prestations sociales				28			262	22			50	262					312	312
intérêts et dividendes		434	518	78			300	400			78	34			50		946	946
subventions et transferts	187		100	158			146	4634			4452	43					4885	4885
impôts directs				1468			2131					663					2131	2131
impôts indirects		5040					5040										5040	5040
Rec.dép.priv.extérieures			81	868			394					1802			2670	475	3145	3145
Rec.dép.publ.extérieures							8199	410							410	8199	8609	8609
Revenus entr.individuels				29519							29519						29519	29519
Finan.investi.entr.indivi.					250								250				250	250
Finan.invest.par Etat					2638				2638								2638	2638
Total II	187	14879	699	32119	2838		16472	9169	2638	47157	2804		250	3130	8674	70533	70533	
<u>III. Soldes</u>																		
Revenus bruts exploit.		36195	36195														36195	36195
Epargne brute				4775	4775			5771	5771			1830	1830				12376	12376
Capacité de finan.						3640											3640	3640
Besoin de financement									264						3376			
Total III		36195	36195	4775	4775	3640		5771	6035			1830	1830		3376		52211	52211
TOTAL GENERAL	51074	51074	36894	36894	7663	7663	16472	16472	6035	6035	47157	47157	1830	1830	19771	19771	186896	186896



